Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 NOVEMBRE 1914

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 24 octobre 1914, de nommer MM. les majors François Xavier Adélard Carrière; Gustave Rainville; Pierre Bisaillon; Théodore Grothé et Lieutenant Joseph Sylvestre, de la cité de Montréal, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R.Q., 1909, pour l'espace de trois mois, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, aux fins d'assermenter les recrues.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-neuf octobre 1914, de nommer MM. les capitaines A. V. Roy; J. A. de F. Filiatreault; P. E. Meunier; J. C. B. Charest; C. F. de Lanaudière; A. E. Dubuc; G. Boyer et L. E. Hudon, de la cité de Montréal. MM. les Capt. et Major Breveté: J. Cooper, Capt. G. S. Stairs, Majors F. A. Gascoigne et J. A. Gunn, Capt. W. B. Evans, Lt.-Col. J. G. Ross; Capt. W. Bovey; Lt.- Col. H. J. Trihey; Lt.-Col. J. T. Ostell; Capt. H. E. Archambault; Lt.-Col. T. W. Fisher; Major W. B. Anderson; Col. F. M. Gaudet et le Capt. L. H. Archambault, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R.Q., 1909, pour l'espace de trois mois, avec juridiction sur la province de Québec, aux fins d'assermenter les recrues. 5361

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th NOVEMBER, 1914

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 24th October, 1914, to appoint Majors François-Xavier-Adélard Carrière, Gustave Rainville, Pierre Bisaillon, Théodore Grothé and Lieutenant Joseph Sylvestre, of the city of Montreal, justices of the peace, in virtue of the provisions of article 3361 of the Q. R. S., 1909, for a period of three months, with jurisdiction over the judicial district of Montreal for administering the oath to recruits.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twenty-ninth October, 1914, to appoint Captains A. V. Roy; J. A. de F. Filiatreault; P. E. Meunier; J. C. B. Charest; C. F. de Lanaudière; A. E. Dubuc; G. Boyer and L. E. Hudon, of the city of Montreal; Captain and Bt. Major J. Cooper; Capt. G. S. Stairs; Majors F. A. Gascoigne and J. A. Gunn; Capt., W. B. Evans; Lt.-Col. J. G. Ross; Capt. W. Bovey, Lt.-Col. H. J. Trihey; Lt.-Col. J. F. Ostell; Capt. H. E. Archambault; Lt.-Col. F. W. Fisher; Major W. B. Anderson; Col. F. M. Gaudet and Capt. L. H. Archambault, justices of the peace, in virtue of the provisions of article 3361 of the Q. R. S., 1909, for a period of three months, with jurisdiction over the Province of Quebec, for administering the oath to recruits. 5362

-9 NOV 1914

No 1414-Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 3 novembre 1914, de nommer M. James A. McManamy, courtier, commissaire d'écoles pour la municipalité de la cité de Québec. 5397

No. 1414-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioner

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, bearing date the 3rd November, 1914, to appoint Mr. James A. McManamy, booker, the school commissioner for the municipality of the city of Quebec. 5398

Proclamations

Canada,
Province de Québec. F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, *Procureur-Général.*

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Lotbinière, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Lotbinière a nommé M. D. Lucien Filteau, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté;

ET ATTENDU que le Lieuteneant-Gouverneur de Notre Province de Québec a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière, est détachée de la muniipalité de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, et ses limites, en référence au numérotage du cadastre officiel de la dite paroisse, pour le premier rang et la continuation du premier rang, sont comme suit:

Vers le nord-ouest, le fleuve St-Laurent.

Vers le sud-est, le côté nord-ouest du chemin

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, *Attorney-General.*

WHEREAS on presentation to the county council of Lotbinière, of a petition from two thirds of the municipal electors who are at the same time property owners, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of Saint Louis de Lotbinière, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Lotbinière has named Mr. D. Lucien Filteau, special superintendent charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which in his opinion should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has by and with the advice of the Executive council of Our said Province, approved this report;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, we do hereby declare that the tract of land hereinabove described, to wit:

The territory bounded and described as follows, to wit:

The municipality of the village of Lotbiniere, in the county of Lotbinière, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Louis de Lotbiniere, and its limits, with reference to the numbering of the official cadastre of the said parish, for the first range and continuation thereof, to be as follows:

Towards the north west, the River Saint Lawrence.

Towards the south east, the north west side

de front de la concession St-François, et la ligne nord-ouest de chacun des lots Nos. 411 et 412.

Vers le nord-est, la ligne qui divise les lots Nos 199, 200, 388 des lots Nos 201 et 386.

Vers le sud-ouest, la ligne entre les lots Nos 409 et 412, celle entre 409 et 411, et la ligne qui divise les lots Nos 109, 110, 410 des lots Nos. 101, 106, 108, 416, 417 et 418, sera détaché de la municipalité de la paroisse St-Louis-de-Lotbinière, et formera une municipalité séparée sous le nom de La municipalité du village de Lotbinière, à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Lotbinière, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant - gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce CINQIEME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre, C. J. SIMARD,
5359 Sous-Secrétaire de la province.

Canada,
Province de Québec. F. LANGELIER
L. S

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grand -Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec.

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-sept octobre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au premier décembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-sept octobre courant; vous convoquons par les présentes pour le PREMIER DÉCEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

of the front road of the concession Saint Francois, and the north west line of each of the lots Nos 411 et 412;

Towards the north east the line separating the lots Nos. 199, 200 and 388 from the lots Nos. 201 and 386.

Towards the south west the line between the lots Nos. 409 and 412, that between 409 and 411, and the line separating the lots Nos. 109, 110, 410 from the lots Nos. 101, 106, 108, 416, 417 and 418, shall be detached from the municiaplity of the parish of Saint Louis de Lotbinière, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the Municipality of the village of Lotbinière.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Lotbinière, a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal code of the Province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command, C. J. SIMARD,
5360 Deputy Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec. F. LANGELIER
L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty seven October, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the first day of December, next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty-seventh October instant; and hereby convene you for the FIRST of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, cheva'ier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-neuvième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.
4619 L.-P. GEOFFRION.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this nineteenth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
4620 Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE.

AVIS

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Henri Després, fromager, de la paroisse de Saint-Pie, comté de Bagot, et autres ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Pie", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Saint-Pie, dans le comté de Bagot.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 29 octobre 1914.

JOS. ED. CARON,
5335 Ministre de l'Agriculture.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit octobre 1914, à la compagnie " Montreal Advertising Club Company" par lesquelles son nom est changé par celui de "Montreal Press & Advertising Club Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre, 1914.

C. J. SIMARD,
5333 Sous-secrétaire de la province

2042—14.

Québec, 31 octobre 1914.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 29 octobre 1914, d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de " Bascatong ", tout le territoire non organisé et compris dans les limites suivantes: savoir: les lots Nos. 36 à 41, inclusivement, du 6ème rang; 25 à 43, inclusivement, du 7ème rang; 39 à 44 du 5ème rang, tous du canton Bascatong, dans le comté d'Ottawa. 5317

Government Notice

COOPERATIVE AGRICULTURE ASSOCIATION.

NOTICE

Notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Henri Despres, cheese maker, of the parish of Saint Pie, county of Bagot, and others have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Societe Coopérative Agricole de Saint Pie", with its chief place of business in the municipality of the village of Saint Pie, county of Bagot.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 29th October, 1914.

JOS. ED. CARON,
5336 Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of October, 1914, changing the name of the " Montreal Advertising Club Company " to that of " Montreal Press & Advertising Club Company".

Dated from the office of the Provincial Secretay, this twenty-eighth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
5334. Deputy Provincial Secretary.

2042—14.

Quebec, 31st October, 1914.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order-in council bearing date the 29th October 1914, to erect into a separate school municipality, under the name of "Bascatong", the whole of the unorganized territory comprised within the following limits, to wit: the lots Nos. 36 to 41 inclusively, of the 6th range; 25 to 43 inclusively, of the 7th range; 39 to 44 of the 8th range, all of the township of Bascatong, in the county of Ottawa. 5318

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, Montréal; Philippe Gélinas, courtier, Saint-Boniface; Alexis Amédée Gélinas, notaire, Saint-Barnabé; Adelard Bellemare, notaire, Saint-Paulin; Adolphe Delâge, agent financier, Coteau Station; dans les buts suivants:

Faire affaire comme électriciens, ingénieurs, mécaniciens et manufacturiers;

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter, dans les limites du comté de Champlain, un ou plusieurs pouvoirs d'eau, dans le but de développer l'énergie électrique, pour éclairage et force motrice;

Acheter, acquérir et exploiter, la totalité ou une partie des biens, affaires, privilèges, propriétées, contracts, droits, obligations et engagements de toutes personnes ou compagnies engagées dans une industrie de même nature, ou en possession de propriétés, machineries et terrains pouvant servir à l'industrie de la présente compagnie, qui a le pouvoir de les acheter, louer ou autrement acquérir, et de les payer en actions, obligations, ou valeur de la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, aliéner et exploiter une ou plusieurs usines et les terrains nécessaires pour la fabrication de ses produits;

Construire, acquérir, posséder et aliéner, exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie en tirer un revenu, les louer, vendre, échanger ou en disposer autrement, les hypothéquer ou donner en gage;

Agir comme agents ou représentants, facteur, ou agent à commission, pour d'autres compagnies, personnes ou corporations, engagées dans toutes industries de même nature, et exercer tous les pouvoirs à cette fin;

Emprunter des deniers pour les affaires de la compagnie, et de contracter des obligations financières et commerciales à cette fin;

Emettre et allouer des actions du capital-action de la compagnie, comme actions payées en entier ou en partie, en paiement d'ouvrage fait pour la compagnie et pour services rendus à la compagnie et les accepter en paiement en partie ou en entier des actions souscrites, tel ouvrage ou service rendu;

Emettre des obligations, des bons ou autres valeurs et donner en gages, ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, tels bons, obligations ou autres valeurs ne devant pas être pour une somme moindre de cent piastres;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie sous le nom de "La Compagnie Electrique Provinciale, Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille ($49,000.00) piastres divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent ($100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Barnabé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5395 Sous-secrétaire de la province

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, Montreal; Philippe Gélinas, broker, Saint Boniface; Alexis Amédée Gélinas, notary, Saint Barnabé, Adelard Bellemare, notary, Saint Paulin; Adolphe Delâge, financial agent, Coteau Station; for the following purposes:

To carry on the business of electricians, engineers, machinists and manufacturers;

To acquire, hold, alienate and exploit, within the limits of the county of Champlain, one or several water powers, for the generating of electricity for light and motive power;

To purchase, acquire and exploit the whole or a part of the assets, business, privileges, property, contracts, rights, obligations and liabilities of any persons or companies engaged in any business of a like nature or possessed of property, machinery and lands capable of being used for the business of the present company, which has the power to purchase, lease or otherwise acquire the same and to pay for the same in shares, bonds or securities of the company;

To purchase, acquire, hold, alienate and exploit moveable and immoveable property for the company's purposes, draw revenues therefrom, lease, sell, exchange or otherwise dispose of, hypothecate or pledge the same;

To act as agents or representatives, factors or commission agents for other companies, persons or corporations engaged in any business of a like nature, and to exercise all powers relating thereto;

To borrow money for the company's business and contract financial and commercial obligations for such purposes;

To issue and allot shares of the capital stock of the company, as fully or partly paid up, in payment of work done for the company or services rendered to the company and to accept in whole or part payment of subscribed shares, such work done or services rendered;

To issue obligations, bonds or other securities and pledge or sell the same for such price and amount as may be deemed convenient, such obligations, bonds or other securities not to be for an amount less than one hundred dollars;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business necessary for the company's purposes, under the name of "La Compagnie Electrique Provinciale Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Barnabé.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5396 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre octobre 1914, constituant en corporation MM. Auguste Bourbeau, libraire-éditeur; J. C. Thibeault, agent d'immeuble; J. A. Beauchesne, notaire; C. Thibeault, marchand; C. A. Beaudette, comptable, tous cinq de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, dans les buts suivants:

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of October, 1914, incorporating Messrs. Auguste Bourbeau, publisher, J. C. Thibeault, real estate agent, J. A. Beauchesne, notary, C. Thibeault, merchant, C. A. Beaudette, accountant, all of Victoriaville, in the county of Arthabaska, for the following purposes:

Bâtir des abattoirs pour y faire l'abattage d'animaux de toutes sortes, y préparer toutes sortes de viandes, y fumer le jambon, y faire les saucisses de toutes sortes, y préparer les viandes en conserve, et en faire le commerce en gros et en détail; et établir des manufactures et fabriques à ces fins;

Acquérir, posséder, vendre, transporter, échanger, louer ou autrement détenir des propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir d'autre commerce similaire et de payer en actions acquittées de la compagnie;

Payer en actions acquittées de la compagnie pour l'organisation d'icelle;

Faire toute autre chose nécessaire à l'accomplissement de l'objet et le but de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir des pouvoirs d'eau, privilèges hydrauliques et droits riverains, droits de passage, droits et privilèges d'aqueduc et tous autres droits et privilèges qui peuvent être utiles à la présente compagnie;

Exploiter des pouvoirs d'eau, produire de l'énergie électrique ou toute autre force motrice dans les comtés et district d'Arthabaska, et les y employer pour l'éclairage et le chauffage et pour toutes fins quelconques, y en vendre et distribuer en se conformant à toute loi provinciale et municipale à cet égard;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et disposer;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables;

Payer partiellement ou totalement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement, aux prix et aux conditions qui seront jugées convenables et recevoir en paiement des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou parts dans toute société de personnes, syndicats de personnes ou toute autre considération ou autrement en disposer;

Garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables par la présente compagnie, ou remboursable par icelle sous le nom de "Les Abattoirs de Victoriaville, Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille ($49,000.00) piastres, divisé en quatre mille neuf cents (4900) actions de dix ($10.00) piastres chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5343 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1914, constituant en corporation MM. Samuel Wittes, junior, tailleur; Samuel Wittes, snr, tail-

To build slaughter houses for the slaughter of live stock, the preparation of all kinds of meat, the smoking of ham, the making of sausages of all kinds and the canning of meat, and deal therewith wholesale and retail; to establish manufactories and factories for such purposes;

To acquire, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise hold moveable or immoveable property;

To acquire other similar business and to pay for the same in paid up shares of the company;

To pay with paid up shares of the company for the organization thereof;

To do all such other things as may be necessary for the attainment of the company's objects and purposes;

To purchase, lease or otherwise acquire water powers, water privileges and riparian rights, right-of-ways, rights and privileges for waterworks and any other rights and privileges which may be useful to the present company;

To exploit water powers, generate electricity or any other motive power within the county and district of Arthabaska, and utilize the same for lighting, heating and any other purposes whatever and to sell and distribute such electricity or motive power within the above county and district of Arthabaska, subject to any provincial and municipal regulation on that behalf;

To acquire any patent, license, trade-mark, franchise, privilege, power, from any person, firm, company or corporation or from any public authority, and to hold, exploit and dispose of same;

To acquire in any manner which may be deemed convenient, from any corporation or company engaged in or capable to engage in any of objects for which the present company is incorporated, shares, bonds, debentures or other securities, and to hold or dispose of the same in the manner and upon the conditions which may be deemed expedient.

To pay in whole or in part for any services rendered and any acquisition whatever made by the company, in paid up shares of the company;

To sell and lease the assets, undertaking and business of the company, wholly or partially, for such price and on such conditions as may be deemed convenient and to receive in payment thereof shares, debentures, bonds or securities of any other company or interests in or shares of any association of persons, syndicates of persons or any other consideration or otherwise dispose of same;

To guarantee by means of bonds, shares, contracts, mortgages, liens, hypothecs or any other securities, the payment of monies payable to or by the present company, under the name of "Les Abattoirs de Victoriaville Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville, county of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5344 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty nine of October, 1914, incorporating Messrs. Samuel Wittes, junior, tailor; Samuel Wittes, snr, tailor;

leur; Abraham Baron, tailleur; Dame Minnie Fleischmann, épouse séparée de biens d'Abraham Baron, dûment autorisée par son époux, et Edson Grenfell Place, avocat, tous de la cité de Montréal dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises de toutes sortes et descriptions;

Faire les affaires en gros et en détail, de tailleurs et particulièrement de tailleurs pour dames;

Acquérir comme commerce en opération le commerce actuellement exercé à Montréal sous le nom de "Height of Fashion Ladies Tailory";

Acheter ou autrement acquérir des immeubles pour les fins du commerce de la compagnie;

Exercer tout commerce allié à ce qui précède qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec aucune des affaires ou objets susdits ou censé accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables pour le temps actuel;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie des commerce, biens et entreprises de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de la compagnie;

Souscrire, assumer ou en aucune manière acquérir des stocks, actions, bons, débentures ou autres obligations ou valeurs de toute compagnie ou corporation et les vendre ou autrement les aliéner;

Garantir tous bons, débentures, obligations ou valeurs ainsi vendues ou aliénées par cette compagnie, ou les bons, débentures ou obligations de toute compagnie exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier à cette compagnie;

Vendre ou autrement disposer des biens immobiliers et mobiliers et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre ou tout commerce ou transaction susceptible d'être mené de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevêts d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité de les utiliser ou tout secret ou autre renseignement concernant toutes inventions qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à la compagnie; et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis à cet effet ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou renseignements ainsi acquis;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, stock ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire tous ou aucun des actes autorisés par les

Abraham Baron, tailor; Dame Minnie Fleischmann, wife separate as to property of Abraham Baron, duly authorized by her husband, and Edson Grenfell Place, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To buy, sell, manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions;

To carry on business both wholesale and retail as tailors, and particularly as ladies' tailors;

To acquire as a going concern the business at present carried on at the city of Montreal under the name of the "Height of Fashion Ladies Tailory";

To purchase or otherwise acquire real estate for the purposes of the company's business;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above business or objetcs or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights for the time being;

To acquire and take over the whole or any part of the business property and undertaking of any person or company on business the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To subscribe for, take over or in any way acquire stocks, shares, bonds, debentures or other obligations or securities of any company or corporation, and the same to sell or otherwise dispose of;

To guarantee any bonds, debentures, obligations or securities so sold or disposed of by this company, or the bonds, debentures, or obligations of any company carrying on any business capable of being conducted so as to benefit this company;

To sell or otherwise dispose of the immoveable and moveable-property and the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the company's capital, stock or other securities of the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the acts hereby authorized

présentes, soit seule ou conjointement avec d'autres en qualité de facteurs, fidéi-commissaires ou agents pour d'autres personnes;

Faire toutes telles autres choses se rapportant ou tendant à atteindre aucun des susdits objets;

Tous les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne seront restreints par déduction ou induction d'aucun autre paragraphe des présentes, sous le nom de "Height of Fashion Ladies Tailory Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5327 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1914, constituant en corporation MM. Philippe Tremblay, hôtelier; J. A. Duchaussoy, gérant; Jos. A. Martin, hôtelier; P. J. Ryan, épicier; Napoléon Trudeau, hôtelier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Bull's Head-Hotel", 83 Centre avec son installation, ses meubles, fonds de commerce licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et expliter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres

either alone or in conjunction with others or as factors, trusteed or agents of others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainement of any of the above objects;

Any powers granted in any paragraph hereof shall not be restricted by reference to or inference from any other paragraph herein; under the name of "Height of Fashion Ladies' Tailory Limited", with a capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty ($50.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5328 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Philippe Tremblay, hotel-keeper; J. A. Duchaussoy, manager, Jos. A. Martin, hotel-keeper; P. J. Ryan, grocer; Napoléon Trudeau, hotel-keeper; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Bull's Head Hotel", 83 Center, with its equipment,furnishings, stock-in-trade, license, good-will, and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities

valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Bull's Head Hotel, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5321 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux novembre 1914, constituant en corporation MM. Napoléon Taillon, hôtelier; Adélard Desroches, commis; Joseph Taillon, commis; Joseph Matte, barbier; Télesphore Brais, hôtelier; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ave tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures,salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de " Saint-Gabriel Park House " 535-537, Charlevoix ", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail, ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses,

of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Bull's Head Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5322 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seconde day, of November, 1914 incorporating Mssrs Napoléon Taillon, hotelkeeper; Adélard Desroches, clerk; Joseph Taillon, clerk; Joseph Matte, barber; Télesphore Brais, hotelkeeper, all of the city of Montréal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of " Saint-Gabriel Park House, 535-537, Charlevoix, " with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acqire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotels or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings

qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de " Saint-Gabriel Park House Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20.000.00), divisé en deux cents (200 actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5357. Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1914, constituant en corporation MM. Télesphore Brais, hôtelier; Azilda Pelletier, autorisée de son mari; Adolphe Pelletier, commis; Ernest Côté, commis; Napoléon Taillon, hôtelier; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Saint-Charles House", 684-686-688, rue Centre, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce,licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des

which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all others acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of " Saint-Gabriel Park House Limited ", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20.000.000) divided into two hundred (200) chares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation ,will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5358 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Télesphore Brais, hotel-keeper; Azilda Pelletier, authorized by her husband; Adolphe Pelletier, clerk; Ernest Côté, clerk; Napoléon Taillon, hotel-keeper; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Saint Charles House", 684-686-688, Center street, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company,

hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Saint Charles House, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5323 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1914 constituant en corporation MM. Georges Brosseau, hôtelier; Annie Massé, autorisée de son mari; Adélard Champoux, voyageur; Godfroie Roger, commis et J. T. Grimard, financier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Saint James Buffet", 1159-1161, Saint-Jacques, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Saint Charles House" Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5324 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirtieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Georges Brosseau, hotelkeeper, Annie Masse, authorized by her husband, Adélard Champoux, traveller; Godfroie Roger, clerk; and J. T. Guimond, financier, of the city of Montréal, for the following purposes:

To carry on generally and all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of " St-James Buffet 1159-1161, St-James, " with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of, or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "St-James Buffet, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5325 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'octobre 1914, constituant en corporation Madame Mary Ann Murray, propriétaire d'hôtel; Mademoiselle Betha Ellen Murray, fille majeure; Mademoiselle Margaret Murray, fille majeure; James Power, rentier; Omar Ellis, gérant d'hôtel; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, louer, acquérir, entreprendre et continuer pour eux-mêmes et pour leurs successeurs sous aucun titre légal, et détenir et prendre possession en qualité de locataires ou propriétaires, respectivement, de toutes terres ou bâtisses, meubles ou immeubles, dans la province de Québec dans le but d'exercer les affaires de pension, et garnies, ou maisons de rapport, tavernes, places publiques, places pour le cirage des chaussures, dépôts de journaux, comptoirs et magasins de cigares, hôtels licenciés, restaurants licenciés, cafés et buvettes, conformément aux lois et règlements de la province de Québec et de la municipalité ou tels établissements seraient situés, des buffets sur terre ou sur mer, et plus particulièrement acheter, entreprendre et continuer le commerce présentement exercé par Madame Mary A. Murray, Nos 348 et 350 rue Notre-Dame Ouest, connu comme "Grand Union Hotel" dans la cité de Montréal, province de Québec, et le payer complètement ou partiellement en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs, et vendre, échanger, louer ou disposer autrement du dit commerce;

Agir comme pourvoyeur, contrôler par achat, bails ou autrement, toutes concessions sur terre ou sur mer, utiles aux intérêts de la compagnie, et les vendre, les louer ou en disposer pour de l'argent ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, société commerciale ou personne exerçant tout commerce semblable à celui de la compagnie avec toutes les bâtisses, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de tel commerce, et se charger de la totalité ou d'une partie des dettes de tel commerce, et les payer, en tout ou en partie, en actions entièrement acquittées et non

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings, which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors,under the name of " St-James Buffet, Limited ", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20.000.000) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation ,will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October 1914,

C. J. SIMARD,

5326. Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of October, 1914, incorporating Mrs. Mary Ann Murray, proprietor hotel; Miss Betha Ellen Murray, spinster; Miss Grace Margaret Murray, spinster; James Power, gentleman; Omar Ellis, hotel manager; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, acquire, take over and continue for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession of as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or moveable estate in the province of Quebec for the purpose of carrying on the business of boarding and lodging houses, or apartment houses, roadhouses, public-houses, shoe shining parlors, news stands, cigar stands and stores, licensed hotels, licensed restaurant, cafe and bar under the laws and regulations of the province of Quebec and the municipality in which such establishment would be situated, eating and drinking stations on land or water, and more especially to purchase, take over and continue the business presently carried on by Mrs. Mary A. Murray, Nos. 348 and 350 Notre-Dame street West, known as the "Grand Union Hotel", in the city of Montreal, province of Quebec, and to pay for same wholly or in part in fully paid up and non-assessable stock of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of same;

To act as caterers, control by purchase, lease or otherwise, any concessions on land or on water, serviceable to the interest of the company, and to sell, lease or dispose of the same for cash or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally, of such business and to assume in whole or in part the liabilities of any such business, and to pay for same, wholly or in part, in fully paid-up and non-assessable stock

sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et utiliser, détenir ou disposer des stocks, obligations débentures valeurs ou actions de la compagnie ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents vendeurs, en gros ou en détail, pour les manufacturiers de tabac, cigares, tabac en poudre, eaux gazeuses, eaux minérales, vins, spiritueux, bière, ale, liqueurs et mélanges, spiritueux ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Prendre et détenir des morts-gages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres personnes;

Distribuer en argent, parmi les actionnaires, tous les biens de la compagnie, et prêter ou autrement placer de temps à autre le surplus des fonds de la compagnie;

Exercer tout autre commerce qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie à les rendre profitables, sous le nom de "Grand Union Hotel Company Limited", avec un capital-actions de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre, 1914.

C. J. SIMARD,

5329 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Frederic Rodrigue Leduc, entrepreneur; Joseph Alfred Masson, marchand; Dolose Cardinal, commis, tous trois de Valleyfield, district de Beauharnois, Georges Henri Thibault, courtier, de Montréal, et Sylvio Biron, commis de Valleyfield, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat de Joseph Frederic Rodrigue Leduc comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Valleyfield sous le nom de "'Chateau Salaberry" avec son installation, ses meubles et immeubles, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers et immobiliers se rapportant au dit commerce d'hôtel, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie et se charger de toutes dettes et obligations se rapportant au dit commerce;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme

of the company, or in cash, bonds, debentures' mortgages or other securities;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold or dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects similar to those of this company;

To act as selling agents, wholesale or retail, for the manufacturers of tobacco, cigars, snuff, aerated waters, mineral waters, wines, spirits, beer, ale, liquors and compounds, whether spirituous or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charge to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others;

To distribute in cash or kind among the shareholders, any assets of the company and to lend or otherwise invest the surplus funds of the company from time to time;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property; under the name of "Grand Union Hotel Company, Limited" with a capital stock of twenty thousand, ($20-000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5330 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of October, 1914, incorporating Messrs. Joseph Frederic Rodrigue Leduc, contractor, Joseph Alfred Masson, merchant, Dolose Cardinal, clerk, all three of Valleyfield, district of Beauharnois; Georges Henri Thibault, broker, of Montreal, and Sylvio Biron, clerk of Valleyfield, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the "Quebec License Act" and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops; billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase from Joseph Frederic Rodrigue Leduc as a going concern, and to carry on the hotel business now carried on in the city of Valleyfield, under the name of "Chateau Salaberry" with its equipment, moveables and immoveables, license, good-will and all other moveables and immoveables attached to the said hotel business, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company and to assume all debts and liabilities of the said business;

To acquire, by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or compa-

un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée,, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en diposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Acheter, détenir et exploiter des sources d'eau minérale et acheter, manufacturer et vendre des eaux gazeuses ainsi que les outillages nécessaire à cette fin;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Chateau Salaberry Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille neuf cents piastres ($49,-900.00), divisé en quatre cents quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Valleyfield.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
5331 Sous-secrétaire de la province.

ny, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the land and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment furnishings and all its other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of, or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To purchase, hold and exploit mineral water springs and to purchase, manufacture and sell aerated waters as well as the equipment necessary for such purposes;

To do and perform all others acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Chateau Salaberry Limitée" with a capital stock of forty nine thousand, nine hundred dollars ($49,900.-00) divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Valleyfield.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty eight day of October, 1014.

C. J. SIMARD,
5332. Deputy Provincial Secretary.

SYNDICAT D'ELEVAGE.

AVIS

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Drummond, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Kingsey", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Félix de Kingsey, dans le comté de Drummond.

Daté à Québec, le 29 octobre 1914.

JOS. ED. CARON,
5337 Ministre de l'Agriculture.

STOCK BREEDING SYNDICATE.

NOTICE

Notice is hereby given that a Stock Breeding Syndicate has been constituted in the county of Drummond, under the name of "Syndicat d'élevage de Kingsey", with its chief place of business in the parish of Saint Félix de Kingsey, in the county of Drummond.

Dated at Quebec, the 29th October, 1914.

JOS. ED. CARON,
5338 Minister of Agriculture.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à la " Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité du Canton Watford Ouest ", en vertu de l'article 6870 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, (4 Geo. V, ch. 54, sec. 17), pour transiger des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur les bâtiments situés sur les biens-fonds imposables dans la municipalité du canton Watford Ouest, comté de Dorchester, dans la province de Québec.

NOTICE

Notice is hereby given that a license has been issued to " La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité du canton Watford Ouest " pursuant to article 6870 of the revise Statutes of the province of Quebec, 1909, (4 Geo. V, C. 54, s. 17,) for the transaction of the business of mutual insurance against fire, lightning and wind on buildings situated upon all taxable property in the municipality of the district of Watford West, county of Dorchester, in the province of Quebec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909 ce trentième jour d'octobre, mil neuf cent quatorze.

Pour le Trésorier de la province,

WILLIAM CHUBB,

5345. Surintendant des assurances, P. Q

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Sainte-Julienne, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chap. III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurances, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, formé en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger, savoir: assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Montcalm dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt et unième jour d'octobre 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q. 5133–2

AVIS

La formation d'une association sous le nom de L'Association des Employés des Postes de Montréal, dans le but, au moyen de contributions de ses membres, en cas de décès de ses membres, de pourvoir aux frais funéraires pour le bénéfice de leurs veuves ou de leurs représentants légaux, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 17 octobre 1914.

Le bureau principal de l'Association, sera dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 S. R. Q. 1909, ce vingt-unième jour d'octobre 1914.

Pour le trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,

Département du Trésor,

Québec. 5131–2

3695–14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 octobre 1914.

L'honorable surintendant de l'instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête de la commission scolaire de Rivière Beaudette, comté de Soulanges, demandant d'abolir la corporation des syndics d'écoles de Riv ère Beaudette, même comté, parce que cette commission a laissé écouler une période d'au moins sept ans sans avoir d'écoles en activité.

Cet avis est donné en vertu de l'article 2627 des S. R. P. Q., 1909. 5189–2

Given Persuant to article 6950 of the revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this thirtieth day of October, one thousand nine hundred and fourteen.

For the Treasurer of the province.

WILLIAM CHUBB,

5346 Superintendent of Insurance, P. Q.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Sainte-Julienne", has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector, namely: mutual insurance against fire and lightning on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or in buildings used for commercial, or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Montcalm, in the province of Quebec.

Given persuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-first day of October, 1914.

WILLIAM CHUBB,

Superintendant of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec. 5134

NOTICE.

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés des Postes de Montréal", for the purpose, by means of contributions from its members, in case of death of its members to make provisions for their burial for the benefit of their widows or legal representatives, has been authorized by order in council dated the 17th of October, 1914.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given persuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. Q., 1909, this twenty-first day of October, 1914.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q. 5132

3695–14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th October, 1914.

The superintendent of public instruction gives notice that application is made by the school commission of River Beaudette, county of Soulanges, to abolish the corporation of the school trustees of River Beaudette,same county, because the above corporation has been for a period of at least seven years without schools in operation.

This notice is given pursuant to article 2627 of the R. S. P. Q., 1909. 5190

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1914, constituant en corporation MM. Emery Edouard Guilbault, voyageur de commerce; John Alexander Munro, marchand de bois et charbon; Francis James Frederick Cooke, gérant d'hôtel; Edward Calvin Perkins, propriétaire d'hôtel; George Elmer Fuller, propriétaire d'hôtel, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, louer, acquérir, entreprendre et continuer pour eux-mêmes et pour leurs successeurs sous aucun titre légal, et détenir et prendre possession en qualité de locataires ou propriétaires, respectivement, de toutes terres ou bâtisses, meubles ou immeubles, dans la province de Québec dans le but d'exercer les affaires de pension, et garnies, ou maisons de rapport, tavernes, places publiques, places pour le cirage des chaussures, dépôts de journaux, comptoirs et magasins de cigares, hôtels licenciés, restaurants licenciés, cafés et buvettes, conformément aux lois et règlements de la province de Québec et de la municipalité ou tels établissements seraient situés, des buffets sur terre ou sur mer, et plus particulièrement acheter, entreprendre et continuer le commerce présentement exercé par M. George E. Fuller, No 17 Avenue "McGill College", connu comme "Welland Hotel", dans la cité de Montréal, province de Québec, et le payer complètement ou partiellement en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs, et vendre, échanger, louer ou disposer autrement du dit commerce.

Agir comme pourvoyeur, contrôler par achat, bails ou autrement, toutes concessions sur terre ou sur mer, utiles aux intérêts de la compagnie, et les vendre, les louer ou en disposer pour de l'argent ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, société commerciale ou personne exerçant tout commerce semblable à celui de la compagnie avec toutes les bâtisses, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de tel commerce, et se charger de la totalité ou d'une partie des dettes de tel commerce et les payer, en tout ou en partie, en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et utiliser, détenir ou disposer des stocks, obligations, débentures, valeurs ou actions de la compagnie ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents vendeurs, en gros ou en détail, pour les manufacturiers de tabac, cigares, tabac en poudre, eaux gazeuses, eaux minérales, vins, spiritueux, bière, ale, liqueurs et mélanges, spiritueux ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Prendre et détenir des mort-gages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres personnes;

Distribuer en argent, parmi les actionnaires, tous les biens de la compagnie, et prêter ou autrement placer de temps à autre le surplus des fonds de la compagnie;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first of October, 1914, incorporating Messrs. Emery Edouard Guilbault, commercial traveller; John Alexander Munro, wood and coal merchant; Francis James Frederick Cooke, hotel manager; Edward Calvin Perkins, hotel proprietors; George Elmer Fuller, hotel proprietor; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, acquire, take over and continue for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession of as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or moveable estate in the Province of Quebec for the purpose of carrying on the business of boarding and lodging houses or apartment houses, road houses, public houses, shoe shining parlors, news stands, cigar stands and stores, licensed hotels, licensed restaurant, cafe and bar under the laws and regulations of the Province of Quebec and the Municipality in which such establishment would be situated, eating and drinking stations, on land or water, and more especially to purchase, take over and continue the business presently carried on by Mr. George E. Fuller, No. 17 McGill College Avenue, known as the "Welland Hotel", in the city of Montreal Province of Quebec, and to pay for same wholly or in part in fully paid-up and non-assessable stock of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of same;

To act as caterers, control by purchase, lease or otherwise, any concession on land or on water, serviceable to the interests of the company, and to sell, lease or dispose of the same for cash or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally, of such business, and to assume in whole or in part the liabilities of any such business and to pay for same, wholly or in part, in fully paid-up and non-assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold or dispose of the stock, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects similar to those of this company;

To act as selling agents, wholesale or retail, for the manufacturers of tobacco, cigars, snuff, aerated waters, mineral waters, wines, spirits, beer, ale, liquors and coumpounds, whether spirituous or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others;

To distribute in cash or kind among the shareholders, any assets of the company and to lend or otherwise invest the surplus funds of the company from time to time;

Exercer tout autre commerce qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie et les rendre profitables, sous le nom de "Welland Hotel Company Limited", avec un capital-actions de vingt-mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.-00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour d'octobre, 1914.

C. J. SIMARD,

5169–2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Fabien, entrepreneur; Lucien Fabien commis; Marie-Louise Vidal, épouse séparée de biens de Joseph Fabien, rentière, dûment autorisée de son époux; Philippe Vidal, peintre et Johnny Vidal électricien, de Verdun, district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de ferronnerie et de quincaillerie en gros et en détail, importer, exporter, tous les effets d'un tel commerce, faire aussi le commerce de peinture et autre marchandise de ce genre;

Fabriquer et manufacturer tous les objets exploités dans les susdits commerce.

Acquérir, vendre, louer ou disposer d'une façon quelconque de tous droits de patentes sur des articles ou effets quelconques exploités dans les dits commerces, sous le nom de "Fabien Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Verdun.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5145–2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1914, constituant en corporation MM. Charles William Lindsay, marchand; Benjamin Arthur Edward, comptable; Joseph-Alfred Hébert, commis-marchand; Edward Hamilton, commis-marchand; et Henry Ranney Hale, gérant; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de manufacturiers et commerçants de pianos, orgues et instruments de musiques et accessoires de toutes sortes, espèces et genres, et de manufacturiers et commerçants de gramophones, de machines pour enregistrer la voix et les sons, registres, disques et accessoires y appartenant;

Acheter, vendre, louer, manufacturer, réparer, convertir, changer, affermer ou louer et autrement faire le commerce de tous articles ou effets se rapportant aux dites affaires ou y appartenant;

Acquérir par achat, bail ou autrement, construire, entretenir et exploiter des théâtres, salles de vues animées, salles de concerts, parcs, terrains de jeux ou autres lieux d'amusements, de récréations ou de sports, et promouvoir, administrer et exploiter des représentations théâtrales, musicales et dramatiques de toutes sortes, représentations de vues animées, concerts, auditions et conférences, concours de devinettes,

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property; under the name of "Welland Hotel Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of One hundred ($100.-00) each.

The principale place of business of the corpotion, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5170 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of October, 1914, incorporating Messrs. Joseph Fabien, contractor; Lucien Fabien, clerk; Marie Louise Vidal, wife separated as to property of Joseph Fabien, rentier, duly authorized by her husband; Philippe Vidal, painter, and Johnny Vidal, electrician, of Verdun, district of Montreal,

To deal, wholesale and retail, in ironware and hardware, import, export all goods relating to the above and also to deal in paint and other goods of the same kind;

To make and manufacture all articles entering into the above trade;

To acquire, sell, lease or in any way dispose of any patent rights on any articles or goods entering into the above trade, under the name of "Fabien Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Verdun.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5146 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1914, incorporating Messrs. Charles William Lindsay, merchant; Benjamin Arthur Edward, accountant; Joseph Alfred Hébert, salesman; Edward Hamilton, salesman; and Henry Ranney Hale, manager, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in pianos, organs and musical instruments and appliances of all kinds, nature and type and of manufacturers and dealers in gramophones, talking and sound recording machines, records, discs and appliances pertaining hereto;

To buy, sell, lease, manufacture, repair, convert, alter, let on hire and otherwise deal in all articles or goods connected with or pertaining to said businesses;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to construct, maintain and operate theatres, moving picture halls, concert halls, parks, play grounds or other places of amusement, entertainment or sport, and to promote, manage and operate theatrical, musical and dramatic performances and presentations of all kinds, moving picture performances, concerts, recitals and lectures, guessing, puzzle or problem competitions, and in

9 NOV 1914

énigmes ou problèmes, et à cet effet donner des prix, primes ou récompenses sous forme d'escompte ou autrement;

Manufacturer et faire le commerce de pellicules pour vues animées, lampes, carbonnes, lentilles, condenseurs, machines et dispositifs ou accessoires s'y rapportant;

Manufacturer, relier, imprimer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes de musique;

Acquérir par concession, achat, permis ou échange, et utiliser et exploiter ou autrement faire valoir toutes patentes ou droits de patentes, brevets d'invention, permis, procédés secrets, marques de commerce, droits d'auteurs, dessins de commerce, ou autres droits et privilèges qui seront jugés désirables par les directeurs pour les fins de la compagnie;

Acquérir le bénéfice et exploiter et développer tous contrats ou entreprises qui seront jugées convenables d'acquérir ou d'adopter pour la vente ou l'agence pour tous matériaux se rapportant au commerce de la compagnie, soit manufacturés ou non-manufacturés et entreprendre et exécuter tous tels contrats concernant la vente, l'importation ou la fabrication de tels matériaux comme il semblera désirable pour les intérêts de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, propriété, biens ou dettes de toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant un commerce ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou en possession de biens convenables et propres pour les fins de la compagnie;

Emettre des actions acquittées, obligations, ou débentures pour le paiement complet ou partiel de tous biens mobiliers ou immobiliers, droits prétentions, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, et aussi émettre telles actions entièrement acquittées, obligations ou autres valeurs en paiement, partie de paiement ou échange pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie ou s'y rapportant;

Promouvoir toutes autres compagnies ou compagnie à responsabilité limitée, ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et souscrire et prendre, acquérir, détenir, vendre et autrement disposer des actions ou débentures, bons ou obligations de toutes telles compagnies ou compagnie et garantir le paiement de toutes valeurs émises par telle compagnie;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou personne exerçant ou étant engagée dans tout commerce que cette compagnie a le pouvoir d'exercer ou d'entreprendre, et acquérir, détenir, engager ou autrement disposer de telles actions, obligations ou autres valeurs;

Recevoir et accepter des obligations, débentures, actions ou autres valeurs en paiement ou partie de paiement pour travail exécuté ou matériaux fournis en rapport avec le commerce de la compagnie;

Se fusionner, faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant ou étant engagée ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à entreprendre;

connection therewith to give prizes, premiums or rewards by way of discount or otherwise;

To manufacture and deal in moving picture films, lamps, carbons, lenses, condensors, machines and appliances or accessories thereto;

To manufacture, bind, print, buy, sell and otherwise deal in all kinds of music;

To acquire by grant, purchase, license or exchange, and to use and work or otherwise turn to account, any patent or patent rights, brevets d'invention, license, secret processes, trade marks, copyrights, industrial designs or other rights and privileges which may be deemed by the directors desirable for the purposes of the company;

To acquire the benefit of and work and develop, any contracts or undertakings which it may be deemed expedient to acquire or adopt for the sale of or agency for any material connected with the trade of the company, whether manufactured or unmanufactured and to enter into and carry into effect any such contract with respect to the sale, importing or manufacture of such material as may seem desirable in the interests of the company;

To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business with objects similar in whole or in part to those of the company, or possessed of property suitable and proper for the purposes of the company;

To issue paid-up shares, bonds or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages, which the company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid shares, bonds, or other securities in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of this company;

To promote any other companies or company with limited liability, having objects similar, or partly similar to those of this company, and to subscribe for and take, acquire, hold, sell and otherwise dispose of shares or debentures, bonds or obligations of any such companies or company and guarantee the payment of any securities issued by any such company:

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual, carrying on or engaged in any business which this company is enpowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, pledge or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities:

To receive and accept bonds, debentures, shares or other securities, in payment or part payment for work done or materials supplied in connection with the business of the company;

To amalgamate with, enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership or company carrying on or engaged in on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on;

Prélever et aider à prélever des deniers et aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie des obligations, débentures ou autrement valeurs ou autrement de toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne avec laquelle la compagnie peut avoir des relations commerciales;

Placer les argents de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Distribuer en nature, parmi les actionnaires de la compagnie,toute propriété ou biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou compagnies qui pourront avoir acheté, assumé ou autrement acquis, soit en tout ou en partie, la propriété, les biens ou les obligations de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise entière et des biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux soit en une seule fois ou par intervalles comme la compagnie considérera convenable, et pour telle considération et à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos, le prix convenu pouvant être payé, en tout ou en partie tel que jugé convenable comme la compagnie le déterminera, en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire des conventions avec tous gouvernements ou autorités suprêmes, municipales, locales ou autres qui paraîtront avantageuses aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux, et obtenir de tels gouvernements ou autorités tous droits, privilèges et concessions qu'il pourrait être désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ou vendre et disposer et satisfaire à tous tels conventions, droits, privilèges et concessions;

Faire des dons et souscrire pour toute fin tendant à promouvoir les intérêts de la compagnie et créer et contribuer à des fonds de pension et autres fonds, et projets pour le bénéfice des personnes employées par la compagnie, ou des veuves, épouses, enfants ou autres dépendant de telles personnes et souscrire ou garantir des deniers pour toute fin charitable ou publique;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépens de l'incorporation et de l'organisation de la compagnie et tous les frais et dépens se rapportant à ces fins;

Faire tous tels autres actes et choses se rapportant ou tendant à atteindre les objets susdits ou aucun d'eux, et exercer toute industrie, soit manufacturière ou autrement, alliée aux fins et objets énoncés dans les présentes et qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée par la compagnie ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, sous le nom de "Foisy Frères, Incorporée", avec un capital actions de cinq mille dollars ($5,000.00) divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5167-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1914, constituant en corporation MM. Edward Calvin Perkins, propriétaire

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise securities or otherwise, of any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such person with whom the company may have business relations;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have purchased, taken over or otherwise acquired either in whole or in part the property, assets or liabilities of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the entire undertaking and assets of the company, or any part or portion thereof either at one time or from time to time as the company may consider expedient, and for such condiseration and upon such terms and conditions as the company may deem proper, the consideration price may be payable if deemed advisable in whole or in part as the company may determine in shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into any arrangement with any governements or authorities supreme, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which it may be desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with or sell and dispose of any such arrangements,rights, privileges and concessions;

To make donations and subscriptions to any object likely to promote the interests of the company and to create and contribute to pension and other funds, and schemes for the benefit of persons employed by the company, or the wives, widows, children or dependents of any such persons and to subscribe or guarantee money for any charitable or public object;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the corporation and organization of the company;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights; under the name of "Foisy Frères, Incorporée", with a capital stock of five thousand dollars, ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5168 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second of October, 1914, incorporating Messrs. Edward Calvin Perkins, hotel proprietor; George Elmer

d'hôtel; George Elmer Fuller, propriétaire d'hôtel; Frank Hugh Lafleur, gérant d'hôtel; Joseph James Moore, gérant d'hôtel; George Cox, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, louer, acquérir, entreprendre et continuer pour eux-mêmes et pour leurs successeurs sous aucun titre légal, et détenir et prendre possession en qualité de locataires ou propriétaires, respectivement, de toutes terres ou bâtisses, meubles ou immeubles, dans la province de Québec dans le but d'exercer les affaires de pension, et garnies, ou maisons de rapport, tavernes, places publiques, places pour le cirage des chaussures, dépôts de journaux, comptoirs et magasins de cigares, hôtels licenciés, restaurants licenciés, cafés et buvettes, conformément aux lois et règlements de la province de Québec et de la municipalité ou tels établissements seraient situés, des buffets sur terre ou sur mer, et plus particulièrement acheter, entreprendre et continuer le commerce présentement exercé par M. Edward C. Perkins, 534, rue Saint-Jacques-ouest, connu comme "Russell House", dans la cité de Montréal, province de Québec, et le payer complètement ou partiellement en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs, et vendre, échanger, louer ou disposer autrement du dit commerce;

Agir comme pourvoyeur, contrôler par achat, bails ou autrement, toutes concessions sur terre ou sur mer, utiles aux intérêts de la compagnie, et les vendre, les louer ou en disposer pour de l'argent ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, société commerciale ou personne exerçant tout commerce semblable à celui de la compagnie avec toutes les bâtisses, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de tel commerce, et se charger de la totalité ou d'une partie des dettes de tel commerce, et les payer, en tout ou en partie, en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs.

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et utiliser, détenir ou disposer des stocks, obligations, débentures, valeurs ou actions de la compagnie ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents vendeurs, en gros ou en détail, pour les manufacturiers de tabac, cigares, tabac en poudre, eaux gazeuses, eaux minérales, vins, spiritueux, bière, ale, liqueurs et mélanges, spérituеux ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Prendre et détenir des morts-gages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres personnes;

Distribuer en argent, parmi les actionnaires, tous les biens de la compagnie, et prêter ou autrement placer de temps à autre le surplus des fonds de la compagnie;

Exercer tout autre commerce qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie et les rendre profitables;

Agir en qualité de commerçants d'immeubles,

Fuller, hotel proprietor; Frank Hugh Lafleur, hotel manager; Joseph James Moore, hotel manager; George Cox, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, acquire, take over and continue for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession of as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or moveable estate in the Province of Quebec, for the purpose of carrying on the business of boarding and lodging houses, or apartment houses, road houses, public houses, shoe shining parlors, news stands, cigar stands and stores, licensed hotels, licensed restaurant, cafe and bar under the laws and regulations of the province ot Quebec and the municipality in which such establishment would be situated, eating and drinking stations, on land or water, and more especially to purchase, take over and continue the business presently carried on by Mr. Edward C. Perkins, 534, Saint James street west, known as the "Russell House", in the city of Montreal, province of Quebec, and to pay for same wholly or in part in fully paid-up and non-assessable stock of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of same;

To act as caterers, control by purchase, lease or otherwise, any concessions on land or on water, serviceable to the interests of the company, and to sell, lease or dispose of the same for cash or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally , of such business, and to assume in whole or in part the liabilities of any such business, and to pay for same, wholly or in part, in fully paid-up and non-assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold on dispose of the stock, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects similar to those of this company;

To act as selling agents, wholesale or retail, for the manufacturers of tobacco, cigars, snuff, aerated waters, mineral waters, wines, spirits, beer, ale, liquors and compounds, whether spirituous or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others;

To distribute in cash or kind among the shareholders, any assets of the company and to lend or otherwise invest the surplus fund of the company from time to time;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To act as real estate dealers, brokers and agents

courtiers et agents pour gérer et administrer des biens immobiliers, acheter ou autrement acquérir, détenir ou louer, vendre ou autrement disposer des biens immobiliers et entretenir des fermes pour la culture des produits de la ferme pour le marché ou nécessaires pour la conduite des affaires de la compagnie, sous le nom de "Russell Hotel Limited", avec un capital-actions de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5165-2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt octobre 1914, constituant en corporation MM. Elzéar Normendeau, restaurateur; Arthur Normendeau, maître-forgeron; Damien Normendeau, marchand-tailleur; Armand Normendeau, comptable; et Jean-Baptiste Bonhomme, marchand de bois et de charbon, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce;

Faire le commerce et les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et tabacs, débits d'huîtres et service de lunch, exercer le commerce de marchands de liquers en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat, échange ou autrement ou détenir par bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération (as a going concern) ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant, avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation ainsi que leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tout autre hôtel ,et toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligation ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre et échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, des restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être utiles ou nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acquérir, posséder et exploiter des sources d'eaux minérales et des établissements pour la fabrication d'eaux gazeuses;

Faire et exécuter tous autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets;

Acquérir, posséder, vendre et échanger, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant un commerce ou une industrie semblable à l'une quelconque.

and to manage and administer immoveable property; to purchase or otherwise acquire, to hold or lease, to sell or otherwise dispose of immoveable property and to maintain farm lands for the raising of farm produce for sale or necessary for the conduct of its business, under the name of "Russell Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5166 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Elzéar Normendeau, restaurant-keeper; Arthur Normendeau, master-blacksmith; Damien Normendeau, merchant-tailor; Armand Normendeau, accountant and Jean Baptiste Bonhomme, wood and coal merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith;

To carry on the trade and business of proprietors of shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, exchange or otherwise or to hold by lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, with their equipment, furnishings and other assets in general, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel and any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof; to construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To acquire, hold and exploit mineral water springs and plants for the manufacturing of aerated waters;

To make and execute all such other acts and things as may seem advantageous for the carrying out of any of the above objects;

To acquire, hold, sell and exchange, convey and transfer the shares debentures and other securities of any other company or corporation carrying on a business or industry, similar to any of the above undertakings;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ci-dessus ne devront pas être limités ou restreints par déduction ou inférence aux termes de tout autre paragraphe sous le nom de "La Compagnie Normendeau Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5141-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de a province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, courtier; Joseph Noel Décarie, avocat; Philias Décarie, gentilhomme; Alfred Louette et Joseph Louette, contracteurs; tous de la cité de Montéal, dans les buts suivants:

Faire en général dans toutes ses branches comme principaux ou agents l'importation et l'exportation, la fabrication et le commerce de produits d'épicerie et les conserves alimentaires;

Raffiner, préparer de toutes manières pour le commerce, les sucres, sirops fruits, ainsi que les graines de semence, beurre, fromage, lait et les conserves de viandes de toutes sortes;

Le droit de faire le commerce de foin, de grain;

Le droit d'acheter des animaux, acheter des terres pour subdiviser ou culture pour l'usage de la compagnie;

Le droit de faire le commerce de gros et de détail pour les objets ci-dessus mentionnés y compris que tout pouvoir sera accordé en rapport avec les produits alimentaires;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais et en rapport à son incorporation et son organisation, sous le nom de "Saint-Charles Canning Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Charles, Richelieu, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5199-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois octobre 1914, constituant en corporation: MM. Arthur Laurent, entrepreneur; Walter Sharpe, entrepreneur; Dame Amélia Jane Browning, épouse séparée de biens du dit Walter Sharpe; Jean-Louis Fortier, comptable; et Charles J. Baillargeon, notaire, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires d'entrepreneurs généraux, et comme tels faire et accomplir et exécuter des contrats pour la construction, le parachèvement et l'amélioration d'édifices et structures de toutes sortes, et acheter, posséder et disposer de propriétés acquises dans le but d'y ériger des édifices;

Importer, acheter, vendre et agir en qualité de manufacturiers ou agents de manufacturiers, ou agents à commission et autrement, faire le commerce de toutes sortes de produits, matériaux de construction et matériaux bruts et

The powers mentioned in any of the above paragraphs not to be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie Normendeau Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5142 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of October, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker; Joseph Noel Decarie, advocate; Philias Decarie, gentleman, Alfred Louette, and Joseph Louette, contractors, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all their branches, as principals or agents, the business of importing and exporting, manufacturing and dealing in groceries and alimentary products;

To refine, prepare for market in any manner sugar,syrups fruits, seeds, butter, cheese, milk and canned meats of all kinds;

The right to deal in hay and grain;

The right to purchase live stock, purchase land for subdivision or culture for the use of the company;

The right to deal wholesale and retail in the above mentioned articles including therein any power to be granted in connection with alimentary products.

To pay out of the funds of the company all costs in connection with its incorporation and its organization, under the name of "Saint Charles Canning Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Charles, Richelieu, district of Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the provincial Secretary this twenty fourth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5200 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Compagnies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd of October, 1914, incorporating: MM. Arthur Laurent, contractor; Walter Sharpe, contractor; Mrs. Amelia Jane Browning, wife separated as to property of said Walter Sharpe, Jean-Louis Fortier, accountant; and Charles J. Baillargeon, notary, all of the city of Quebec, for the fallowing purposes;

To carry on the business of general contractors and as such to make and perform and carry out contracts for the construction, completion and improvement of building and structures of every kind, and to purchase, hold and dispose of property acquired for the purpose of erecting building thereon;

To import, buy, sell and act as manufacturers or as manufacturer's agents or commission agents and otherwise deal in all kinds of products, building and raw materials and manufactured articles, goods, wares, merchandises and

articles de manufactures, effets, denrées et marchandises et commodités de toutes descriptions, manufacturés ou troqués par la compagnie;

Exiger, installer et exploiter des moulins, usines, machineries et équipements de toutes sortes, nécessaires ou convenables pour mener à bonne fin les entreprises et l'industrie de la compagnie;

Dessiner, construire, agrandir, élargir, réparer, compléter, démolir, changer ou autrement entreprendre toute construction de voies ferrées, ponts, jetées, docks, fondations, édifices et autres travaux de toutes sortes, et prendre ou recevoir tous contrats ou transports de contrats à ces fins ou s'y rapportant, et en recevoir comme paiement de l'argent ou des actions ou obligations ou autres valeurs de toute corporation avec laquelle tels contrats auront été faits, et tous autres biens de quelque nature qu'ils soient, et les détenir ou les vendre;

Acquérir et entreprendre comme un commerce en opération les affaires actuellement exercées dans la cité de Québec, dans la province de Québec et ailleurs, sous les nom et raison sociale de "The Sharpe Construction Company" et tous ou aucun des biens et obligations du propriétaire du dit commerce s'y rapportant et les payer en tout ou en partie en argent ou obligations, ou en paiement émettre comme entièrement acquittées des actions du capital de la compagnie;

Acquérir la totalité ou aucune partie de la clientèle, droits, propriété et biens, y compris toute option, concession ou choses de même nature, de toute personne, société, association ou corporation et les payer en tout ou en partie en argent ou obligations, ou en paiement ou partie de paiement, répartir et émettre comme entièrement acquittées des actions non sujettes à appel du capital de la compagnie, qu'elles soient souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des biens droits, entreprises ou clientèle de la compagnie et accepter comme paiement complet ou partiel, de l'argent, des obligations, stocks ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité de les utiliser, ou tout secret ou renseignement concernant aucune invention ou procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement disposer de tels brevets d'invention, permis ou concessions;

Acquérir et détenir, et vendre ou autrement disposer des stocks, actions, valeurs ou entreprise de toute autre compagnie ayant comme un de ses objets d'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, ou transporter son entreprise ou ses biens ou se fusionner avec toute telle compagnie;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou projétant d'exercer tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre et disposer du commerce, biens, clientèle, stock, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, et en général faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et exercer tout

commodities of every description, manufac red or dealt in by the company;

To erect, install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the due carrying on of the company's contracting and manufacturing business;

To design, construct, enlarge, extend, repair, complete, take down, remove or otherwise engage in any work on railroads, bridges, piers, docks, foundations, buildings and other works of every kind, and to take or receive any contracts or assignments of contracts therefor or relating thereto, and to receive in payment therefor cash or stock or bonds or other securities of any corporation with which such contracts may be made, and any and all other property of any sort whatsœver, and to hold or sell the same;

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at the city of Quebec, in the Province of Quebec and elsewhere, under the style or firm name of "The Sharpe Construction Company", and all or any of the assets and habilities of the proprietor of that business in connection therewith, and to pay for same wholly or in part, in cash or bonds or in payment therefor to issue as fully paid-up shares of the capital stock of the company;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any option, concession or the like of any individual, firm, association or corporation and to pay for the same wholly or in part in cash or bonds or in payment or part payment therefor to allot and issue as fully paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or good will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold, sell and deal in the business, assets, good will, stock, shares or securities of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of this company and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the

commerce se rapportant au bon accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée; sous le nom de "The Sharpe Construction Company Limited" avec un capital-actions de vingt-mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5177-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 20 octobre 1914, constituant en corporation MM. Joseph L. Mercier, maître-imprimeur; J.-Edmond Paquet, imprimeur; Charles Adjutor Lamontagne, comptable, tous trois de la cité de Québec; Edward Parsons, ingénieur, de Hadlow, comté de Lévis et Joseph Edouard Mercier, libraire, de Fraserville, comté de Témiscouata, dans les buts suivants:

Faire les affaires d'imprimerie, de reliure, de règlage, de lithographie, de gravure et en général, d'impression dans toutes leurs branches;

Faire le commerce de journaux, livres, pamphlets, publications dans toutes leurs différentes lignes;

Imprimer, publier et vendre tout journal et papier nouvelles;

Acquérir l'achalandage, les droits d'auteurs, titres et intérêts de tous journaux, revues et publications quelconques, outillage et matériel requis pour parvenir aux fins des présentes ou en disposer;

Acquérir, posséder et vendre toutes propriétés mobilières ou immobilières, qui peuvent être requises pour les fins des affaires de la compagnie et de les payer en argent, actions ou obligations de cette compagnie ou en être payés par des actions ou obligations de d'autres compagnies;

Acquérir, construire ou autrement posséder, mettre en opération des moulins et ateliers pour la manufacture et la production de papiers, cartons, matériaux pour papiers, produits et composés d'iceux et en général, faire les affaires de manufacture et commerce de bois de pulpe ou de papier et carton dans toutes leurs branches;

Acquérir, par achat ou autrement et posséder des terres, limites à bois, privilèges et pouvoirs d'eau avec droit de les développer et les exploiter, se fusionner avec toutes autres compagnies faisant des affaires semblables à celles qui doivent être faites par la présente compagnie à telles conditions et pour telles considérations que les parties contractantes pourront convenir entre elles;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et privilèges qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée en outre des pouvoirs généraux accordés par la loi aux compagnies à fonds social, sous le nom de "La Compagnie d'Imprimerie Commerciale, Limitée", avec un capital social de quarante mille piastres ($40,000-00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5143-2 Sous-secrétaire de la province.

---

proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated; under the name of "The Sharpe Construction Company, Limited" with a capital stock of twenty thousand ($20,-000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third October, 1914.

C. J. SIMARD,.

5178 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Joseph L. Mercier, master-printer; J.-Edmond Paquet, printer; Charles-Adjutor Lamontagne, accountant, all three of the city of Quebec, Edward Parsons, engineer, of Hadlow, county of Levis, and Joseph Edouard Mercier, book-seller, of Fraserville, county of Témiscouata, for the following purposes:

To carry on the business of printers, binders, rulers, lithographers, engravers and generally the printing business in all branches thereof;

To deal in newspapers, books, pamphlets, publications in all lines thereof;

To print, publish and sell journals and newspapers;

To acquire the good-will, copy-rights, titles and interests of any journals, reviews and publications of all kinds, equipment and plant required for the attainment of the above purposes and dispose thereof;

To acquire, hold and sell any moveable or immoveable property which may be required for the business purposes of the company, and to pay for the same in cash, shares or bonds of this company or to be paid for same in cash or bonds of other companies;

To acquire, construct or otherwise hold and operate mills and plants for the manufacturing and production of paper, cardboard, paper materials, paper products and compounds thereof and generally to carry on the business of manufacturing and dealing in wood or paper pulp and cardboard in all their branches;

To acquire by purchase or otherwise and to hold, lands, timber limits, water powers and privileges with the right to develop and exploit the same, to amalgamate with other companies carrying on any business similar to that to be carried on by the present company upon such conditions and for such considerations as may be agreed upon between this company and the contracting parties;

To do all things, exercise all powers and privileges which may be necessary for the carrying on of the objects for which this company is incorporated, in addition to the general powers granted by the Quebec companies' Act, under the name of "La Compagnie d'Imprimerie Commerciale, Limitée", with a capital stock of forty thousand dollars ($40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5144 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt octobre 1914, constituant en corporation MM. Alexandre Nelson, marchand; Arthur R. A. Lesage, commis; Thomas Leslie Earl, commis; Eugénie Monarque, sténographe et Zénon Fontaine, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de magasins à rayons, et commerçants en gros et en détail, acheteurs et manufacturiers de toutes sortes de marchandises vendues dans un magasin rayons, et toutes sortes de marchandises se rapportant ou entrant dans la fabrication de tels effets, et agir en qualité d'agents pour les commerçants ou manufacturiers de tels effets, denrées et marchandises;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou censée directement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, exploiter, entretenir et administrer tous immeubles, manufactures, boutiques, entrepôts, dépôts, ateliers de construction pour machines, remises et autres structures et constructions nécessaires pour le commerce de la compagnie et toutes autres propriétés mobilières et immobilières, nécessaires et utiles pour l'exécution d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, les vendre et en disposer;

Exercer le commerce en qualité de courtiers d'immeubles et d'assurance et exploiter des charsmoteurs et des garages pour yachts;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers, immobiliers, meubles, immeubles, ou les deux, et de tous droits et concession achetés ou acquis par la compagnie, ou pour services rendus ou à rendre à la compagnie;

Acquérir la clientèle, la propriété, les droits et les biens et assumer les obligations de toute personne, société commerciale ou compagnie endettée envers la compagnie, ou exerçant tout commerce semblable à celui conduit par la compagnie, et les payer en argent, ou en valeurs de la compagnie ou autrement;

Accepter en paiement de toute créance due à la compagnie, du stock, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie, sous le nom de "Nelson, Lesage & Earl, Limited", avec un capital actions de quarante mille dollars ($40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans le village de Sainte-Rose.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
5175-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1914, constituant en corporation MM. M. E. Smith, journalier; D. B. Stevenson cultivateur; S. J. McNally, médecin; Thos.' Cahill, A. Brisard, Paul McNally, P. Smith, propriétaires, tous de Campbell's Bay, dans les buts suivants:

S'organiser en compagnie pour exploiter, bâtir et faire toutes les choses nécessaires pour mettre en opération une compagnie de téléphone;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1914, incorporating Messrs. Alexander Nelson, merchant; Arthur R. A. Lesage, clerk; Thomas Leslie Earl, clerk; Eugenie Monarque, stenographer and Zénon Fontaine, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of departmental store, and as wholesale and retail dealers in and purchasers and manufacturers of all classes of goods handled by departmental stores, and all kinds and classes of goods incidental thereto or entering into production of such goods, and to act as agents for dealers or manufacturers of any such goods, wares and merchandises;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all real estate, factories, shops, storehouses, depots, machine shops, engine houses, and other structures and erections necessary for its business and all other property moveable and immoveable, necessary and useful for the carrying on any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same;

To carry on the business as real estate and insurance brokers and to operate motor-cars and yachts garages;

To issue and allot fully paid-shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, moveable, immoveable or mixed, and of any rights and concession purchased or acquired by the company, or of services rendered or to be rendered to the company;

To acquire the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash, or in securities of the company or otherwise;

To accept in payment of any debt due to the company, stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company; under the name of "Nelson, Lesage & Earl, Limited", with a capital stock of fourty thousand ($40,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the village of Sainte Rose.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
5176 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second of October, 1914, incorporating Messrs. M. E. Smith, laborer; D. B. Stevenson, farmer; S. J. McNally, physician; Thos. Cahill, A. Brisard, Paul McNally, P. Smith, proprietors, all of Campbells' Bay, for the following purposes:

To form ourselves into a company to operate, build and do all things necessary to run a telephone company;

Concernant l'organisation des compagnies, construire et exploiter des lignes de téléphone;

La route de la ligne téléphonique projeté sera la suivante: entre les villages de Campbell's Bay, Bryson, Thorne, Leslie, Calumet Island, Vinton et le district alimentant ces places et les points locaux et intermédiaires, sous le nom de "The Campbell's Bay Rural Telephone Company, Limited", avec un capital-actions de dix mille ($10,000.00) dollars, divisé en mille actions (1,000) de dix dollars ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Campbell's Bay.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5171-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un octobre 1914, constituant en corporation MM. Léon Marion, hôtelier; Jeanne Chouet, autorisée de son mari; Adrien Drapeau, commis-voyageur; Louis Moreau, commis; Louis Galipeau, commis; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "Hôtel Sainte-Marie" 912, Craig-Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagée dans le commerce que cette compagnie

Respecting the formation of companies to construct and operate telephone lines;

That the route of the proposed telephone line shall be as follows: between village of Campbell's Bay, Bryson, Thorne, Leslie, Calumet Island, Vinton and district feeding those places and intermediate and local points, under the name of "The Campbell's Bay Rural Telephone Company, Limited", with a capital stock of ten thousand ($10,000.00) dollars, divided into one thousand (1000) sharesof ten ($10.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be at Campbell's Bay.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5172 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of October, 1914, incorporating Mr. Léon Marion, hotel-keeper; Jeanne Chouet, authorized by her husband; Adrien Drapeau, commercial traveller; Louis Moreau, clerk; Louis Galipeau, clerk; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Hotel Sainte Marie", 912 Craig East, with its equipment, furnishings stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to

est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des ljqueurs énivrantes sous le nom de "Hôtel Sainte-Marie, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chcaune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5139-2 Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1914, constituant en corporation MM. Charles Nurnberger, hôtelier; George Sorgins, agent; GeorgeSorgins, jr., commis; Frederick Joseph Quinn, commis; Bradford Murphy, commis, tous de la cité de Montréal dans les buts suivants;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabac, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé au No 97, de la rue Craig-ouest en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sous le nom de "C. Nurnberger" avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toutes propriétés immobilières qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation

carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquoas, under the name of "Hotel Sainte Marie, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000,00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00), each.

The principal place of business of the corportion, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5140 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of October, 1914, incorporating Messrs. Charles Nurnberger, hotelkeeper; George Sorgins, agent; George Sorgins, jr., clerk; Frederick Joseph Quinn, clerk; Bradford Murphy, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes.

To carry on generally and in al its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the "Quebec License Act" and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith , such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on at the No. 97, Craig street west, in the city of Montreal,in the district of Montreal, under the name of "C. Nurnberger" with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by ease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in

engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Nurnberger Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
5201-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre, 1914, constituant en corporation MM. Maurice Alexander, avocat; Aubrey Huntingdon Elder, avocat; Howard Elliot Scott, étudiant en droit; Félix Winfield Hackett, étudiant en droit; Darley-Burley-Smith, gérant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail-emphithéotique ou ordinaire, ou sous aucun autre titre légal, et posséder, détenir, démolir, améliorer, exploiter, louer, sous-louer, engager, vendre, échanger ou autrement faire le commerce de terrains et bâtisses, et les droits s'y rattachant de toutes sortes et descriptions;

Eriger et construire sur aucun terrain possédé ou loué par la compagnie, ou dans lequel la compagnie est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour être utilisées comme bureau, résidence ou autres fins; entretenir, réparer, changer, administrer, surveiller et exploiter, et louer, sous-louer, vendre ou autrement disposer de toutes bâtisses ainsi érigées ou construites, et toutes autres bâtisses ou louées par la compagnie; louer par bail, ou sous-louer des chambres, bureaux ou appartements dans les dits édifices, collecter les loyers, pourvoir et fournir aux locataires et autres personnes, l'éclairage, le chauffage et le pouvoir, service, messagers, téléphones, lavoirs, élévateurs, restaurants, salles d'attente et de rafraichissements et autres commodités et avantages ordinaires ou nécessaires, et en général construire, posséder, louer, entretenir et exploiter des bureaux, maisons de rapport et autres édifices;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder et transférer, placer, négocier et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises et biens de toutes classes et descriptions, ou en disposer autrement;

Fabriquer, manufacturer, produire, accumuler et employer la vapeur, le gaz, l'air comprimé et l'électricité, et les vendre ou autrement en disposer et les fournir pour fins d'éclairage, de chauffage et de pouvoirs aux occupants d'aucun bureau ou autre édifice possédé ou exploité par la compagnie ou, quant au surplus non requis pour ces fins, à toutes autres personnes, sociétés commerciales ou corporations, dans la cité de Montréal, pourvu que les pouvoirs dans les présentes conférés à la compagnie seront sujets aux lois et règlements provinciaux et municipaux à cet effet quand ils seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie;

Entretenir et exploiter des restaurants et des salles de rafraichissements et exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hô-

the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Nurnberger Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
5202 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1914, incorporating Messrs. Maurice Alexander, advocate; Aubrey Huntingdon Elder, advocate; Howard Elliot Scott, student at law; Felix Winfield Hackett, student at law; Darley-Burley-Smith, manager, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease, emphyteutic or ordinary, or by any other legal title, and to own, hold, demolish, improve, operate, lease, sublet, pledge, sell, exchange or otherwise deal in and with lands and buildings and rights therein and thereto, of every kind and description;

To erect and construct upon any land owned or leased by the company or in which the company is in any way interested, buildings to be used for office, residence or other purposes; to maintain, repair, alter, manage, superitend and operate, and to lease, sublet, sell or otherwise dispose of any buildings so erected or constructed, and any other buildings owned or leased by the company, to grant lease of, or sublet rooms, offices and appartments therein, collect rentals, provide for and supply to tenants and others, light, heat and power, attendance, messengers, telephones, lavatories, elevators, restaurants, refreshment and waiting rooms and all other conveniences and advantages usual or necessary, and generally to carry on the business of building, owning, leasing, maintening and operating office, apartment and other buildings;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, to hold, own, sell, assign and transfer or otherwise dispose of, to invest, trade, deal in, and deal with goods, wares and merchandise, and property of every class and descriptions;

To generate, manufacture, produce, accumulate, and use steam, gas, compressed air and electricity, and to sell or otherwise dispose of and supply the same for light, heat and power purposes, to the occupants of any office or other building owned or operated by the company or, as regards any surplus thereof not required therefor, to any other persons, firms or corporations, in the city of Montreal, provided that the powers hereby conferred on the company shall, when exercised outside the property of the company, be subject to provincial and municipal laws and regulations in that behalf;

To maintain and operate restaurants and refreshment rooms and to carry on generally and in all its branches the business of keepers of

teliers et de restaurateurs, sujet aux règlements provinciaux et locaux;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des débentures, actions ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation où à la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions du capital de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens meubles ou immeubles, et de tous droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie;

Acheter et acquérir, et posséder, détenir, vendre et ré-émettre les actions, débentures obligations et autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et les payer, complètement ou partiellement en argent, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et garantir le paiement du principal, des dividendes et l'intérêt sur telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et administrer et exploiter et faire valoir comme administrateur, les biens, franchises, entreprises et commerce de toute corporation dont aucune des actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour telle rémunération jugée raisonnable et convenable;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblales à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprises et commerce de toute telle corporation, et en assumer les obligations, et les payer complètement ou partiellement en argent, actions, obligations, ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire dans une compagnie subsidiaire, alliée ou autre exerçant tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie ou ayant pour objet l'exploitation de tout commerce semblable à celui de la compagnie, et faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, risque conjoint, concessions réciproques, ou autrement, avec telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de telle compagnie, et les payer en tout ou en partie en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les détenir, vendre, ré-émettre, avec ou sans garantie du principal, intérêt ou dividendes ou autrement les négocier;

Vende, louer ou autrement disposer des biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures, obligations, ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, exercer et jouir de la totalité ou d'aucun des biens, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou société commerciale ou par toute compagnie ou compagnies exerçant ou étant organisées pour exercer tout commerce en tout ou en partie semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, soit en son nom propre ou au nom de toute telle personne, société commerciale ou compagnie, et payer pour tels biens, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges partiellement ou complètement en argent, ou complètement ou partiellement en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et assumer les obligations de toute telle personne, oc été commerciale ou compagnie;

hotels and restaurants, subject to provincia and local regulations;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the debentures, shares or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue and allot as fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real or personal, and of any rights and concessions purchased or acquired by the company;

To purchase and acquire, and to own, hold, sell and re-issue the shares, debentures, bonds and other securities of any company or corporation, and to pay for the same, wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to guarantee payment of the principal of or dividends and interest, on such shares, bonds, debentures, or other securities, and to manage, and to operate and to carry on as manager, the property, franchises, undertaking and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may deemed reasonable and proper;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertaking and business of any such corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, or other securities of the company;

To promote or assist in promoting, and to become a shareholder in a subsidiary, allied or other company carrying on or having for its objects the operation of any business altogether or in part similar to that of this company, and to enter into arrangements for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of such company, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, or other securities of the company, and to hold, sell, re-issue, with or without guarantee of principal, interest, dividends or otherwise deal with the same;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises, and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, exercise and enjoy, all or any of the property, franchises, good-will, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, either in its own name or in the name of any such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, good-will, rights, powers and privileges, wholly or partly in cash or wholly or partly in paid-up shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

Faire des avances de deniers aux clients et autres personnes ayant des relations commerciales avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Distribuer en espèces ou autrement, comme il sera résolu, aucun des biens de la compagnie parmi ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune compagnie qui pourrait assumer la totalité ou aucune partie des biens ou obligations da la compagnie;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie non immédiatement requis sur telles valeurs et de telle manière comme il pourra être déterminé de temps à autre;

Aider d'aucune manière toute corporation dont aucune des actions du capital, bons ou autres obligations sont détenus par la compagnie ou sont en aucune manière garantis par cette compagnie, et faire aucun des actes et choses pour la conservation et la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur de toutes telles actions du capital, bons ou autres obligations;

Payer avec les fonds de la compagnie les dépenses d'incorporation et d'organisation, ou émettre à cette fin des actions acquittées du capital de cette compagnie, et rémunérer en espèces ou en actions acquittées toute personne ou compagnie, achetant, plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou aidant à organiser, promouvoir ou gérer la compagnie;

Faire aucun et tous actes et choses tendant à accroître la valeur d'aucun des biens en aucun temps détenus ou contrôlés par cette compagnie, sous le nom de "Central Building Company", avec un capital-actions de trois cent mille dollars ($300,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

5173-2

To make cash advances to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved, any of the assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To aid in any manner any corporation any of whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held or are in any manner guaranteed by this company, and to do any acts and things for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares of capital stock, bonds or other obligations;

To pay out of the funds of the company the expenses of incorporation and organization or issue for that purpose paid-up shares of the capital of this company, and to remunerate in specie or in paid-up shares any person or company buying, investing or adding to place or guaranteeing the placing of the shares, bonds, or other securities of the company or aiding to form, to promote or manage the company;

To do any and all acts and things tending to increase the value of any of the property at any time held or controlled by this company under the name of "Central Building Company", with a capital stock of three hundred thousand dollars ($300,000.00), divided into three thousand (3000) shares of one hundred dollars ($100.-00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this nineteenth day of October, 1914.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

5174

AVIS.

La formation d'une société sous le nom de "Independent Order of Sons of Israel of Canada", à l'effet de: (a) pourvoir à payer des sommes d'argent à ses membres dans le cas d'incapacité totale causée par la maladie; (b) pourvoir au paiement des sommes d'argent pour défrayer de funérailles à la mort de ses membres, des femmes de membres ou des veuves des membres décédés; (c) Assister ses membres dans les occasions de détresse; (d) assister les veuves et les enfants des membres décédés; (e) pourvoir aux visites du médecin aux membres, à leurs veuves et leurs familles; (f) pourvoir au paiement des dépenses d'administration,—a été autorisée par un ordre en conseil en date du 24 octobre 1914.

Le bureau principal de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-sixième jour d'octobre 1914.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

5261-2

NOTICE.

The formation of an association under the name of The Independent Order Sons of Israel of Canada, for the purpose of: (a) Providing sums of money to be paid to members during total disability through sickness; (b) Providing sums of money to defray funeral expenses on the death of members, members' wives, or the widows of deceased members; (c) Assisting members in distressed circumstances; (d) Assisting widows and children of deceased members; (e) Providing medical attendance to members, members' wives and families; (f) Paying the management expenses —has been authorized by order in council dated the 24th of October, 1914.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given persuant to paragraph 4 of Article 6896, R. S. P. Q., 1909, this twenty sixth day of October, 1914.

For the Treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

5262

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, Mesdames Bertha Rose, épouse de Moses Rose, courtier d'immeubles; Fannie Adler, épouse de Michael Adler, négociant; Clara De La Penha, épouse de Isidore De La Penha, révérend;Miriam Bloomfield, épouse de Abraham Bloomfield, bijoutier; Ralla Ettenberg, épouse de Joseph Ettenberg, agent de change; Mary Wiseman, épouse de Maxwell Wiseman, médecin; Sarah Jacobs, épouse de Lyon W. Jacobs, avocat; Leah Usher, épouse de Max Usher, tailleur; Rachel Rabinovitch, épouse de Samuel Rabinovitch, courtier d'immeubles; Hannah Dubrofsky, épouse de Myer Dubrofsky, courtier d'immeubles; Hannah Sourkes, épouse de Israel Sourkes, industriel; Bessie Bailey, épouse de Moses Bailey, courtier d'immeubles; Régina Cohen, épouse de Max Cohen, marchand-tailleur; Fannie Vineberg, épouse de Joseph Vineberg, marchand; Mary Fainer, épouse de Charles Fainer, industriel; Mary Brainin, épouse de Reuben Brainin, éditeur; et les dits époux pour autoriser leurs épouses pour les fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Ida Sigler, fille majeure; Jennie Schafer, fille majeure, Amelia Jacobson, veuve de Hugh Jacobson, en son vivant de Montréal, négociant; Annie Rost, veuve de Morris Rost, en son vivant, négociant; Maxwell Wiseman médecin; Joseph H. Gross, médecin; Seymour Frederick Stein, médecin; Samuel Ortenberg, médecin; Simon Budyk, médecin; tous des cité et district de Montréal, demandant de passer une loi les constituant en corporation ainsi que toutes autres personnes actuellement associées avec eux ou qui pourront le devenir par la suite, sous le nom de "The East Side Day Nursery & Infants Home" pour l'établissement et l'entretien dans la cité de Montréal de crèches pour le soin le développement et l'éducation élémentaire des jeunes enfants des ouvrières pauvres et aussi pour l'établissement et l'entretien en rapport avec ce qui précède, d'un hospice dans le but d'assurer un foyer temporaire pour le soin des enfants de toutes races et croyances sans distinction, avec tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour l'accomplissement satisfaisant de leur œuvre charitable y compris le droit d'acquérir et de posséder des immeubles.

LYON W. JACOBS.
Procureur des requérants.

Montréal, 27 octobre 1914. 5297

Avis public est par le présent donné que le bureau des commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender les loi qui le régissent, de manière à pourvoir à la nomination d'un nouveau commissaire comme représentant du quartier Belvedère, et relativement à ses pouvoirs d'emprunts.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
5319 Sec.-trésorier, C. S. C. R. Q.

AVIS

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Eugène Alfred Boisvert, étudiant, du village de Sweetsburg, district de Bedford, que, auant obtenu la permission du conseil général du barreau de la province de Québec, il présentera à la législature de la province de Québec, à sa

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Mesdames Bertha Rose, wife of Moses Rose, real estate broker; Fannie Adler, wife of Michael Adler, trader; Clara De La Penha, wife of Isidore De La Penha, reverend; Miriam Bloomfield, wife of Abraham Bloomfield, jeweller; Ralla Ettenberg wife of Joseph Ettenberg, stock broker; Mary Wiseman, wife of Maxwell Wiseman, physician; Sarah Jacobs, wife of Lyon W. Jacobs, advocate; Leah Usher, wife of Max Usher, tailor; Rachel Rabinovitch, wife of Samuel Rabinovitch, real estate broker; Hannah Dubrofsky, wife of Myer Dubrofsky, real estate broker; Hannah Sourkes, wife of Israel Sourkes, manufacturer; Bessie Bailey, Wife of Moses Bailey, Real estate broker; Regina Cohen, wife of Max Cohen, merchant tailor; Fannie Vineberg, wife of Joseph Vineberg, merchant; Mary Fainer, wife of Charles Fainer, manufacturer; Mary Brainin, wife of Reuben Brainin, editor;and the said husbands to authorise their wives for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal; Ida Sigler, Spinster, Jennie Schafer, spinster, Amelia Jacobson, widow of Hugh Jacobson, in his lifetime of Montreal, trader; Annie Rost, widow of Morris Rost, in his lifetime, trader; Maxwell Wiseman, physician; Joseph H. Gross, physician; Seymour Frederick Stein, physician; Samuel Ortenberg, physician; Simon Budyk, physician,all of the city and district of Montreal, will apply for an act to incorporate them and all others who are now or may thereafter be associated with them under the names of The East Side Day Nursery & Infant's Home, for the establishment and maintenance in the city of Montreal, of nurseries for the care, training and elementary education of young children of poor working women and also of establishing and maintaining in connection therewith of an infants home for the purpose of providing a temporary home for the care of infants of all races and creeds without distinction, with such powers as may be necessary for the satisfactory performance of their charitable work ncluding the right to acquire and hold real estate.

LYON W. JACOBS,
Sollicitor for Applicants.

Montreal, 27th October, 1914. 5298

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the purpose of amending the acts which govern it so as to provide for the appointment of a new Commissioner as representative of Belvedere ward, and also in connection with its borrowing powers.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
5320 Secretary-Treasurer, C. S. C. R. Q.

NOTICE

Notice is hereby given by the undersigned, Eugène Alfred Boisvert, student, of the village of Sweetsburg, district of Bedford, that after having obtained permission, from the general council of the bar of the province of Quebec, he will present a bill to the legislature of the pro-

prochaine session, un bill pour qu'il soit admis à l'étude du droit sans examen préliminaire.

E. A. BOISVERT,
Sweetsburg, 27 octobre 1914. 5393

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec de passer une loi constituant en corporation la "Lachute Protestant Cemetery Company", avec pouvoir d'exercer les droits de contrôle, d'entretien et d'administration de la propriété connue sous le nom de "Lachute Protestant Cemetery" et le charnier y attaché, étant les lots 308, 309, 310, 310*a*, 311, 312, 313 et partie de 306 du plan du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil et leurs approches, avec le droit d'acquérir et de posséder des terrains en dedans ou en dehors des dits lots ou y contigus pour fins d'agrandissement.

L. L. LEGAULT,
Procureurs des requérants.
Lachute, 28 septembre 1914. 5153-2

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Lin dans la province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 46 Victoria, chapitre80, de façon à ce qu'à l'avenir la corporation de la paroisse de Saint-Lin, soit décharger de contribuer pour une moitié au coût de la reconstruction où de grosses réparations du pont existant sur la rivière l'Achigan.

ERNEST HEBERT,
Avocat de la corporation de la
paroisse de Saint-Lin.
Saint-Lin, 20 octobre 1914. 5151-2

Province de Québec
District de Beauharnois.

AVIS PUBLIC

La ville de Châteauguay donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte d'incorporation, chapitre 74, 3 George V.

1. L'article 1, de la charte de la ville de Châteauguay, est amendé en ajoutant le No 278 et subdivisions.

2. Le paragraphe 8 de l'article 5563 des Statuts refondus, 1909, ne s'applique pas à la ville, avec effet rétroactif, depuis le 6 juin 1912.

3. L'article 10 de la charte est remplacé par le suivant:

"L'article 5373 des Statuts refondus, 1909, est remplacé pour la ville par le suivant: "5373. Nulle personne, ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, ne peut être inscrite sur la liste des électeurs de la municipalité si, le premier jour de juin précédent l'expiration du délai mentionné dans l'article 5374, elle doit à la municipalité quelque taxe, taxe d'eau; les taxes spéciales exceptées."

4. L'article 5374 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour la ville:

"5374. Avant le premier jour de juin, de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le greffier, ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le sens électoral requis."

5. L'article 5731 des Statuts refondus, est remplacé par le suivant, pour la ville de Châteauguay:

"5731. Toute terre en culture ou affermée, ou

vince of Quebec, at its next session, in order to be admitted to the study of law without perliminary examination.

E. A. BOISVERT,
Sweetsburg, 27th October, 1914. 5394

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec for an act to incorporate the Lachute Protestant Cemetery Company with power to exercise the rights of control maintenance and management of the property known as the Lachute Protestant Cemetery and Vault connected therewith, being lots: 308, 309, 310, 310*a*, 311, 312, 313 and part of 306 of the official cadastral plan of the parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil and the approach thereto, with the right to acquire and hold land within, without or adjoining thereto for the purposes of extending the same.

L. L. LEGAULT,
Attorney for petitioners.
Lachute, 28th September, 1914. 5154

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Lin, in the province of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof for an Act amending the act 46 Victoria, chapter 80, so that the corporation of the town of Saint-Lin, be exempted in the future, from contributing the half of the cost of rebuilding or extensive repairs to the bridge existing upon the river Achigan.

ERNEST HEBERT,
Attorney for the corporation
of the town of Saint Lin.
Saint Lin, 20th October, 1914. 5152

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

PUBLIC NOTICE

The town of Châteaugauy gives notice that it will apply to the provincial legislature, at its next session, in order to be granted amendemnts to its incorporation charter, chapter 74, 3 George V.

1. Article 1, of the charter of the town of Châteaugauy, is amended by adding No. 278 and subdivisions.

2. The paragraph 8 of article 5563, of the Revised Statutes, 1909, does not apply to the town with retroactive effect, since the 6th June, 1912.

3. Article 10 of the charter, is replaced by the following:

"Article 5373 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town by the following: "5373. No person qualified to vote as proprietor, tenant or occupant shall be entitled to have his name entered on the electors' list for the municipality who, on the first day of June preceding the expiration of the delay mentioned in article 5374, is indebted to the municipality for any taxes, or water-rates; special taxes excepted."

4. Article 5374 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town, by the following:

"5374. Prior to the first of June of each year there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality, and qualified to be entered in the electors' list."

5. Article 5731 of the Revised Statutes, is replaced, for the town, by the following:

"5731. All land under cultivation or farmed

servant au paturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la ville, ne pourra être évaluée à plus de cent piastres l'arpent, aussi longtemps que la dite terre ou partie d'icelle n'aura pas été subdivisé en lots à bâtir ou lots de ville".

Exception:—Sont exemptés de toutes taxes, les chevaux, bêtes à cornes, et autres animaux et volailles formant partie de la ferme. Les carosses, voitures d'été et d'hiver de tout genre, instruments agricoles et tous meubles faisant partie du roulant et exploitation ordinaire d'un cultivateur.

Amendements:—Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre, qui en a été détachée, comme lot à bâtir ou lot de ville, et est devenu ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au dit rôle.

6. En ajoutant, après l'article 27 de la charte l'article 27*a*, par lequel la ville est autorisée à emprunter sur billet, débenture ou autrement, à un taux n'excédant pas six pour cent (6%), payable annuellement, sur simple résolution du conseil et nonobstant les articles 5609, 5610, 5611, 5612, 5613, 5614, 5615, 5616, 5617, 5618, 5619, 5620, 5621, 5622, 5635, 5782, 5783 , 5784 5785, 5786, 5787, 5788, 5789 et tous autres articles des Statuts refondus de 1909, à ce contraires, une somme de quinze mille piastres ($15,000.00), pour être employée à la construction de routes, trottoirs ou toute autre amélioration municipale dans les limites de la municipalité.

FORTUNAT LABERGE, N. P.,
Secrétaire-Trésorier.

Châteauguay, le 16 octobre 1914. 5197–2

Avis est par les présentes donné qu'application sera faite à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation comme municipalité sous le nom de "La Municipalité du Lac Tremblant Nord", du territoire suivant:

Le rang nord-est du Lac Tremblant; les eaux et les îles du Lac Tremblant à l'ouest et nord-ouest de la ligne limitrophe entre les comtés d'Ottawa et Terrebonne; le rang sud-ouest du Lac Tremblant; le rang M; le lac Vert; la partie du rang N borné à l'est, au nord, et à l'ouest par les lignes limitrophes du dit rang N, et au sud par une ligne droite étant la prolongation vers l'ouest de la ligne de bornage sud du lot numéro treize du rang M, jusqu'à la ligne limitrophe ouest du dit rang N; le tout avec les îles dans les lacs des territoires ci-dessus mentionnés; le tout dans le canton Joly dans le comté d'Ottawa.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Avocats des applicants.

Montréal, 13 octobre 1914. 4965–3

Canada
Province de Québec.

AVIS

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la Province de Québec, les commissaires d'écoles de la cité de Westmount, demanderont de passer une loi, dans les buts suivants:

Augmenter le nombre des commissaires et fixer un quorum; pourvoir à l'élection des commissaires par bulletin; autoriser le partage des devoirs du secrétaire-trésorier et la nomination d'un surintendant des écoles et définir leurs devoirs respectifs; changer les termes de paiements des

3

or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall not be taxed for more than one hundred dollars per acre, as long as the said land or part thereof has not been subdivided into building lots or town lots."

Exemptions:—The following shall be exempt from all taxes: the horses, cattle and other live stock and poultry belonging to the farm. The carriages, summer and winter vehicles of all kinds, agricultural implements and all moveable articles forming part of the machinery of the farm and ordinarily used by farmers.

Amendments: The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office on the valuation by them made, any portion of such land or immoveable, which has been detached therefrom as a building lot, and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said upon all other lots entered on the said roll.

6. By adding, after article 27 of the charter article 27*a*, by which the town is authorized to borrow on notes, debentures or otherwise, a a rate not exceeding six per cent (6%), payable annually, upon resolution of the council and notwithstanding the articles 5609, 5610, 5612, 5613, 5614, 5615, 5616, 5617, 5618, 5619, 5620, 5621, 5622, 5635, 5782, 5783, 5784, 5785, 5786, 5787, 5788, 5789 and all other articles of the Revised Statutes, 1909, contrary to these, a sum of fifteen thousand dollars ($15,000.00), to be used for the building of roads, sidewalks and all other municipal improvements, within the limits of the municipality.

FORTUNAT LABERGE, N. P.,
Secretary-Treasurer.

Châteauguay, 16th October, 1914. 5198

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to incorporate as a municipality under the name of "The Municipality of Lac Tremblant Nord",the following territory:

The north east range of Lac Tremblant: the waters and islands of Lac Tremblant west and north west of the boundary line between the counties of Ottawa and Terrebonne; the south west range of Lac Tremblant; the range M; the Lac Vert; the part of range N bounded by the eastern, northern, and western boundaries of said range N, and to the south by a straight line prolonging the southern boundary line of lot number 13 of range M, westward until it meets the said western boundary of range N; together with the islands in the lakes in the foregoing territory; all in the township of Joly in the county of Ottawa.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 13th October, 1914. 4966

Canada,
Province of Quebec.

NOTICE

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the school commissioners for the city of Westmount, will apply for an Act for the following purposes:

To increase the number of commissioners and determine a quorum; to provide for the election of commissioners by ballot; to authorize the division of the duties of the secretary-treasurer and the appointment of a superintendent of schools and to define their respective duties; to vary the

-9 NOV 1914

instituteurs et autoriser la création d'un fonds de pension pour le bénéfice des instituteurs et de tels autres employés, comme il pourra être déterminé.

ATWATER, DUCLOS
& BOND,
Procureurs des Pétitionnaires.

Westmount, 19 octobre 1914. 5017-3

Avis public est, par les présentes, donné que "Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire" de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme de deux cent mille piastres ($200,000.00) et pour autres fins.

Montréal, 19 octobre 1914. 5021-3

Avis est par le présent donné que Vladimir Joseph Sakovitch, prêtre de l'église Grecque Russe Orthodoxe de Montréal, Ivan Ivanhoff, marchand, Gregory Zinkevitch, marchand et autres personnes à eux associées, tous des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à Sa prochaine session, de passer une loi les incorporant ainsi que d'autres personnes à eux associées, en une congrégation religieuse sous le nom de "The St. Peter and St. Paul Russo-Gree, Catholic Orthodox Church of Montreal Canada" avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers, tenir des régistres de l'état civil, exercer tous les droits concernant les corporations religieuses, et pour d'autres fins s'y rapportant.

HENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
4865-4 Procureurs des Requérants.

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Québec de passer une loi amendant l'acte constituant en corporation la "Mission de la Grande Ligne", étant le chapitre 72, 1855 tel qu'amendé en 1888, l'amendement pour lequel demande est faite étant comme suit: section 3 de l'acte d'incorporation est abrogée et remplacée par la suivante: Les affaires de la dite corporation, seront administrées par un bureau de directeurs chacun desquels sera un membre en règle d'une église baptiste régulièrement organisée. Les personnes qui seront directeurs de la corporation, le nombre de directeurs, leur durée de service, le nombre nécessaire pour former le quorum, les pouvoirs des directeurs et le mode de leur élection seront fixés par des règlements passés à aucune assemblée annuelle ou spéciale de la corporation par le vote des deux tiers des membres de la corporation présents à telle assemblée. La corporation pourra adopter des règlements prescrivant l'administration des affaires de la corporation par le vote des deux tiers des membres de la Corporation présents à telle assemblée.

ROSS & ANGERS,
Procureurs des pétitionnaires.

326, Edifice "Transportation",
Daté à Montréal, le 10 octobre 1914. 4881-4

Avis est par le présent donné que Charles Frédérick Olivier, marchand, Eugène Frédérick Olivier, marchand, Hector Edmond Olivier, commis, Hortense Lydia Olivier et Elizabeth Olivier, tous de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session de passer une loi autorisant le dit Charles Frédérick Olivier, ou ses successeurs en droit, à

terms of payment of school teachers and to authorize the organization of a pension fund for the benefit of teachers and such other employees as may be determined.

ATWATER, DUCLOS
& BOND,
Sollicitors for Applicants.

Westmount, 19th October, 1914. 5018

Notice public is hereby given that "The Parish Priest and Church Wardens of L'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame du Saint-Rosaire" of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law empowering them to borrow the sum of two hundred thousand dollars ($200,000.00) and for other purposes.

Montreal, 19th October, 1914. 5022

Notice is hereby given that Vladimir Joseph Sakovitch, Priest of the Russian Greek Orthodox Church of Montreal, Ivan Ivanhoff, merchant, Gregory Zinkevitch, merchant and other persons associated with them, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to incorporate them and others associated with them as a religious congregation under the name of "The St. Peter and St. Paul Russo-Greek Catholic Orthodox Church of Montreal, Canada", with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers of acts of civil status, and to exercise all rights incidental to a religious corporation, and for other purposes incidental thereto.

HENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
4866 Solicitors for Petitioners.

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Quebec Legislature for an act amending the act of incorporation of The Grande-Ligne Mission being chapter 72 1855 as amended in 1888, the amendment for which application is being made being as follows: Section 3 of the act of incorporation is to be repealed and replaced by the following: The affairs of the said corporation shall be managed by a board of directors, each of whom shall be a member in good standing of a regularly organized Baptist Church. The persons who shall be directors of the Corporation, the number of directors, their length of service, the number necessary to form a quorum, the powers of the directors and the manner of their election shall be fixed by by-laws passed at any annual or special meeting of the Corporation, by a twothird vote of the members of the Corporation present at such meeting. The Corporation may pass by-laws regulating the management of the affairs of the Corporation at any annual or special general meeting of the Corporation, by a two-third vote of the members of the Corporation present at such meeting.

ROSS & ANGERS,
Sollicitors for the Applicants.

326, Transportation Building.
Dated at Montreal, 10th October, 1914. 4882

Notice is hereby given that Charles Frédérick Olivier, merchant, Eugène Frédérick Olivier, merchant, Hector Edmond Olivier, clerk, Hortense Lydia Olivier and Elizabeth Olivier, all of the city of Sherbrooke, in the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an Act to authorize the said Charles Frédérick Olivier, or his successors in title, to hypothecate the lot number two

hypothéquer le lot numéro deux cent trente-six (236) des plan du cadastre et livre de renvoi officiels du quartier centre de la cité de Sherbrooke, et de ratifier et confirmer tous hypothèques que ont pu être autérieurement donnés par lui sur la dite propriété et abroger et annuler la clause déclarant le dit lot insaisissable, la dite clause étant contenue dans un acte de donation par lequel il devint possesseur de la dite propriété.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs pour les requérants.
Sherbrooke, 2 octobre 1914. 4707-5

Avis est par le présent donné que les exécuteurs testamentaires de feu Charles E. Levey, en son vivant de la cité de Québec, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi définissant clairement les pouvoirs de tels exécuteurs testamentaires et en particulier les autorisant à placer dans aucune partie du Canada les deniers de la succession réalisés de temps à autre à l'échéance des valeurs et pour d'autres fins.

PENTLAND, STUART,
GRAVEL & THOMSON,
Procureurs de la Requérante.
Québec, 3 octobre 1914. 4747-5

AVIS

Avis est par les présentes donné que Fernand Marrié, dessinateur, Michel Girard, comptable, Arthur Viger, entrepreneur, Max Lassonde, entrepreneur et Daniel McAvoy, C. R., avocat, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être incorporés en compagnie d'assurance sur la vie, la maladie, les accidents et sur la garantie, sous le nom de "L'Union Mutuelle d'Amérique—Mutual Union of America". 5079-3

Avis est par les présentes donné que la commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'imposer une taxe scolaire sur les propriétés imposables des contribuables dans l'ancienne municipalité scolaire de la ville Emard, maintenant le quartier Emard de la cité de Montréal, afin d'être remboursée et indemnisée du surplus du Passif sur l'Actif de la dite ancienne municipalité; et aussi pour obtenir l'autorisation d'imposer comme taxe spéciale, la taxe ordinaire que les commissairees de la dite ville Emard ont négligé d'imposer pendant l'année scolaire 1913-1914; pour établir un système spécial de recensement des enfants en âge de fréquenter les écoles et la manière de pourvoir aux frais de ce recensement, et pour autres fins.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 21 octobre 1914. 5105-3

Avis Divers

Cour Supérieure.—Saint-François.—No 963.—Aurélie Mofette, épouse commune en biens de Arthur Hamel, marchand, de Sainte-Claude, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux. Sherbrooke, 29 octobre 1914.

LIONEL FOREST, Procureur de la demanderesse. 5339

hundred and thirty six (236) of the officia cadastral plan and book of reference for the Centre ward of the city of Sherbrooke, and to ratify and confirm any hypothec or hypothecs which may have been heretofore granted by him upon the said property and to abrogate and set aside the clause declaring the said lot to be insaisissable, said clause declaring the said lot to be insaisissable, said clause being contained in the deed of donation by which he became owner of the property.

CATE, WELLS & WHITE,
Solicitors for Petitioners.
Sherbrooke, 2nd October, 1914. 4708

Notice is hereby given that the testamentary executors of the late Charles E. Levey, in his lifetime of the city of Quebec, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an act clearly defining the powers of such testamentary executors and particularly authorizing them to invest the moneys of the estate as securities mature from time to time in any part of Canada and for other purposes.

PENTLAND, STUART,
GRAVEL & THOMSON,
Attorneys for Petitioner.
Quebec, 3rd October, 1914. 4748

NOTICE

Notice is hereby given that Fernand Marrié, draughtsman, Michel Girard, accountant, Arthur Viger, contractor, Max Lassonde, contractor and Daniel McAvoy, advocate, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for incorporation as a life, sickness, accident and guarantee insurance company, under the name of "L'Union Mutuelle d'Amérique—Mutual Union of America". 5080

Notice is hereby given that the Montreal Catholic Board of School Commissioners will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for authority to impose a special tax on the taxable property of the rate-payers of the former school municipality of ville Emard, now Emard ward of the city of Montreal, in order to be re-imbursed and indemnified for the excess of liablilities over assets of the said former municipality; and also for authority to impose, as a special tax, the ordinary tax which the commissioners of the said ville Emard neglected to impose during the school year 1913-1914; also to establish a special system of taking a census of the children of age to attend school, and the means to provide for the costs of said census, and for other purposes.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary-treasurer.
Montreal, 21st October, 1914. 5106

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Saint Francis.—No. 963.—Dame Aurélie Mofette, wife common as to property of Arthur Hamel, of Sainte Claude, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband. Sherbrooke, 29th October, 1914.

LIONEL FOREST, Attorney for Plaintiff.
5340

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.—No 355.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par Violet Cox, du canton d'Inverness, dit district, contre son époux, Robert Raycraft, cultivateur et commerçant, du même lieu, la dite Violet Cox, duement autorisée à ester en justice.—Arthabaska, ce 14 octobre 1914. —METHOT & GIROUARD, procureurs de la demanderesse. 5305

Cour Supérieure.—District de Beauce.

No 1978.

Odélie Nolet, épouse commune en biens de Eugène Nadeau, commerçant de la paroisse de Saint-Camille, district de Beauce, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, 30 octobre 1914. 5351

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 2339.

Dame Blanche Marcotte, épouse commune en biens de Léon Leblanc, boucher, des cité et district de Montréal, dûment aurtorisée à ester en justice. Demanderesse;

vs.

Le dit Léon Leblanc, Defendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

ALBERT BERTHIAUME,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 26 octobre 1914. 5207–2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
D strict de Montréal.

Dame Aglae Demers, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de J. G. Napoléon Robillard, entrepreneur, du même lieu, Demanderesse;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, entrepreneur du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué en cette cause le vingtième jour d'octobre 1914.

ADELARD LEDUC,
Procureur du demandeur.
Montréal, 27 octobre 1914. 5217–2

Cour Supérieure.

District de Montréal.
No 1181.

Eglantine Leveillée, épouse commune en biens de Paul Ethier, des cité et district de Montréal, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Paul Ethier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

BESSETTE & DUGAS,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 octobre 1914. 4769–5

Cour Supérieure, Montréal, No. 4072. Dame Mélanie Depairon, épouse de Alfred Dupré, des cité et district de Montréal, commerçant, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Alfred Dupré, le 22 Septembre 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
5247–2 *Procureurs de la demanderesse.*

Superior Court.—District of Arthabaska.—No. 355.—An action in separation as to property has been instituted this day, by Violet Cox, of the township of Inverness, in said district, against her husband, Robert Raycraft, trader and farmer, of the same place, the said Violet Cox, duly authorized à ester en justice.—Arthabaska, this 14th October, 1914.—METHOT & GIROUARD, attorneys for plaintiff. 5306

Superior Court.—District of Beauce.

No. 1978.

Odélie Nolet, wife common as to property of Eugène Nadeau, trader, of parish of Saint Camille, district of Beauce, has, this day, instituted an action for separation as to property.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Joseph, 30th October, 1914. 5352

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No 2339.

Blanche Marcotte, wife common as to property of Léon Leblanc, butcher, of the city and district of Montreal, duly autorized to ester en justice. Plaintiff;

vs.

The said Léon Leblanc, Defendant.

An ac ion in separation has to property has been instituted in this case.

ALBERT BERTHIAUME,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 26th October, 1914. 5208

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Aglae Demers, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester in justice, wife common as to property of J. G. Napoléon Robillard, contractor, of the same place, Plaintiff;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, contractor, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twentieth day of October, 1914.

ADELARD LEDUC,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 27th October, 1914. 5218

Superior Court.

District of Montreal.
No. 1181.

Eglantine Leveillé, wife common as to property of Paul Ethier, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs

The said Paul Ethier, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day in this case.

BESSETTE & DUGAS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th October, 1914. 4770

Superior Court, Montreal, No. 4072. De. Melanie Depairon, wife of Alfred Dupré, of the City & District of Montreal, trader, has instituted an action for separation as to property, against the said Alfred Dupré, on September 22nd, 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
5248 *Attorneys for Plaintiff.*

Cour Supérieure.—Roberval.

No 575.

Dame Marie-Louise Perron, de Saint-Félicien, épouse commune en biens de Adélard Tremblay dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Adélard Tremblay, journalier, de Saint-Félicien, Défendeur.

—

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-neuvième jour de septembre 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,
Procureur de la demanderesse.

Roberval, 29 septembre 1914. 5269–2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 3615.

Dame Valérie Poulin, des Cité et District de Montréal, femme commune en biens de Satirio Syrkos, du même endroit, Marchand, la dite Dame Valerie Poulin dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes.

Demanderesse;

vs

Satirio Syrkos des Cité et District de Montréal, Marchand,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

WEINFIELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 8 octobre 1914. 5249–2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

Avis est donné que le 5 octobre, 1914, Emile Gagnon cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, à Lacolle, district d'Iberville, a intenté contre son épouse, Catherine Brown, ci-devant du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, une action en separation de corps et de biens.

GIRARD & DEMERS,
Avocats du demandeur.

Saint-Jean, 5 octobre 1914. 5069–3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 147.

Adéline Desaulniers, épouse de Adélard Grenier, de la ville de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, Demanderesse;

vs

Adélard Grenier, journalier, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

EDGAR BOURNIVAL,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 3 octobre 1914. 4871–4

—

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3380.

Dame Marie-Louise Dubois, de Tétreaultville, district de Montréal, épouse commune en biens d'Alfred Girard, du même lieu, commerçant,

Superior Court.—Roberval.

No. 575.

Dame Marie-Louise Perron, of Saint Félicien, wife common as to property of Adélard Tremblay, duly authorized to *ester en justice*,

Pliantiff;

vs

The said Adélard Tremblay, of Saint Félicien,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty ninth day of September, 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,
Attorney for the Plaintiff.

Roberval, 29th September, 1914. 5270

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3615.

Dame Valerie Poulin of the City and District of Montreal, wife common as to property of Satirio Syrkos of the same place, Merchant, said Dame Valerie Poulin duly authorized to ester in justice for the purposes of these presents,

Plaintiff;

vs

Satirio Syrkos of the City and District of Montreal, Merchant,

Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the Defendant herein.

WEINDFIELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 8th October, 1914. 5250

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville.

Notice is hereby given, that on the 5th of October, 1914, Emile Gagnon, farmer, of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, at Lacolle, district of Iberville, has instituted an action en séparation de corps et de biens from his wife Catherine Brown, heretofore of the same place, and now of place unknown.

GIRARD & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.

Saint Johns, 5th October, 1914. 5070

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 147.

Adéline Desaulniers, wife of Adélard Grenier, of the town of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, Plaintiff;

vs

Adélard Grenier, laborer, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

EDGAR BOURNIVAL,
Attorney for the Plaintiff.

Three Rivers, 3rd October, 1914. 4872

—

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3380.

Dame Marie-Louise Dubois, of Tétreaultville, district of Montreal, wife common as to property of Alfred Girard, of the same place, trader,

et la dite dame Marie-Louise Dubois, dûment autorisée à ester en justice par jugement rendu de la cour supérieure rendu le 2 octobre 1914, Demanderesse.

vs

Le dit Alfred Girard, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en sépartion de biens contre le défendeur.

CASGRAIN, MITCHELL,
McDOUGALL & CREELMAN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 3 octobre 1914. 4771–5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 428.

Alice Assad Sheheen alias Alice Asad Elias Sheian, de la cité et du district de Montréal épouse commune en biens de Michel alias Michæl Bouzianne, commerçant du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Michel alias Michæl Bouzianne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le sixième jour d'octobre 1914.

L. G. A. CRESSE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 6 octobre, 1914. 4873–4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 756.

Dame Mary Farrel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George Patterson, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

George Patterson, du même lieu, Deféndeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mai 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la Demanderesse.

Montréal, 14 octobre 1914. 4935–4

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1954.

Dame Marie Lapierre, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Emmanuel Boisvert, journalier, du même lieu, Demanderesse;

vs

Le dit Emmanuel Boisvert, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

LACHAPELLE & BEAULIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 octobre 1914. 4923–4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 4299.

Dame Mary Katherine Fitzgerald, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Thomas Warrington, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demandeur;

vs

John Thomas Warrington, du même lieu, Défendeur.

and the said Dame Marie-Louise Dubois, duly authorized *à ester en justice* by judgment rendered by the superior Court on the 2nd day of October, 1914. Plaintiff;

vs

The said Alfred Girard, Defendant.

The plaintiff, has this day, instituted an action in separation as to property against the said Defendant.

CASGRAIN, MITCHELL,
McDOUGALL & CREELMAN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd October, 1914. 4772

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 428.

Alice Assad Sheheen alias Alice Asad Elias Sheian, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Michael alias Michel Bouzianne, of the same place, trader, duly authorized to "ester en justice". Plaintiff,

vs

The said Michæl alias Michel Bouzianne, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by Plaintiff duly authorized against the said defendant.

L. G. A. CRESSE,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 6th October, 1914. 4874

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 756.

Dame Mary Farrel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George Patterson, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

George Patterson, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 28th May, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 14th October, 1914. 4936

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1954.

Dame Marie Lapierre, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of Emmanuel Boisvert, laborer, of the same place, Plaintiff;

vs.

The said Emmanuel Boisvert, Defendant.

An action for separation as to property has been taken this day in this case.

LACHAPELLE & BEAULIEU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 5th October, 1914. 4924

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4299.

Dame Mary Katherine Fitzgerald, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Thomas Warrington, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

John Thomas Warrington, of the same place, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de septembre 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 14 octobre 1914. 4933-4

An action in separation as to property was instituted in this case on the 26th day of September, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 14th October, 1914. 4934

Avis

Québec, 3 novembre 1914.

Avis est par le présent donné que la société " The Liverpool Sheltering Homes for Destitute Children, Incorporated ", ayant son bureau principal d'affaires, dans la cité de Montréal, a par une nouvelle procuration nommé M. John S. Rough, du village de Knowlton, son principal agent, pour remplacer MM. Charles James Fleet et Alexander Falconer. 5363

Province de Québec,
District de Beauharnois.

Avis est par le présent donné que deux mois après la publication des présentes, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, par Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, cultivateurs et Dougald Stewart, charpentier, tous du canton Dundee, comté d'Huntingdon, dit district, pour la ratification d'un certain acte de donation en leur faveur passé devant J. A. Cameron, écuier, notaire, le quinze janvier 1912, en leur qualité de pétitionnaires pour l'incorporation de "Isle of Skye Cemetery Company", avec son bureau principal dans le dit canton Dundee, d'un certain lot de terre décrit dans le dit acte pour être détenu, possédé et utilisé continuellement comme site de cimetière.

PATTERSON & LAVERY,
Procureurs des Pétitionnaires.

180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 14 octobre 1914. 4937-3

Avis public est par le présent donné que les syndics de la compagnie de cimetière "Woodside" de Beebe Plains, dans le comté de Stanstead, P.Q., demanderont à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, de la constituer en corporation en vertu des prescriptions de la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS,
Notaire.
Pour les pétitionnaires.

Stanstead Plain, P. Q., 20 octobre 1914. 5065-3

Notice

Quebec, 3rd November, 1914.

Notice is hereby given that " The Liverpool Sheltering Homes for Destitute Children, Incorporated " having its head office in the city of Montreal, has, by a new power of attorney appointed Mr. John S. Rough, of Knowlton Village, its principal agent, in the place and stead of Messrs. Charles James Fleet and Alexander Falconer. 5364

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

Public notice is hereby given that two months after the publication of these presents, application will be made to the Lieutenant-Governor in council, by Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, farmers, and Dougald Stewart, carpenter, all of the township of Dundee, county of Huntingdon, said district, for the confirmation of a certain deed of donation executed before J. A. Cameron, esq., N. P., on 15th January, 1912, to themselves, as applicants for the incorporation of Isle of Skye Cemetery Company, with head office in said township of Dundee, of a certain lot of land described in said deed, to be held, owned and used as a cemetery forever.

PATTERSON & LAVERY,
Attorneys for Applicants.

180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 14th October, 1914. 4938

Public notice is hereby given that the trustees of the Woodside Cemetery Company of Beebe Plain, in the county of Stanstead, P. Q., will apply to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the provisions of the cemeteries act.

CHAS. M. THOMAS,
Notary Public,
For the petitioners.

Stanstead Plain, P. Q., 20th October, 1914. 5066

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2*a* 359.
In re Philippe Lamy, Montréal, Insolvable.

Avis est donné que le 28 octobre 1914, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la Cour Supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,
Sub-Gardiens-provisoires.

99, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 7 novembre 1914. 5301

Bankrupt Notices

Cour Supérieure.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2*a* 359.
In re Philippe Lamy, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 28th October, 1914, the said insolvent has fyled his statement in the Prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,
Sub-Provisional-Guardians.

99, Saint James street, Montreal.
Montreal, 7th November, 1914. 5302

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re L. H. Bernstein, (The Duchess Wardrobe), Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens susdits.

J. W. MICHAUD,
Gardien provisoire.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 29 octobre 1914. 5299

District de Québec.

Dans l'affaire de Thivierge & Belleau, menuisiers, Sainte-Foye, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 29ème jour d'octobre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs-conjoints.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 30 octobre 1914. 5307

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re "Wright & Anderson, Registered", Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 3 novembre 1914, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont priées de les produire dûment attestées sous serment dans les trente jours de cette date.

ALEXANDER BURNETT,
Curateur.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 3 novembre 1914. 5383

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.
No 354.

In re J.-Edmond Bellemare, La Baie Shawinigan, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 23 novembre 1914.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse, Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 7 novembre 1914. 5381

In re Edmond Laramée, boucher, Hull, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que le dit Edmond Laramée, a fait, ce jour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

J. E. COUTURE,
Sous-Gardien Provisoire.

Hull, 30 octobre 1914. 5375

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re L. H. Bernstein (The Duchess Wardrobe), Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this day made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Provisional Guardian.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
55, Saint Francois Xavier street, Montreal.
Montreal, 29th October, 1914. 5300

District of Quebec.

In the matter of Thivierge & Belleau, Joiners, Sainte-Foye, Insolvents.

Notice is hereby given that according to an order of the court dated the 29th day of October, 1914, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint-Curators.

Office: 101, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 30th October, 1914. 5308

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Wright & Anderson, Registered, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 3rd day of November, 1914, I was appointed curator to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to fyle same, duly attested under oath within thirty days from this date.

ALEXANDER BURNETT,
Curator.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 3rd November, 1914. 5384

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 354.

In re J. Edmond Bellemare, Shawinigan Bay, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 23rd November, 1914.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street, Montreal.
Montreal, 7th November, 1914. 5382

In re Edmond Laramée, butcher, Hull, Que.

Notice is hereby given to you that said Edmond Laramée, has made, to-day, a judicial assignment for the benefit of his creditors.

J. E. COUTURE,
Sub-Provisional Guardian.

Hull, 30th October, 1914. 5376

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 355.

In re Tomy Mitra & Jamil Hanna, "Mitra & Hanna", Montréal, Insolvables.

Avis est par le présent donné que les susdits insolvables ont, ce vingt-neuf octobre 1914, fait une cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal.

H. H. BEAULIEU,
Dép.-Gardien-Provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
3, Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 30 octobre 1914. 5303

Cour Supérieure.

District de Chicoutimi.
No 4200.

Dans l'affaire de Gauthier & Frère, Faillis.

Avis est donné que le 24 octobre 1914, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens des dits faillis qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. E. COTE,
Curateur.

Chicoutimi, 27 octobre 1914. 5311

Cour Supérieure.—Beauce.

No 1893.

Dans l'affaire de Edouard Gagné, charron, Sainte-Marie, Beauce, Failli.

Avis est donné que le 7 octobre 1914, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Edouard Gagné, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

L'adresse du soussigné: D'Orvigny Miville Déchêne, courtier, Sainte-Marie, Beauce.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

D. MIVILLE DECHENE,
Curateur.

Sainte-Marie, Beauce, 27 octobre 1914. 5309

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure.

Dans l'affaire de Philip Osborne Viall, marchand de bois, de Port Daniel, comté de Bonaventure, faisant aussi affaires sous le nom de "P. O. Viall Lumber Co.", Débiteur-Insolvable; & Thomas J. Caldwell, Créancier-Requérant-Cession.

Le dit Philip Osborne Viall ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le troisième jour de novembre 1914, avis est par le présent donné à ses créanciers d'être présents au bureau du protonotaire soussigné, à New-Carlisle, le troisième jour de novembre 1914, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis sur la nomination d'un curateur et des inspecteurs.

MAGUIRE & BLANCHET,
P. C. S.

JOHN HALL KELLY,
Procureur.

New-Carlisle, 3 novembre 1914. 5371

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 355.

In re Tomy Mitra & Jamil Hanna, "Mitra & Hanna", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this 29th of October, 1914, made a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

H. H. BEAULIEU,
Dep.-Prov.-Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 30th October, 1914. 5304

Superior Court.

District of Chicoutimi.
No. 4200.

In the matter of Gauthier & Frère, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 24th October, 1914, the undersigned was appointed curator, by an order of the court, to the property of the above insolvents, who have made an assignment of their property for the benefit of their creditors.

The sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COTE,
Curator.

Chicoutimi, 27th October, 1914. 5312

Superior Court.—Beauce.

No. 1893.

In the matter of Edouard Gagné, wheelwright, Sainte Marie, Beauce, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th October, 1914, the undersigned was appointed, by an order of the court, curator to the property of the said Edouard Gagné, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

The address of the undersigned D'Orvigny Miville Dechêne, broker, Sainte Marie, Beauce.

The sworn claims must be filed with me, within thirty days from this notice.

D. MIVILLE DECHENE,
Curator.

Sainte Marie, Beauce, 27th October, 1914. 5310

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.

In the matter of Philip Osborne Viall, lumber merchant, of Port Daniel, county of Bonaventure, carrying on business under the name and style of "P. O. Viall Lumber & Co." Insolvent Debtor; & Thomas J. Caldwell, Petitioner-Creditor for Assignment.

The said Philip Osborne Viall, having made an assignment of his property for the benefit of his creditors, on the third day of November, 1914, notice is hereby given to the creditors to be present at the office of the undersigned prothonotary, at New-Carlisle, on the thirteenth day of November, 1914, at ten o'clock in the forenoon to give their advice respecting the appointment of a curator and one or more inspectors.

MAGUIRE & BLANCHET,
P. S. C.

JOHN HALL KELLY,
Attorney.

New-Carlisle, 3rd November, 1914. 5372

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re J. E. Deslauriers, 687 Ontario-Est, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été paréparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 21 novembre 1914, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power", Montréal.
Montréal, 3 novembre 1914. 5379

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,

In re L. P. Pelletier & Cie, 447, Rachel E., Montréal, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 21 novembre 1914, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Ediffice "Power".
Montréal, 3 novembre 1914. 5377

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 341.

In re "Cosmopolitan Store", Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, rendu ce troisième jour de novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du susdit insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame-est.
Montréal, 3 novembre 1914. 5387

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

In re Panneton, Frères & Cie, Shawinigan Falls, Insolvables.

Avis est par le présent donné que le 29 octobre 1914, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été dûment nommés curateurs aux biens et effets des susdits insolvables.

Les réclamations dûment attestées doivent nous être produites dans les trente jours de cette date.

A. TURCOTTE & SON,
Bureau de Kent & Turcotte, Montréal. 5349

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.

In re J. A. Boulay, Coaticook, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit faill a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, à Sherbrooke, Qué.

C. C. CABANA,
Gardien provisoire.

Bureau de Allaire & Leblanc,
Sherbrooke, 19 octobre 1914. 5341

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. E. Deslauriers, 687, Ontario - East, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 21st November, 1914, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" Bldg., Montreal.
Montreal, 3rd November, 1914. 5380

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re L. P. Pelletier & Co., 447, Rachel E., Montreal, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until November, 21st, 1914, after which date this dividend will be payable at my office, 83, Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" building.
Montréal, 3rd November, 1914. 5378

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 341.

In re Cosmopolitan Store, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court, rendered this 3rd of November, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvent estates.

Sworm claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street east.
Montreal, 3rd November, 1914. 5388

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

In re "Panneton, Frères & Cie", Shawinigan Falls, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 29th October, 1914, by order of the Superior Court, we have been duly appointed curators to the estate and effects of the above named.

Claims duly attested must be fyled with us within 30 days from this date.

A. TURCOTTE & SON.
Office of Kent & Turcotte, Montrea 5350

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.

In re J. A. Boulay, Coaticook, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office, in Sherbrooke, Que., a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

C. C. CABANA,
Provisional Guardian.

Office of Allaire & Leblanc.
Sherbrooke, 19th October, 1914. 5342

En liquidation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 170.

Dans l'affaire de "The King Edward Park Company, Limited", En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains du liquidateur à la faillite de "The King Edward Park Company, Limited", savoir: Alexandre Desmarteau, curateur et liquidateur, de la cité et du district de Montréal, à son bureau, au No. 60, de la rue Notre Dame-Est, Montréal, un acte passé devant Mtre J. W. Levesque, N. P., le trente et unième jour du mois d'août 1914 et portant le numéro 3692 des minutes du dit notaire, étant une vente par le dit Alexandre Desmarteau, es-qualité, à Joseph Tancrède Remus Laurendeau, capitaliste, de Montréal, de l'immeuble suivant, savoir:

Les lots de terre ci-après décrits, situés dans l'Ile connue sous le nom de "L'Ile Grosbois", en la paroisse de Boucherville, connus et désignés comme étant tous les lots de un à cinq cent trente-six inclusivement de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre (304) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Boucherville, contenant, les dits lots cent quatre-vingt-deux arpents en superficie, plus ou moins, savoir les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 45 , 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486,

In Liquidation

Superio· Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 170.

In the matter of The King Edward Park Company, Limited, In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with the liquidator of The King Edward Park Company, Limited, to wit: Alexandre Desmarteau, curator and liquidator, of the city and district of Montreal, at his office, at No. 60, Notre Dame street, East, Montreal, a deed executed before Mtre, J. W. Levesque, N.P., on the thirty first day of August, 1914, and bearing number 3692 of the minutes of said notary, being a sale by the said Alexandre Desmarteau, es-qual., to Joseph Tancrède Remus Laurendeau, capitalist, of Montreal, of the following immoveable, to wit:

Those certain lots of land herein after described situated in the Island known under the name of "Ile Grosbois", in the parish of Boucherville, known and designated as being each and every lot from number one to five hundred and thirty six inclusively, of the subdivision of the original lot No. three hundred and four (304) of the official plan and book of reference of said parish of Boucherville, containing said lots one hundred and eighty two arpents in area, more or less, to wit lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282. 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429 ,430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476,

487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, de la dite subdivision officielle—avec les bâtisses construites sur les dits lots, quais, trottoirs ou promenades, édifices du pouvoir, engins, stations, câbles, fils, générateurs, accumulateurs et généralement toutes les machines et fixtures électriques et autres, aqueducs, tuyaux à l'eau, et d'égoûts et tous les ouvrages et machines accessoires en dépendant, plus les lots de grève appartenant au dit vendeur es-qua'ité, y compris tous les meubles et objets mobiliers mentionnés comme étant hypothéqués et affectés en faveur de "La Société d'Administration Générale, comme fidéi-commissaire pour les porteurs d'obligations dans l'acte "Trust Deed of Hypothec Mortgage and Pledge" passé le premier février mil neuf cent dix, devant Mtre A. D. Jobin, notaire, sous le No 17657 de ses minutes.

Avis est aussi donné que le certificat de recherches du régistrateur contre les dites propriétés a été également déposé entre les mains du dit Alexandre Desmarteau, es-qualité, à son dit bureau.

Le dit immeuble était lors de la vente ci-dessus détenu et possédé par la dite compagnie "The King Edward Park Company Limited", depuis le 19 novembre 1909 comme propriétaire.

Les dits actes de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux dispositions des articles Nos. 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec de 1909, et cet avis est donné conformément aux dispositions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet du décret.

Daté à Montréal, ce neuvième jour d'octobre, mil neuf cent quatorze.

ALEX. DESMARTEAU,
Liquidateur.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs.

7, Place d'Armes, Montréal. 4911–4

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS DES COMPAGNIES ET EN VERTU DES ARTICLES 7552 et s. S. R. Q., 1909.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.
No 177.

In re La Manufacture de Chaises et Jouets de Wotton Ltée. (The Wotton Chair & Toy Manufacturing Company Limited)
En Liquidation;

&

Alphonse Turcotte et Joseph Alphonse Turcotte,
Liquidateurs.

Avis est par les présentes donné que les liquidateurs des biens de la dite compagnie en liquidation ont vendu, pour le prix de $4,000.00 et autres conditions, les propriétés ci-après décrites à J. W. Fortier, de la Cité de Québec. District de Québec, et Henri Levasseur, de la ville de Victoriaville, District d'Arthabaska, suivant offre faite par les dits Fortier et Levasseur, le 15 septembre 1914, et acceptée par les inspecteurs de la dite liquidation le 16 octobre 1914 et aussi acceptée par les dits liquidateurs, le 20 octobre 1914, en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure siégeant pour le District de Saint-François (Honorable Juge Globensky) le

477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, of said official subdivision; with the buildings erected on the said lots, wharves, plank walks, and side walks, power houses, engines, stations, cables, wires, generators, accumulators and generally all electrical and other machinery and appliances, waterworks, pipes and drains, sewers and all works and machinery accessory thereto, plus the beach lots belonging to said vendor es-qual, including all the moveable property mentioned as being hypothecated and affected in favor of "La Société d'Administration Générale", as trustee for the holders of debentures in the deed "Trust Deed of Hypothec Mortgage and Pledge" executed on the first of February nineteen hundred and ten, before Mtre A. D. Jobin,notary, under number 17657 of his minutes.

Notice is furthermore given that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said Alexandre Desmarteau, es-qual., at his said office.

The said immoveable property was at the time of the said above sale held and possessed by the said company The King Edward Park Company Limited, since the 19th of November, 1910, as proprietor.

The said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited pursuant to the provisions of articles 7552 and following of the revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this ninth day of October, nineteen hundred and fourteen.

ALEX. DESMARTEAU,
Liquidator.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys.

7, Place d'Armes, Montreal. 4912

UNDER THE WINDING-UP ACT AND PURSUANT TO ARTICLES 7552 AND FOLLOWING OF THE Q. R. S., 1909.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis,
No. 177.

In re "La Manufacture de Chaises et Jouets de Wotton, Ltee"., (The Wotton Chair & Toy Manufacturing Company Limited),
In Liquidation;

&

Alphonse Turcotte and Joseph Alphonse Turcotte,
Liquidators.

Notice is hereby given that the liquidators of the assets of the said company, in liquidation, have sold for the price of $4,000.00 and other conditions, the properties hereafter described to J. W. Fortier, of the City of Quebec, District of Quebec, and Henri Levasseur, of the Town of Victoriaville, District of Arthabaska, according to offer made by the said Fortier and Levasseur, on the 15th September, 1914, and accepted by the inspectors of the said liquidation on the 16th October, 1914, and also accepted by the said liquidators on the 20th October, 1914, pursuant to a judgment rendered by the Superior Court sitting for the District of Saint Francis

dit 20 octobre 1914 et autorisant les dits liquidateurs à accepter la dite offre.

La dite offre et son acceptation, de même que l'autorisation des dits inspecteurs, et copie du dit jugement du 20 Octobre 1914, sont déposées entre les mains des dits liquidateurs dont le bureau est situé au No. 97 de la rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal; et le certificat du bureau d'enregistrement préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeubles par le shérif, est aussi déposé entre les mains des dits liquidateurs à leur dit bureau.

Description des propriétés.

(*a*) Un terrain à être pris et détaché et faisant partie du lot numéro Trente A (P. 30 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton, pour les lots du quatrième rang, de la contenance de cent quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent quatre-vingt-huit pieds de profondeur tenant en front au nord-est à une rue projetée, du côté nord-ouest partie à une rue projetée et partie au terrain de P. J. O'Bready, ou son représentant, et du côté sud-est au terrain ci-après décrit:

(*b*) Un terrain à être pris et détaché du lot numéro trente-et-un A (P. 31 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton pour les lots du quatrième rang de la contenance de cent-quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent-quatre-vingt-huit pieds de profondeur, tenant en front une rue projetée du côté sud-est et en profondeur au sud-ouest par le terrain de Domino Bourque et de l'autre côté au nord-ouest le terrain ci-dessus décrit, avec la manufacture et les dépendances de ces terrains et tous les outils, agrès, machines et strappes, outillages, tournants et mouvants appartenant et installés dans les bâtisses de ces terrains

Cet avis est donné afin que tout créancier de la compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les dits immeubles, puissent offrir une ou plusieurs surenchères entre les mains des dits liquidateurs suivant la loi, c'est-à-dire suivant les articles 7552 à 7557 des Statuts Refondus de Québec 1909, sur le prix d'achat porté dans la vente susdite, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, c'est-à-dire entre le 28 novembre 1914 et le 14 décembre 1914 à midi, et dans le but de donner aux acquéreurs un titre clair ayant l'effet du décret.

Les dits immeubles ont été possédés dans les trois dernières années par la dite Manufacture de chaises et jouets de Wotton Limitée.

Fait et signé à Montréal ce vingt-septième jour d'octobre 1914.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Liquidateurs.

5287–2

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Cour Supérieure.

District de Québec,
Province de Québec,
No 1178.
Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux, Edifice Dominion, 126, rue Saint-Pierre, Québec, un certain acte de vente passé devant Louis Leclerc, notaire public, le 28ème jour d'octobre et portant le numéro 37099

(Honourable Judge Globensky) the said 20th October, 1914, and authorizing the said liquidators to accept the said offer.

The said offer and acceptance thereof, with the authorization of the said inspectors and copy of the said judgment of the 20th October, 1914, are deposited with the said liquidators, at their office, No. 97 Saint James Street, in the City of Montreal; the certificate of the Registry office prepared in the manner prescribed for the certificates required in case of sale of immoveables by the sheriff, is also deposited with the said liquidators at their above address;

Description of Properties.

(*a*) A part of land to be taken and detached from and forming part of the lot number thirty A (P. 30 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front on the north-east by a projected street, on the north-west partly by a projected street and partly by the land of P. J. O'Bready or his representative, and on the south-east by the parcel of land described below:

(*b*) A parcel of land to be taken and detached from the lot number thirty one A (P. 31 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front by a projected street, on the south west by the land of Domino Bourque, and on the north-west by the parcel of land above described; with the manufactory and dependencies upon the above parcels of land, and all the tools, equipment, machines and belting, instruments and machinery belonging and installed, in the buildings upon the above lands.

This notice is given so that any creditor of the company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the said immoveables may offer an increase over the purchase price mentioned in the above sale, according to law, that is according to articles 2552 to 7557 of the Quebec Revised Statutes, 1909, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, that is between the 28th November, 1914 and the 14th December, 1914, at noon, so as to give to the purchasers a clear title having the effect of a sheriff's sale.

The above immoveables have been possessed during the last three years by the said Wotton Chair and Toy Manufacturing Limited.

Made and signed at Montreal, this twenty seventh day of October, 1914.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Liquidators.

5288

UNDER THE WINDING-UP ACT.
Superior Court.

District of Quebec,
Province of Quebec.
No. 1178.
Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidators at their offices Dominion Building, 126, Saint Peter street, Quebec, a certain deed of sale, passed before Louis Leclerc, notary public, on the 28th day of October, 1914, and numbered 37099 of the

des minutes du dit notaire, de LaRue et Trudel, liquidateurs de La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Limitée, en liquidation, à Jean-Baptiste Jinchereau, de Québec, entrepreneur, dans lequel acte de vente les propriétés vendues sont plus particulièrement décrites comme suit, à savoir:

Toutes les propriétés immobilières de la compagnie en liquidation consistant en les lots (566-2) cinq cent soixante-six-deux, (567) cinq cent soixante-sept et partie de (P. 566-1) cinq cent soixante-six-un du cadastre de Saint-Roch de Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

Prenez aussi avis que les certificats de recherches du régistrateur touchant les dites propriétés immobilières ont aussi été déposés entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux.

Les dites propriétés immobilières ont été détenues comme suit durant les trois dernières années.

Lot 567.—J. B. Rousseau du 9 déc. 1884 au 28 nov. 1911;
Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 sept. 1912.;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau du 11 janvier 1888 au 28 nov. 1911;
Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 septembre 1912;

Lot 566-1.—Ant. Masson du 5 avril 1909 au 26 septembre 1912.

Et ces trois immeubles ont été la propriété de la Compagnie en Liquidation depuis le 26 septembre 1912.

Les dits actes de vente et certificats du régistrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et cet avis est donné conformément aux dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par shérif.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1914. 5229–2

SOUS L'ACTE FEDERAL DES LIQUIDATIONS ET SES AMENDEMENTS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

The Chrome & Asbestos Mines, Ltd.,
En liquidation;

and

J. H. Ostigny, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné par J. H. Ostigny, liquidateur dûment nommé à la compagnie sus-décrite, que copie de l'acte de vente d'immeubles par lui faite, en vertu de la section 34 du chapitre 144 des Statuts revisés du Canada, 1906, sur l'ordre de sa Seigneurie l'honorable Juge Guerin, en date du 27 juin 1914, et le certificat du régistrateur ont été déposés entre les mains d'icelui liquidateur, au No 2574, Avenue du Parc, cité de Montréal. Les possesseurs de ces immeubles durant les trois dernières années, ont été la dite Chrome & Asbestos Mines, Ltd., et le présent liquidateur, pour les fins de la liquidation d'icelle.

J. H. OSTIGNY,
Liquidateur.

LLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs du liquidateur.

Montréal, 6 octobre 1914. 5235–2

---

minutes of said notary, from Larue & Trudel, liquidators of La Cie de l'Hôtel Saint Roch, Limitée, in liquidation, to Jean Baptiste Jinchereau, of Quebec, contractor, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

All the immoveable properties of the company in liquidation consisting of the lots (566-2) five hundred and sixty-six-two (567) five hundred and sixty seven and part of (P. 566-1) five hundred and sixty six-one, of the cadastre for Saint Roch ward of the city of Quebec—with buildings thereon erected and dependencies.

And further take notice that the registrars' certificates of search against the said immoveable properties have also been deposited with the undersigned liquidators at their offices.

The said immoveable properties were owned and possessed for the past three years, as follows:

Lot 567.—J. B. Rousseau from December 9th, 1884 to Nov. 28th, 1911;
Antoine Masson from November 28th 1911 to Sept. 26th, 1912.;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau from January 11th, 1888 to Nov. 28th, 1911;
Ant. Masson from Nov. 28th, 1911 to September 26th, 1912;

Lot P. 566-1.—Ant. Masson from April 5th, 1909 to Sept. 26th, 1912;

Since the 26th September 1912, those three immoveables, were owned and possessed by the company in liquidation.

The said deed of sale and registrar's certificates have been so deposited under and pursuant to the provisions of Articles 7552 and following of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Dated at Quebec, this twenty ninth day of October, 1914. 5230

UNDER FEDERAL WINDING-UP ACT AND AMENDMENTS.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

The Chrome & Asbestos Mines, Ltd.,
In liquidation.;

and

J. H. Ostigny, Liquidator.

Notice is hereby given by J. H. Ostigny, liquidator duly appointed to the above described company, that copy of the deed of sale of immoveables, made by him in virtue of section 34, chapter 144, revised statutes of Canada, 1906, by order of his Lordship Honorable Judge Guerin, dated the 27th June, 1914, and certificate of search made by the registrar have been deposited in the hands of the said liquidator, at No. 2574 Park Avenue, in the city of Montreal. The owners of those immoveables during the last three years have been the Chrome & Asbestos Mines, Ltd., and the present liquidator for the purpose of its liquidation.

J. H. OSTIGNY,
Liquidator.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for Liquidator.

Montreal, 6th October, 1914. 5236

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Roberval.
No 186.

In re La Compagnie Manufacturière d'Hébertville-Station, En liquidation.

Avis est par le présent donné à tous les créanciers et contributaires de la susdite compagnie en liquidation d'être présents au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Roberval, le dixième jour de novembre prochain 1914, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis sur la nomination d'un liquidateur et de deux inspecteurs pour prendre la place de M. Flavien Gauvreau, liquidateur et de deux autres inspecteurs, Joseph Giguère et Alfred Guay, déchargés de leurs fonctions par jugement de la Cour supérieure de ce district et confirmé par la cour de révision, de Québec.

L.-A. VEZINA,
Liquidateur-provisoire.

Roberval, 26 octobre 1914. 5295-2

In the Superior Court

Province of Quebec
District of Roberval.
No. 186.

In re "La Compagnie Manufacturière d'Hébertville-Station", In liquidation.

Notice is hereby given to each and every creditors and contributory of the aforesaid company to be present at a meeting that will be held at Roberval in the prothonotary of the Superior Court's office,on the tenth of November, 1914, at ten o'clock in the forenoon to give their opinion on the nomination of a liquidator and two inspectors to take Flavien Gauvreau's place as liquidator and Joseph Giguère and Alfred Guay's place as inspectors, dismissed of their respective charges by judgment of the Superior Court of this district confirmed by the Court of Review.

L.-A. VEZINA,
Provisory-Liquidator

Roberval, 26th October, 1914. 5296

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 666.

Le quatorzième jour d'octobre, en l'an mil neuf cent quatorze.

PRÉSENT: L'honorable J. C. McCorkill, J. C. S.

Letellier, Demandeur; vs Moisan *et al.*, Défendeurs.

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur, Joseph Moisan, de produire leurs réclamations suivant la loi, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

(Signé) ALPH. BOISSONNEAULT,
Dép. P.C.S.

Vraie copie,
ALPH. BOISSONNEAULT,
Dép. P.C.S.

Québec, 27 octobre 1914. 5315

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1131.

L. O. Bournival, Demandeur;
vs.
Thos. J. Mill de Maria, district de Gaspé, Défendeur;
et
Geo. McKean *et al*; Opposants.

Le vingt-septième jour d'octobre 1914.

Sur l'ordre de l'honorable juge Beaudin, donné ce jour vu les allégations de l'insolvabilité du dit Thomas J. Mill, de Maria, district de Gaspé, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles Nos. 673 et 674, du code de procédure civile.

T. DEPATIE,
Député protonotaire.

5253-2

Order of the Court

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No 666.

On the fourteenth day of October, one thousand nine hundred and fourteen.

PRESENT: The Honourable J. C. McCorkill,J.S.C

Letellier, Plaintiff; vs Moisan *et al*, Defendant.

It is ordered to the creditors of the said defendant, Joseph Moisan, to file their claims according to law, within fifteen days from the first insertion of the present notice.

(Signed) ALPH. BOISSONNEAULT,
Dep. P.S.C.

True Copy,
ALPH. BOISSONNEAULT,
Dep. P.S.C.

Quebec, 27th October, 1914. 5316

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1131.

L. O. Bournival, Plaintiff;
vs.
Thos. J. Mill, of Maria, district of Gaspé, Defendant;
and
Geo. McKean, *et al*; Opposants.

On the twenty seventh day of October, 1914.

By order of the honourable Mr. Justice Beaudin, given this day, and seeing the allegations concerning the insolvency of the said Thomas J. Mill, of Maria, district of Gaspé, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claim are now called upon to file their claim in this case, at the office of the prothonotary of the superior court, district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

DEPATIE,
Deputy Prothonotary.

5254

REGISTRATION

Licitation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 44.

L'hon. R. S. Cooke, Demandeur;

vs

Delle Sarah Hould, Défenderesse.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant dans et pour le district des Trois-Rivières, le 16 octobre 1914, dans une cause dans laquelle l'honorable Richard Stanislas Cooke, juge, en retraite de la Cour supérieure, des cité et district des Trois-Rivières, est demandeur, et Mademoiselle Sarah Hould, fille majeure et usant de ses droits, ci-devant des cité et district des Trois-Rivières, et maintenant de lieux inconnus, est défenderesse, ordonnant la licitation d'un immeuble décrit comme suit, savoir: "Un terrain ou emplacement situé au coin sud-ouest des rues Notre-Dame et Bonaventure en la Cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent trente (830) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour la division d'enrégistrement des Trois-Rivières, moins cependant et à distraire du dit lot, ce qui a été vendu à la Corporation de la Cité des Trois-Rivières, pour l'élargissement des rues Notre Dame et Bonaventure, mesurant actuellement, le dit lot, environ trente-neuf pieds de largeur à son front sur la rue Notre-Dame et cinquante-trois pieds de largeur à sa profondeur, sur une profondeur de quatre-vingt-six pieds du côté nord-est, sur la rue Bonaventure et de quatre-vingt-cinq pieds du côté sud-ouest, dans la ligne du terrain de l'acquéreur, le tout à mesure anglaise, et plus ou moins, sans bâtisses et tel que le tout se trouve aujourd'hui".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 16 DECEMBRE 1914, à DEUX heures de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la cité de Trois-Rivières, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les détails prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

M. L. DUPLESSIS,
Procureur du demandeur.

Trois-Rivières, 29 octobre 1914. 5373

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 450.

Dame Adeline dite Blanche Porcheron & vir, Demanderesse;

vs

A. D. Porcheron & al, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 23ième jour du mois de juin 1914, dans une cause dans laquelle Dame Adeline dite Blanche Porcheron, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Jean Pierre Décarie, médecin du même lieu,

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 44.

L'hon. R. S. Cooke, Plaintiff;

vs.

Miss Sarah Hould, Defendant.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers on the 16th day of October, 1914, in a case in which honourable Richard Stanislas Cooke, judge, "en retraite", of the Superior Court, of the city and district of Three Rivers, is plaintiff, and Miss Sarah Hould, spinster, heretofore, of the said city and district of Three Rivers and presently of unknown places, is defendant, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit: A piece of land or emplacement situated on the south west corner of Notre Dame and Bonaventure streets in the city of Three Rivers, known and designated as being lot number eight, hundred and thirty (830), of official plan and book of reference of the cadastre made for the registration division of Three Rivers, withdrawing and taking from said lot what has been sold to the Corporation of the city of Three Rivers, for widening Notre Dame and Bonaventure streets, actually measuring the said lot, about thirty nine feet in width in front on Notre Dame street and fifty three feet wide in its depth on a depth on eighty-six feet on the north east side on Bonaventure street, and eighty five feet on the south west side in the line of the purchaser's property ,the whole english measure, and more or less, without building thereon and as the whole appears to day".

The immoveable here above designated shall be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder, on the 16th day of DECEMBER, 1914, at TWO o'clock in the afternoon, sitting the Court, in court room of the court house, of Three Rivers, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the said court; and that any opposition to quash, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be fyled in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be fyled within six days after the adjudications; and failing the parties to fyle such oppositions, within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

M. P. DUPLESSIS,
Attorney for the Plaintiff.

Three Rivers, 29 October, 1914. 5374

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 450.

Dame Adeline alias Blanche Porcheron ET VIR, Plaintiff;

vs

A. D. Porcheron, ET AL. Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 23rd day of the month of June, 1914, in a cause in which Dame Adeline alias Blanche Porcheron, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Jean Pierre Decarie,

et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est demanderesse, et Alphonse D. Porcheron, de la ville de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, Henri Porcheron, agent, Gustave D. Porcheron, pharmacien, ces deux derniers des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: "Un lot de terre situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Laurent, sur le niveau de la rue Saint-Urbain, contenant quarante sept pieds et demi de front par cent quatre-vingt pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise et tel qu'enclos et connu sous le numéro trois cent treize (313) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, avec trois maisons et autres dépendances dessus érigées".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIEME jour du mois de NOVEMBRE 1914, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

DECARIE & DECARY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 septembre, 1914. 4689–6

physician, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, is Plaintiff, and Alphonse D. Porcheron, of the town of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, Henri Porcheron, agent, Gustave D. Porcheron, druggist, both of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit: "A lot of land situate in the city of Montreal in Saint Lawrence Ward, fronting on Saint Urbain street, countaining forty seven and a half feet in front by one hundred and eighty feet in depth, the whole english measurements and more or less, without guarantee as to exact measurements and as fenced in, known and designated under the number three hundred and thirteen (313) upon the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence Ward, with three houses and other dependencies erecrd thereon.

The above described immoveable will be put to auction and adjuged to the last and highest bidder, on the TWELFTH day of the month of NOVEMBER, 1914, the court sitting in the court room of the Court House, in Montreal; subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be fyled in the office of the prothonotary of the said court, at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be fyled within six days after the adjudication; and being the parties in default of fyling such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

DECARIE & DECARY,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 30th September, 1914. 4690

Vente par encan

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, Jeudi, le troisième jour de Décembre, 1914, à dix heures A. M. dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la Cité de Montreal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique par J. O. APPS,
Agent général du baggage.
Montréal, 9 octobre, 1914. 4875–4

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec,
District de Chicoutimi.
No 3880.

Re La Compagnie de Meubles de Jonquière,
En liquidation.

Avis est par le présent donné que, suivant permission accordée par la cour, je vendrai par encan public, au bureau de la compagnie en liquidation, en la ville de Jonquière, vendredi le 13 novembre 1914, à 10 heures A. M.

1. Un lopin de terre—avec toutes les bâtisses y érigées, situé en la ville de Jonquière, contenant 366 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur 281 pieds de profondeur, du sud au nord, côté ouest, et 262 et 6 pouces de profondeur, du sud au nord

Auction Sale

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 3rd day of December, 1914, at ten o'clock A. M. in the west end of its Windsor Street Station, with entrance on Osborne Street, in the City of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company per J. O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 9th October, 1914. 4876

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec,
District of Chicoutimi.
No. 3880.

Re "La Compagnie de Meubles de Jonquière",
In liquidation.

Notice is hereby given that according to an order of the court, I will sell by public auction at the office of the company in liquidation, in the town of Jonquière, on Friday, the 13th November, 1914, at 10 o'clock A. M.

1. A parcel of land—with all the buildings thereon, situate in the town of Jonquière, containing 366 feet in width from east to west, by 281 feet in depth, from south to north, west side, and 262 feet 6 inches in depth, from south to

29 NOV 1914

côté est, connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Jonquière, d'après la subdivision Bellevue, comme se composant des lots Nos 21 A-226 et 22 A-85.

2. Un lopin de terre—avec bâtisses y érigées, situé en la ville de Jonquière, contenant environ 185 pieds de front, donnant sur la ligne du chemin de fer, sur 280 pieds de profondeur; borné au nord à la ligne du chemin de Québec & du Lac Saint-Jean, à l'ouest par le terrain ci-dessus décrit, au sud et à l'est par les terrains de Emile Brassard ou ses représentants, connu et désigné comme faisant partie des lots Nos 21-A et 22-A du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquière.

Conditions: 25% payables sur adjudication, et la différence payable lors de la signature de l'acte d'achat qui devra se faire dans les trente jours de la vente, portera intérêt à 6% du jour de la vente.

Les charges du transport seront payées par l'acheteur avec en plus 1% sur le prix d'adjudication pour le fonds de bâtisses et de jurés.

Les propriétés ci-dessus comprennent toutes les bâtisses et dépendances construites sur les dits lopins de terre, et les machineries qui y sont installées.

La vente est faite conformément aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

La vente se fera en bloc, comme un tout.

Copie des titres est déposée à notre bureau où ils peuvent être examinés.

J. E. COTE,
Liquidateur.

4753

north, east side, known and designated on the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquière, Bellevue subdivision, as composed of the lots Nos. 21 A-226 and 22 A-85.

2. A parcel of land—with the buildings erected thereon, situate in the town of Jonquière, containing about 185 feet in front, adjoining the railway line, by 280 feet in depth; bounded on the north by the Quebec & Lake Saint John Railway, on the west by the land above described, on the south and east by the lands of Emile Brassard or his representatives, known and designated as forming part of the lots Nos. 21-A and 22-A, of the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquière.

Conditions: 25% payable upon adjudication, and the balance payable at the time of the signing of the deed which must not be later than thirty days from the date of the sale, with interest 6%.

The transfer charges to be paid by the purchaser and also 1% of the price of adjudication for the building and jury funds.

The above properties, the buildings and dependencies erected upon the said parcels of land and the machinery installed therein.

The sale is made in accordance with articles 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

The sale to be made en bloc, as one and the same plot.

Copy of titles is deposited at our office where they may be examined.

J. E. COTE,
Liquidator.

4754

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Valleyfield, à savoir: No 2620. } DAME MARIE HELENE DELISLE, ès-qualité, *et al*, Demanderesse; vs ROBERT C. GRAY, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un emplacement sis et situé dans le premier rang du canton de Havelock et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du premier rang du dit canton sous le No 30-D—avec les bâtisses.

2. La partie nord du numéro cadastral 30-E du premier rang du canton de Havelock, commençant à la ligne de division entre les Nos 30-E et 30-D, en allant dans la direction du sud sur une longueur de 45 rods, de là formant un angle droit dans la direction de l'ouest sur une longueur de 48 rods et 10 chaînes; de là à angle droit dans la direction du nord sur une longueur de 40 rods; de là tournant à angle droit vers l'ouest sur une longueur d'environ 18½ rods à la ligne ouest du No 30-E; de là dans la direction du nord dans la ligne ouest du No 30-E entre les Nos 30-E et 30-F jusqu'au coin est du No 30-F; et borné comme suit: à l'est par le No 30-D, au sud par le résidu du No 30-E et la ligne de division des Nos 30-E et 31-A; au nord par la ligne de division, entre les Nos 30-E et 30-F le tout plus ou moins et mesurant en superficie environ 13 acres.

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Valleyfield, to wit: No. 2620. } DAME MARIE HELENE DELISLE, ès-qualité, *et al*, Plaintiff's; vs. ROBERT E GRAY, Defendant.

As belonging to the defendant.

1. An emplacement lying and situate in the first range of the township of Havelock, and known and designated upon the official plan and book of reference of the first range of the said township, under the No. 30-D—with the buildings thereon;

2. The north part of the cadastral lot number 30-E of the first range of the township of Havelock, begining at the division line between the lots Nos. 30-E and 30-D southerly for a distance of 45 rods, thence at right angle, westerly a distance of 48 rods 10 chains; thence at right angle, northerly, a distance of 40 rods; thence at right angle, westerly, a distance of about 18½ rods to the west limit of No 30-E, thence northerly following the west limit of No. 30-E, between the Nos. 30-E and 30-F to the east corner of Nos. 30-F, and bounded as follows; on the east by the No. 30-D on the south by the residue of the No. 30-E and the division line of Nos. 30-E and 31-A; on the north by the division line between the Nos. 30-E and 30-F, the whole more or less and containing about 13 acres in superficies.

Pour être vendus au bureau d'enrégistrement du comté de Huntingdon, dans le village de Huntingdon, JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Vallayfield, 13 octobre 1914.
4941-2

[Première publication, 17 octobre 1914.]

To be sold at the Registry office of the county of Huntingdon, in the village of Huntingdon, on THURSDAY, the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 13th October, 1914.
4942

[First published, 17th October, 1914.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, District de Bedford, No 9302. } AUGUSTIN CHOINIERE, Demandeur; contre les terres et héritages de ADELARD D. MENARD et ISAAC CHOINIERE, Défendeurs.

Comme appartenant à Adélard D. Ménard un des dits défendeurs.

1. Un certain morceau de terre situé dans le village de Sainte-Pudentienne, comté de Shefford, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Pudentienne, comme étant les lots du cadastre numéro soixante-seize (76), et soixante-dix-sept (77)—avec la superficie qu'ils peuvent avoir et toutes les améliorations existantes;

2. Ce certain morceau de terre situé sur le côté ouest de la rue Saint-Antoine, dans le village de Granby, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Granby, comme étant les lots de cadastre numéros quatre cent soixante-trois-cinq (463-5) et quatre cent soixante-trois-six (463-6)—avec la superficie qu'ils peuvent avoir et toutes les améliorations existantes;

Le morceau de terre en premier lieu décrit pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Pudentienne, au village de Sainte-Pudentienne (Roxton Pond, ainsi appelé) dit district, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

Le morceau de terre en deuxième lieu décrit, pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, au village de Granby, district de Bedford, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain 1912, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du shérif, Shérif.
Sweetburg, treize octobre, mil neuf cent quatorze. 4885-2

[Première publication, 17 octobre 1914.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford, No. 9302. } AUGUSTIN CHOINIERE, Plaintiff; against the lands and tenements of ADELARD D. MENARD and ISAAC CHOINIERE, Defendants.

As belonging to Adelard D. Ménard, one of the said Defendants;

1. That certain piece of land situated in the village of Sainte Pudentienne, county of Shefford, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said village of Sainte Pudentienne as cadastral lots numbers, seventy six (76) and seventy seven (77), containing what they may with all improvements thereon;

2. That certain piece of land situated on the west side of Saint Antoine street, in the villag of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said village of Granby as cadastral lots numbers four hundred and sixty three-five (463-5) and four hundred and sixty three-six (463-6) containing what they may will all improvements thereon.

The firstly above described piece of property to be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Pudentienne, at the village of Ste Pudentienne, (Roxton Pond, so called) said district, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

The secondly above described piece of property to be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, at the village of Granby, district of Bedford, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER, next, 1914, at ONE of the o'clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, thirteenth October, one thousand nine hundred and fourteen. 4886

[First published, 17th October, 1914.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux espectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: No 4454. } REMI DUPERRE, de Larouche; vs EDMOND BOULANGER, du même lieu.

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: No. 4454. } REMI DUPERRE, of Larouche; vs EDMOND BOULANGER, of the same place.

Tous les droits et améliorations que le défendeur peut avoir sur le lot numéro 52 du quatrième rang nord du canton Kénogami—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Cyriac, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,
Shérif.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 12 octobre 1914. 4891-2

[Première publication, 17 octobre 1914.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: No 4568. THE METAL SHINGLE & SIDING CO., de Preston, Ontario; vs LA CIE DU PATINOIR DE CHICOUTIMI.

1. Un terrain mesurant cent pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur environ 218 pieds de profondeur du sud au nord, formant partie du lot numéro 233 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, et compris dans les bornes suivantes: en front au sud à la rue Racine à sa limite actuelle, en profondeur au nord, partie au terrain de William et David Gilbert, partie par le terrain de Nil Claveau, et partie par le terrain ci-après décrit en deuxième lieu, d'un côté vers l'est au terrain de Madame Adélard Riverin, et de l'autre côté vers l'ouest par le terrain de la succession de Pierre Talbot—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur ce terrain et toutes dépendances.

2. Un autre terrain mesurant environ 86 pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur 60 pieds de profondeur du sud au nord, formant partie du lot numéro 234 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, et compris dans les bornes suivantes: en front au nord à une ruelle, en profondeur au sud, partie au terrain sus-décrit et partie au terrain de la succession Talbot, d'un côté vers l'est au terrain de Nil Claveau, et de l'autre côté vers l'ouest encore par la succession Talbot—avec les bâtisses et dépendances, avec droit pour le propriétaire du terrain maintenant décrit de se servir de cette ruelle pour communiquer de ce terrain à l'avenue Morin.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,
Shérif.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 12 octobre 1914. 4893-2

[Première publication, 17 octobre 1914.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Jiloette.

Joliette, à savoir: No 6828. ZEPHIRIN BEAUCHAMP, bourgeois de la paroisse de l'Epiphanie, Demandeur; contre JOSEPH ARCHAMBAULT, du village de Charlemagne, Défendeur.

Une terre à bois (bois debout) située en la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, dans le district de Joliette, et connue et désignée sous le numéro soixante et quatorze (74) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Charles de Lachenaie.

All the rights and improvements of which the defendant may hold upon the lot number 52 of the fourth north range of the township of Kenogami—with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Cyriac, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Chicoutimi, 12th October, 1914. 4892

[First published, 17th October, 1914.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: No. 4658. THE METAL SHINGLE & SIDING CO., of Preston, Ontario; vs. LA CIE DU PATINOIR DE CHICOUTIMI.

1. A lot of land measuring one hundred feet in width from east to west, by about 218 feet in depth from south to north, forming part of the lot number 223 of the official cadastre of the town of Chicoutimi, and comprised within the following limits: in front on the south by Racine street, present limit, thereof, in depth on the north partly by the land of William and David Gilbert, partly by the land of Nil Claveau, and partly by the land hereunder described, on one side towards the east by the land of Dame Adelard Riverin, and on the other side towards the west by the land of the Estate Pierre Talbot,—together with the buildings erected upon the said land and dependencies.

2. Another lot of land measuring about 86 feet in width from east to west by 60 feet in depth from south to north, forming part of the lot number 234 of the official cadastre of the Town of Chicoutimi, and comprised within the following limits, in front on the north by a lane, in depth on the south, partly by the and firstly described and partly by the land of Estate Talbot, on one side towards the east by the land of Nil Claveau, and on the other side towards the west by the estate Talbot—with the buildings and dependencies, the owner of the above piece of land having the right to use the lane to communicate with Morin Avenue.

To be sold at my office, in the Court House of Chicoutimi, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Chicoutimi, 12th October, 1914. 4894

[First published, 17th October, 1914.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: No. 6828. ZEPHIRIN BEAUCHAMP, gentleman, of the parish of L'Epiphanie, Plaintiff; against JOSEPH ARCHAMBAULT, of the village of Charlemagne, Defendant.

A timber land (standing timber) situate in the parish of Saint Charles de Lachenaie, in the district of Joliette, and known and designated under the number seventy four (74) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Charles de Lachenaie.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Lachenaie, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,
Shérif.

Bureau du shérif,
Joliette, 27 octobre 1914. 5313

[Première publication, 7 Novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette à savoir: } EDMOND WODAN,
No 6956. } marchand, de la ville de Joliette, Demandeur; contre JEAN-BTE ROBERGE, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, Défendeur.

1. Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le district de Joliette, connu et désigné comme faisant partie du lot deux cent seize (p. 216), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Charles-Borromée, de la contenance de deux cent pieds de front sur une profondeur de cent cinquante pieds, mesure anglaise, plus ou moins, quand à la profondeur, tel que ci-après borné, et borné en front à une rue projetée, en profondeur au terrain de Léon et Joseph Boucher,et des deux côtés au terrain du bailleur, la ligne nord-est du terrain présentement désigné à son front devant être à une distance exacte de cinq cent cinquante pieds, mesure anglaise, du chemin public conduisant de la ville de Joliette à Saint-Ambroise de Kildare—avec bâtisses servant de manufacture, de porte et chassis, un boiler et engin, et toutes les machineries actuellement dans la dite bâtisse et servant à mettre la dite manufacture en opération.

2. Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent trente-cinq-*h* (535-*h*), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon—avec bâtisse servant de moulin à scie, une scie ronde et accessoires servant à l'exploitation du dit moulin à scie; à distraire du dit lot No 535-*h*, un certain lopin de terre connu et désigné comme faisant partie du dit lot No 535-*h*, mesurant soixante pieds de long par un arpent de profondeur, appartenant à Ulric Roch, et borné le dit lopin de terre en front au chemin public, d'un côté et en profondeur au terrain de Théophile Forget, et de l'autre côté au résidu du dit lot No 535-*h*.

Pour être vendu comme suit, savoir: 1. le numéro (p. 216), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, district de Joliette, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi; 2. et le numéro 535-*h*, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

L. A. LAVALLEE,
Député-Shérif.

Bureau du shérif,
Joliette, 2 novembre, 1914. 5369

[Première publication, 7 novembre 1914.]

To be sold at the church door of the parish of Lachenaie, on the SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff.

Sheriff's office,
Joliette, 27th October, 1914. 5314

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } EDMOND WODAN,
No. 6956. } merchant, of the town of Joliette, Plaintiff; against JEAN BTE ROBERGE, of the parish of Saint Gabriel de Brandon, Defendant.

1. A parcel of land situate in the parish of Saint Charles Borromée, in the district of Joliette, known and designated as forming part of the lot two hundred and sixteen (pt. 216), of the official plan and book of reference of the said parish of of Saint Charles Borromée, measuring two hundred feet in front by one hundred and fifty feet in depth, english measurements and more or less, as to depth, and bounded as follows: in front by a projected street, in depth by the land of Leon and Joseph Boucher, and on both sides by the land of the lessor, the north east or front line of the land above described being at a correct distance, of five hundred and fifty feet, english measurements, from the public road leading from the town of Joliette to Saint Ambroise de Kildare—with the buildings used as a sash and door factory, boiler and engine and all machinery in the said building and used in the exploitation of the said factory.

2. A lot of land known and designated as being the lot number five hundred and thirty five-*h* (535-*h*), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Gabriel de Brandon —with the building used as a saw-mill, a circular saw, and accessories used in the exploitation of the said lot No. 535-*h*, a certain parcel of land known and designated as forming part of the said lot No. 535-*h*, measuring sixty feet in width by one arpent in depth, belonging to Ulric Roch, and bounded, the said parcel of land, in front by the public road, on one side and in depth by the land of Theophile Forget, and on the other side by the residue of the said lot No. 535-*h*.

To be sold as follows, to wit: 1. the parcel of land number pt. 216, firstly described, at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, district of Joliette, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; 2. the lot number 535-*h*, secondly described, at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the TENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

L. A. LAVALLEE,
Deputy Sheriff.

Sheriff's office,
Joliette, 2nd November, 1914. 5370

[First published, 7th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Kamoursaka

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

District de Kamouraska. } JEAN LANGLOIS, Demandeur; vs GAUDIOSE GIGUERE, Défendeur.
No 5474. }

1. Le lot de terre portant le numéro trente-quatre (No 34), dans le sixième rang du canton Escourt, dans le comté de Témiscouata.
2. Le lot de terre portant le numéro trente-trois (No 33) dans le cinquième rang du dit canton Escourt.
3. Le lot de terre portant le numéro trente-six (No 36), du même rang—avec maison, grange et moulin à scie, machineries et accessoires, le tout dessus construits, circonstances et dépendances, ainsi que tous les droits de possession et de préemption du gouvernement.

Pour être vendu en trois lots au bureau du régistrateur du comté de Témiscouata, le QUINZIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures du matin.

E. VALLIERE,
Député-shérif.

Bureau du shérif,
Fraserville, 3 novembre 1914. 5365
[Première publication, 7 novembre 1914.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

District of Kamouraska. } JEAN LANGLOIS, Plaintiff; vs GAUDIOSE GIGUERE, Defendant.
No. 5474. }

1. The lot of land bearing the number thirty four (No. 34), in the sixth range of the township of Escourt, in the county of Témiscouata.
2. The lot of land bearing the number thirty three (No. 33), in the fifth range of the said township of Escourt.
3. The lot of land bearing the number thirty six (No. 36) of the same range—with a house, barn and saw-mill, machineries and accessories, the whole erected thereon, circumstances and dependencies, together with all the government rights of possession and preemption.

To be sold in three lots at the Registrar's office of the county of Témiscouata, on the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

E. VALLIERE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's office,
Fraserville, 3rd November, 1914. 5366
[First published, 7th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JACQUES DORAIS, Demandeur; contre les terres et ténements de ALFRED ANTROBUS, Défendeur.
No 1852. }

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Paul, en la cité de Montréal, faisant front sur la rue Lebaron, autrefois rue Lasalle, portant le numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre mille cent cinquante-trois (No 4153-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les constructions dessus érigées, dépendances et servitudes et spécialement avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir de l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 3 novembre 1914. 5389
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SAMUEL MOSCOVITCH, Demandeur; contre les terres et ténements de A. P. DE SAMBOR, Défendeur.
No 4451. }

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JACQUES DORAIS, Plaintiff; against the lands and tenements of ALFRED ANTROBUS, Defendant.
No. 1852. }

An emplacement situate in Saint Paul ward, in the city of Montreal, fronting on Lebaron street, formerly Lasalle street, bearing the number two of the subdivision of the lot number four thousand one hundred and fifty three (No. 4153-2) upon the official plan and book of teference of the parish of Montreal—with the constructions erected thereon, dependencies and servitudes and especially a right-of-way in the lane at the rear of said emplacement in common with others having right thereto, without power to obstruct same, and subject to the ordinary charges of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 3rd November, 1914. 5390
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL MOSCOVITCH, Plaintiff; against the lands and tenements of A. P. DE SAMBOR, Defendant.
No. 4451. }

La moitié indivise de la subdivision officielle numéro un du lot officiel numéro cent quarante-huit des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal, borné en front par la rue Sanguinet, en arrière vers le nord-est par le lot numéro 148-4, d'un côté vers le sud-est par le résidu du lot numéro 148-1 et d'un autre côté, vers le nord-ouest par le lot numéro 149-1, mesurant vingt-et un pieds et quarante-deux centièmes de front par environ quarante-quatre pieds et trente-huit centièmes de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, ainsi que la moitié indivise de la subdivision officielle numéro un du lot officiel numéro cent quarante-neuf (149-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, borné en front par la rue Sanguinet, en arrière vers le nord-est par le lot numéro 149-2, d'un côté vers le sud-ouest par le numéro 148-1, vers le nord-ouest par le résidu du lot numéro 149-1, mesurant dix-neuf pieds de front par vingt-quatre pieds et soixante-quatre centièmes, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 novembre 1914. 5467

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LEON PELTIER, Demandeur; contre DAME ADELE MARTIN, de la cité de Montréal, veuve de feu Wilfrid Wilson, Défenderesse.
No 2237. }

Six lots de terre sis et situés en la municipalité de la Rivière des Prairies, connus et designés comme étant les numéros cinq cent quatre-vingt-deux, cinq cent quatre-vingt-trois, cinq cent quatre-vingt-quatre, cinq cent quatre-vingt-cinq, cinq cent quatre-vingt-six et cinq cent quatre-vingt-sept, de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-582, 583, 584, 585, 586 et 587) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Rivière des Prairies; tous ayant front sur une rue projetée, étant le numéro six cent vingt-deux des mêmes plan et livre de renvoi officiels—et sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 novembre 1914. 5473

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MAXIMILIEN CHARPENTIER, Demandeur; contre les terres et ténements de THOMAS BERTRAND, Défendeurs.
No 2691. }

Un emplacement situé en la cité de Montréal, contenant vingt et un pieds et trois pouces de largeur sur soixante et dix huit pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison et autres dépendances dessus construites, le dit emplacement étant composé de la moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix, subdivision huit cent trente neuf, re subdivilion un sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, telle partie de lot étant

The undivided half of the official subdivision number one of the official lot number one hundred and forty eight of the official plan and book of reference of Saint Louis ward of the city of Montreal, bounded in front by Sanguinet street, in the rear, towards the north east by the lot number 148-4, on one side, towards the south east, by the residue of the lot number 148-1, and on the other side, towards the north west by the lot No. 149-1, measuring twenty one feet and forty two hundredths in front by about forty four feet and thirty eight hundredths in depth, english measurements and more or less, together with the undivided half of the official subdivision number one of the official lot number one hundred and forty nine (149-1) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, bounded in front by Sanguinet street, in the rear towards the north east by the lot number 149-2, on one side towards the south west by the number 148-1, towards the north west by the residue of the lot number 149-1, measuring nineteen feet in front by twenty four feet and sixty four hundredths, english measurements and more or less—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 4th November, 1914. 5468

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LEON PELTIER, Plaintiff; against DAME ADELE MARTIN, of the city of Montreal, widow of the late Wilfrid Wilson, Defendant.
No. 2237. }

Six lots of land lying and situate in the municipality of Rivières des Prairies, known and designated as being the numbers five hundred and eighty two, five hundred and eighty three, five hundred and eighty four, five hundred and eighty five, five hundred and eighty six and five hundred and eighty seventh, of the official subdivision of the original lot number fifteen (15-582, 553, 584, 585, 586 and 587) of the official plan and book of reference of the cadastre of Rivière des Prairies; all said lots fronting on a projected street, being the number six hundred and twenty two of the same official plan and book of reference—and without building.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 4th November, 1914. 5474

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MAXIMILIEN CHARPENTIER, Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS BERTRAND, Defendant.
No. 2691. }

An emplacement situate in the city of Montreal measuring twenty one feet, three inches in width by seventy eight feet in depth, the whole english measurements and more or less—with a house and other dependencies erected thereon, the said emplacement being composed of the south east half of the lot of land known and designated under the number ten, subdivision eight hundred and thirty nine, re-sub-division one, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, the said part of

bornée comme suit: en front par la rue Saint-Dominique, d'un côté par le lot numéro dix, subdivision huit cent trente-huit, re-subdivision deux sur le dit plan et de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot numéro dix, subdivision huit cent trente-neuf, re-subdivision un sur le dit plan et en arrière par une ruelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 novembre 1914. 5469

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME PHILOMENE LOISELLE, épouse
No 4464. } séparée quant aux biens de David Ruel, de la cité de Montréal, épicier, demanderesse; contre H. S. BRUNO, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard Monk, dans le quartier Saint-Paul, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 13 de la subdivision du lot numéro 3912 (3912–13) du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses y érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 novembre, 1914. 5471

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } V. JOANNETTE,
No 2021. } Demandeur; contre NICHOLAS BRUNO, l'un des Défendeurs

La partie nord-ouest du lot numéro quatre mille six cent quarante-cinq (4645) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de front par quatre vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, ayant front sur la rue Wellington; borné en arrière par le résidu du lot numéro quatre mille six cent quarante-cinq (4645) à l'est, par le numéro quatre mille six cent quarante-cinq-*a* (4645*a*) et à l'ouest, par le lot numéro quatre mille six cent quarante-quatre (4644).

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi. A la folle enchère de Aaron Siminovitch et à la charge par ce dernier de payer tous dommages résultants de son défaut de parfaire, sous toutes peines que de droit, même la contrainte par corps le prix d'adjudication sur la dite folle-enchère, dans le cas d'insuffisance d'icelui; suivant jugement de l'honorable Juge S. Beaudin, en date du 28 octobre 1914.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 novembre 1914. 5475

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME PHILOMENE LOISELLE, épouse
No 386. } séparée quant aux biens de David Ruel, de la cité de Montréal, épicier, et le dit David Ruel pour autoriser son épouse aux fins des présentes,

lot being bounded as follows: in front by Saint Dominique street, on one side by the lot number ten, subdivision eight hundred and thirty eight, re-subdivision two, upon the said plan, and on the other side by the other half of the said lot number ten, sudbivision eight hundred and thirty nine, re-subdivision one, upon the said plan, and in the rear by a lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 4th November, 1914. 5470

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OUIS BOYER, Plaintiff; against H. S.
No. 4464. } BRUNO, Defendant.

An emplacement fronting on Monk Boulevard, in Saint Paul's ward, in the city of Montreal, known and designated under the number 13 of the subdivision of the lot number 3912 (3912–13) of the cadastre of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and the right of way in the lane at the rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 4th November, 1914. 5472

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } V. JOANNETTE,
No. 2021. } Plaintiff; against NICHOLAS BRUNO, one of the Defendants.

The north west part of the lot number four thousand six hundred and forty five (4645) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in front by eighty feet in depth, english measurements and more or less, fronting on Wellington street; bounded in the rear by the residue of the lot number four thousand six hundred and forty five (4645) on the east, by the lot number four thousand six hundred and forty five-*a* (4645-*a*) and on the west, by the lot number four thousand six hundred and forty four (4644).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon. On the false bidding of Aaron Siminovitch, who is liable for all damages resulting from his failure to pay the first purchase price, and is bound, under all legal penaltities and even coercive imprisonment to pay the differency, if any between the price of resale upon the said false bidding; and the amount of the first purchase with interest thereon and costs incurred, pursuant to a judgment of Honorable Judge S. Beaudin, bearing date the 28th October, 1914.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 4th November. 1914. 5475

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME PHILOMENE LOISELLE, wife separate as to property of David Ruel, of the city
No. 386. } of Montreal, grocer, and the said David Ruel, to authorize his wife for the purposes hereof,

Demanderesse; contre les terres et ténements de LEON JOLY, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'Avenue Châteaubriand, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéro cent huit (108) de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 5 novembre 1914. 5491

[Première publication, 31 octobre 1914 est nulle.]
[Première publication, 7 novembre 1914.]

Plaintiff; against the lands and tenements of LEON JOLY, Defendant.

A lot of land fronting on Châteaubriand Avenue, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and eight (108) of the official subdivision of the lot number four hundred and eighty nine (489) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at NOON.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 5th November, 1914. 5492

[First published, 31st October, 1914 is null.]
[First published, 7th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Québec

Sheriff's Sales—Quebec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: PIERRE BEDARD, forNo 2270. geron de Québec; contre DAME VALENTINE GRAVEL, de Québec, veuve de Octave Côté, en son vivant du même endroit, à savoir:

Le lot No 356 (trois cent cinquante-six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Richardson—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente foncière annuelle de $4.60, payable le 29 septembre, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 22 octobre 1914. 5115–2

[Première publication, 24 octobre 1914.]
[Deuxième publication, 7 novembre 1914.]

Quebec, to wit: PIERRE BEDARD,
No. 2270. blacksmith, of Quebec; against DAME VALENTINE GRAVEL, of Quebec, widow of Octave Côté, in his lifetime of the same place, to wit:

The lot No. 356 (three hundred and fifty six), of the official cadastre for the Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Richardson street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of $4.60 payable the 29th September, to the Hotel-Dieu of Quebec.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 22nd October, 1914. 5116

[First published, 24th October, 1914.]
[Secondly published, 7th November, 1914.]

FIERI FAÇIAS.
Circuit de Québec.

Québec, à savoir: JOSEPH-A. CLOUNo. 2459. TIER, de la cité de Québec, marchand; contre DAME ALMA GIGNAC, de Québec, épouse séparée de biens judiciairement de Pierre Bélanger ,et faisant affaires comme marchand et boucher, sous la raison sociale de "Pierre Bélanger, enrégistré", et le dit Pierre Bélanger, du même lieu pour assister et autoriser sa dite épouse, à savoir:

Le lot No 128, (cent vingt-huit) des subdivisions du lot No 250, (deux cent cinquante) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant un emplacement situé sur le Parc Richelieu, sur une rue au sud-est, et route Bois-Clair—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 15 octobre 1914. 4939–2

[Première publication, 17 octobre 1914.]
[Deuxième publication, 31 octobre 1914.]

FIERI FACIAS.
Circuit of Quebec.

Quebec, to wit: JOSEPH-A. CLOUNo. 2459. TIER, of the city of Quebec, merchant; against DAME ALMA GIGNAC, of Quebec, wife judicially separated as to property of Pierre Bélanger and carrying on business as merchant and butcher, under the firm name of "Pierre Bélanger, registered", and the said Pierre Bélanger, of the same place to assist and authorize his said wife, to wit:

The lot No. 128 (one hundred and twenty eight), of the subdivisions of the lot No. 250 (two hundred and fifty) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being an emplacement situate in Richelieu Park, upon a street on the south east and Bois-Clair road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door, of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 15th October, 1914. 4940

[First published, 17th October, 1914.]
[Secondly published, 31st October, 1914.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4824. } A COMPAGNIE NEIGETTE, en liquidation, et Larue & Trudel, Québec, liquidateurs; vs JOHN KING, contributaire, savoir:

Le lot numéro cinquante-quatre (54) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Luce,le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1914, à DEUX heures de l'après-midi.

CHS. D'ANJOU,
Shérif.

Bureau du shérif,
Rimouski, 14 octobre 1914. 4927-2

[Première publication, 17 octobre 1914.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4824. } A COMPAGNIE NEIGETTE, in liquidation, and Larue & Trudel, Quebec, Liquidators; vs. JOHN KING, contributory, to wit:

The lot number fifty four (54) of the official cadastre of the parish of Sainte-Luce.

To be sold at the church door of Sainte Luce, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, 1914, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, 14th October, 1914. 4928

[First published, 17th October, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Dans et pour le comté de Richmond, à Richmond.
Cour de Circuit, à savoir: No 582. } JOSEPH BEDARD, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; contre WILLIAM S. BARRIE, ci-devant du même lieu, maintenant absent de la province de Québec, Défendeur:

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro vingt-deux D (22 D), dans le onzième rang du canton Cleveland, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Cleveland.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 13 octobre 1914. 4913-2

[Première publication, 17 octobre 1914.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Circuit Court.—District of Saint Francis.

In and for the county of Richmond, at Richmond.
Circuit Court, to wit: No. 582. } JOSEPH BEDARD, of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; against WILLIAM S. BARRIE, formerly of the same place, now absent from the province of Quebec, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

The lot number twenty two D (22 D), in the eleventh range of the township of Cleveland, on the official cadastral plan and book of reference of said township of Cleveland.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Bibiane de Richmond, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 13th October, 1914. 4914

[First published, 17th October, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 196. } A BANQUE DE MONTREAL, Demanderesse; contre EDMOND BOUSQUET, Défendeur.

Un emplacement sis en la paroisse de Laprésentation, de deux cent quatre-vingt-sept pieds et demi de front à partir du fossé longeant le

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 196. } THE BANK OF MONTREAL, Plaintiff; against EDMOND BOUSQUET, Defendant.

An emplacement situate in the parish of Laprésentation, containing two hundred and eighty seven feet and a half in front from a ditch going

chemin de Sainte-Rose, mesure anglaise, sur environ un demi arpent de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant partie du lot numéro quatre cent cinquante-neuf (459), renfermé dans les bornes suivantes; en front le chemin public conduisant à Salvail, en profondeur le terrain de Vve Prudent Têtu, d'un côté le chemin de Sainte-Rose, et de l'autre côté le résidu du dit numéro 459,appartenant à Mde J. B. Plante—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Laprésentation, le NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 2 novembre 1914. 5353

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH ADOLPHE CHAUREST, Demandeur; contre SANDO NICHOLAS BRUNO, Défendeur.
No 3415. }

Une terre située en la paroisse de Saint-Bernard, sur la cinquième concession, contenant trois arpents de large sur trente arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, comme étant une partie des lots numéros six cent quatre-vingt (680) et six cent quatre-vingt-un (681)—avec bâtisse y érigée; tenant par un bout au chemin de la cinquième concession, à l'autre bout au cordon des terres de Salvail ou aux représentants de Jean-Baptiste Phaneuf, d'un côté Mathias Phaneuf, et du côté nord-est aux héritiers d'Antoine Labossière.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, le NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain, (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 31 octobre 1914. 5355

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH BURELLE, Demandeur; contre ADOLPHE CHARRON, Défendeur.
No 1358. }

1. Une terre située au deuxième rang, en la paroisse de Saint-Denis, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le lot numéro deux cent quatre-vingt-six (286)—avec bâtisses y érigées.

2. Une terre située sur le troisième rang, en la paroisse de Saint-Denis, étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-six (586) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

3. Une terre située sur le premier rang, en la paroisse de Saint-Denis, formant environ soixante arpents en superficie, connue et désignée comme étant la partie du lot numéro deux cent quatorze (P. 214) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, renfermée dans les bornes suivantes: du côté est par les terres de la fabrique, du côté ouest par Ephrem Gadbois, du côté sud par le ruisseau Amyot, et du côté nord par le résidu du dit numéro 214 du cadastre susdit.

4. Une terre située au village de Saint-Denis, comprenant environ trente arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, comme

along the Sainte Rose road, english measure, by about half an arpent in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Laprésentation as being a part of lot number four hundred and fifty nine (459), bounded as follows: in front the public road going to Salvail, in depth the land of Mde P. Têtu, widow, on one side the Ste Rose road, and on the other side the residue of said No. 459, belonging to Mde J. B. Plante—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Laprésentation, on the NINTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Hyacinthe, 2nd November, 1914. 5354

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit: } JOSEPH ADOLPHE CHAUREST, Plaintiff; against SANDO NICHOLAS BRUNO, Defendant.
No. 3415. }

A lot of land situate in the parish of Saint Bernard, on the fifth range, containing three arpents in width by thirty arpents in depth, without guarantee of exact measure, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis, as being a part of lots numbers six hundred and eighty (680) and six hundred and eighty one (681)—with building thereon erected; bounded by one end by the road of the fifth concession, on the other end by the line of lands of Salvail or by the representatives of J. B. Phaneuf, on one side Mathias Phaneuf and on the north east side by Antoine Labossière heirs.

To be sold at the parochial church door of Saint Bernard, on the NINTH day of DECEMBER next, (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Hyacinthe, 31st October, 1914. 5356

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit: } JOSEPH BURELLE, Plaintiff; against ADOLPHE CHARRON, Defendant.
No. 1358. }

1. A lot of land situate in the second range, in the parish of Saint Denis, known and designated on the official plan and book of reference of said parish under lot number two hundred and eighty six (286)—with buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the third range, in the parish of Saint Denis, being lot number five hundred and eighty six (586) on the official plan and book of reference of said parish.

3. A lot of land situate on the first range, in the parish of Saint Denis, forming about sixty arpents in superficies, known and designated as being a part of lot No. two hundred and fourteen (P. 214) on the official plan and book of reference of said parish, bounded as follows; on the east side by the Fabric lands, on the west side by Ephrem Gadbois, on the south side by Amyot stream, and on the north side by the residue of said number 214.

4. A lot of land situate in the village of Saint Denis, containing about thirty arpents in superficies, known and designated on the official plan and book of reference of said parish

étant le résidu du dit numéro deux cent quatorze (P. 214), renfermée dans les bornes suivantes: du côté est par les terres de la fabrique, du côté ouest par Ephrem Gadbois, du côté sud par le résidu du dit lot No 214 du cadastre susdit, et du côté nord par Alphonse Pétrin,—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues les terres décrites aux paragraphes un et deux, *séparément*, et celles décrites aux paragraphes trois et quatre, *en bloc*, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, le ONZIÈME jour de DECEMBRE prochain (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 31 octobre 1914. 5367
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 10. } AUGUSTE MONAST, Demandeur; contre HORMISDAS BENOIT, Défendeur;

et

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 3884. } DME ALICE LEDUC, Demanderesse; contre HORMISDAS BENOIT, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le rang de la Branche du Pin Rouge, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant le lot numéro cent (100)—avec bâtisses y érigées.

2. Un autre terrain, de forme irrégulière, situé à la profondeur du rang du ruisseau Saint-Louis, en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme étant le lot numéro cent soixante-trois (163), ayant une superficie totale d'environ un arpent et vingt-trois perches.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, ville de Marieville, JEUDI, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain (1914), à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 2 novembre 1914. 5405
[Première publication, 7 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 367. } ROMUALD BEDARD, requérant-cession; vs J. N. O. CLEMENT, Débiteur-Insolvable et L. Georges Pellerin, Curateur.

1. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, sur la troisième avenue du côteau Saint-Louis—avec une maison en bois et boutique dessus construites et dépendances, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-neuf (89) de la subdivision du lot

of Saint Denis, as being the residue of lot No. 214, bounded as follows; on the east side by the Fabric lands, on the west side by Ephrem Gadbois, on the south side by the residue of said No. 214, and on the north side by Alphonse Petrin—with buildings thereon erected.

To be sold lots described in the first and second paragraphs, *separetely*, and those described in the third and fourth paragraphs, *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Saint Denis, on the ELEVENTH day of DECEMBER next (1914), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Hyacinth, 31st October, 1914. 5368
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 10. } AUGUSTE MONAST, Plaintiff; against HORMISDAS BENOIT, Defendant;

and

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 3884. } DME ALICE LEDUC, Plaintiff; against HORMISDAS BENOIT, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the range of La Branche du Pin Rouge, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as being lot number one hundred (100)—with buildings thereon erected.

2. A piece of ground, of irregular form, situate at the depth of range of Saint Louis stream, in the parish of Sainte Marie de Monnoir, known and designated on the official plan and book of refernce of said parish, as being lot number one hundred and sixty three (163), being about an arpent and twenty three perches in superficies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Marie de Monnoir, city of Marieville, THURSDAY, on the TENTH day of DECEMBER next, (1914), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Hyacinthe, 2rd November, 1914. 5406
[First published, 7th November, 1914.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 367. } ROMUALD BEDARD, Petitioner for assignment; vs. J. N. O. CLEMENT, Insolvent-Debtor and L. Georges Pellerin, Curator.

1. A lot of land situate in the city of Three Rivers, on the third avenue of Coteau Saint Louis—with a wooden house and shop erected thereon and dependencies, the said lot of land being known and designated as the lot number eighty nine (89) of the subdivision of the lot

treize cent soixante et quatre (1364) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières;

2. Un terrain situé sur le boulevard Saint-Louis dans la cité des Trois-Rivières—avec une maison à deux logements en bois lambrissée en briques et dépendances, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et six (66) de la subdivision du lot numéro treize cent soixante et quatre (1364), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières;

3. La moitié indivise du terrain situé au coin du boulevard Saint-Louis et la troisième avenue en la cité des Trois-Rivières—avec la moitié indivise d'une maison en bois lambrissée en briques à six logements, actuellement en construction, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et huit (68) de la subdivision du lot treize cent soixante et quatre (1364) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendus au bureau du Shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 3 novembre 1914. 5477

[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } JEAN-BAPTISTE LORANGER, Demandeur; vs LUDGER DUHAIME, Défendeur.
No 250. }

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé sur la rue Sainte-Elizabeth, en la ville de Louisville, connu et désigné par le numéro cinq cent quarante-quatre (544) des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Louisville, contenant deux perches et quatre pieds de largeur sur sept perches et douze pieds de profondeur—avec une maison et les dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, en la ville de Louiseville, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 3 novembre 1914. 5479

[Première publication, 7 novembre 1914.]

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J. BEAULIEU, Créancier-Requérant; vs MAURICE GARCEAU, Failli, et Sylviano Dugal, Curateur.
No 376. }

Comme appartenant au dit failli, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse du Sacré-Cœur, Baie de Shawinigan, étant la subdivision numéro onze, du lot numéro six (6-11), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrégistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A la charge d'une servitude passive sur le dit lot No 6-11 pour garantir le droit aux propriétaires du lot No 6-10 de laisser la shed et la cuisine construite sur ce dernier lot là où elles sont actuellement tant que leur propriétaire ne les déplacera pas, bien que cette cuisine et cette shed empiètent de quelques pieds sur le dit lot 6-11.

thirteen hundred and sixty four (1364), of the official cadastre of the city of Three Rivers;

2. A lot of land situate on Saint Louis Boulevard, in the city of Three Rivers—with a two tenement wooden house coated with bricks and dependencies, the said lot of land being known and designated as the lot number sixty six (66), of the subdivision of the lot number thirteen hundred and sixty four (1364), of the official cadastre of the city of Three Rivers;

3. The undivided half of the lot of land situate at the corner of Saint Louis Boulevard and Third Avenue, in the city of Three Rivers—together with the undivided half of a six tenement wooden house coated with brick, now under construction, the said lot of land being known and designated as the lot number sixty eight (68) of the subdivision of the lot thirteen hundred and sixty four (1364) of the official cadastre of the city of Three Rivers.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house, of the city of Three Rivers, on Notre Dame street, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 3rd November, 1914. 5478

[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } JEAN-BAPTISTE LORANGER, Plaintiff; vs LUDGER DUHAIME, Defendant.
No. 250. }

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on Sainte Elizabeth street, in the town of Louiseville, known and designated under the number five hundred and forty four (544), of the official plan and book of reference for the said town of Louiseville, containing two perches and four feet in width by seven perches and twelve feet in depth—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the town of Louiseville, on the TENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 3rd November, 1914. 5480

[First published, 7th November, 1914.]

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } J. BEAULIEU, Creditor Petitioner; vs MAURICE GARCEAU, Insolvent, and Sylviano Dugal, Curator.
No. 376. }

As belonging to the said insolvent, the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the parish of Sacre Cœur, Bay of Shawinigan, being the subdivision number eleven of the lot number six (6-11), of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Boniface de Shawinigan—with the buildings erected thereon] circumstances and dependencies.

Subject to a passive servitude upon the said lot No. 6-11, to guarantee the right of the owners of the lot No 6-10 to leave the shed and kitchem erected upon this last lot in their actual place as long as the owner thereof shall not remove them, though the said shed and kitchem encroach for a few feet upon the said lot 6-11.

Aussi à la charge d'un passage mitoyen pour l'utilité et avantage des propriétaires des dits lots Nos 6-10 et 6-11 dans l'espace de terrain vacant entre les magasin et bâtisses de M. Dessureault et les maisons et bâtisses du dit failli Maurice Garceau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur, Baie de Shawinigan, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 4 novembre 1914. 5483
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 579. } ADRIEN DE MONTIGNY, Demandeur; vs J. N. OMER CLEMENT et XAVIER CLEMENT, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Xavier Clement, conjointement et solidairement défendeur, savoir:

La moitié indivise d'un terrain situé aux coins du boulevard Saint-Louis, de la troisième avenue, en la cité des Trois-Rivières, avec la moitié indivise d'une maison en bois lambrissée en briques, à six logements, actuellement en construction, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et huit (68) de la subdivision du lot numéro treize cent soixante et quatre (1364) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendu au bureau du shérif, du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 3 novembre 1914. 5481
[Première publication, 7 novembre 1914.]

Subject also to a common passage for the use and advantage of the owners of the said lots 6-10 and 6-11 in the vacant space between the store and buildings of Mr. Dessureault and the house and buildings of the said insolvent Maurice Garceau.

To be sold at the church door of the parish of Sacre Cœur, Bay of Shawinigan, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 4th November, 1914. 5484
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 579. } ADRIEN DE MONTIGNY, Plaintiff; vs J. N. OMER CLEMENT and XAVIER CLEMENT, jointly and severally, Defendants.

As belonging to Xavier Clement, jointly and severally defendant, to wit:

The undivided half of a piece of land situate at the corner of Saint Louis Boulevard and Third Avenue, in the city of Three Rivers, together with the undivided half of a six tenement wooden house coated with bricks, now under construction, said piece of land known and designated as being the lot number sixty eight (68) of the subdivision of the lot number one thousand three hundred and sixty four (1364) of the official cadastre of the city of Three Rivers.

To be sold at the sheriff's office, of the district of Three Rivers, in the court house, of the city of Three Rivers, on Notre Dame street, on the NINTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 3rd November, 1914. 5482
[First published, 7th November, 1914.]

Proclamation

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Procureur Général.* } ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Trois-Rivières, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Attorney General* } WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Three Rivers, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Eccle-

ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Notre-Dame des Neiges, dans les comtés de Saint-Maurice et Maskinongé, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir: La paroisse de Notre-Dame des Neiges, qui est composée de démembrements des paroisses de Saint-Barnabé de Gatineau, de Saint-Sévère, de Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice, et de Saint-Paulin, dans le comté de Maskinongé, comprend en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de chacune de ces paroisses;

Dans la paroisse de Saint-Barnabé de Gatineau, les lots Nos de 372 à 416 inclus, dans le rang 1, de 417 à 450 inclus dans le rang II, de 516 à 544 inclus, dans le rang III, de l'augmentation de Caxton, et de 117 à 177 inclus, dans les concessions "Saint-Joseph" côtés sud-ouest et nord-est, du fief Gatineau;

Dans la paroisse de Saint-Sévère, les lots Nos. 142, 143, 144, 145, 149, 151 et les parties, situées au nord-est de la rivière du Loup, des lots Nos 140, 141, 146, 147, 148, 150, dans la concession "Bellechasse" du sus-dit fief Gatineau;

Dans la paroisse de Saint-Elie, les ots Nos 1, 2A 2B, 2C, dans le rang I, 1A, 1B, 2, dans le rang II, 1, 2A, 2B, 2C, 2D, 3, 4A, dans le rang III, 1, 2A, dans le rang V, et 1, 2A, 2B, 3A, 3B, 3C, 4A, dans le rang VI, du canton Caxton;

Dans la paroisse de Saint-Paulin, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, dans la concession des "Chaudières" du canton Hunterstown.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Notre-Dame des Neiges, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Notre-Dame des Neiges, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SIXIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

5493 Sous-secrétaire de la province.

---

siastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Notre Dame des Neiges, in the county of Saint Maurice and Maskinongé, in the said Roman Catholic Diocese of Three Rivers, to be as follows, that it to say: The parish of Notre Dame des Neiges, which is composed of dismemberments of the parishes of Saint Barnabé de Gatineau, of Saint Sévère, of Saint Elie, in the county of Saint Maurice, and of Saint Paulin, in the county of Maskinongé, comprises, with reference to the numbering of the lots of the official cadastre of each of the above parishes;

In the parishes of Saint Barnabé de Gatineau, the lots from No. 372 to 416 inclusive, in range 1, from 417 to 450 inclusive in range II, from 516 to 544 inclusive in range III, of the augmentation of Caxton, and from 117 to 177 inclusive in the concessions "Saint Joseph" south west and north east sides of Fief Gatineau;

In the parish of Saint Sévère, the lots Nos. 142, 143, 144, 145, 149, 151 and the portions, situated to the north east of Rivière du Loup, of lots Nos. 140, 141, 146, 147, 148, 150, in Bellechasse concession of the aforesaid Fief Gatineau;

In the parish of Saint Elie, the lots Nos. 1, 2A, 2B, 2C, in range I, 1A, 1B, 2 in range II, 1, 2A, 2B, 2C, 2D, 3, 4A, in range III, 1, 2A, in range V, and 1, 2A, 2B, 3A, 3B, 3C, 4A in range VI of the township of Caxton;

In the parish of Saint Paulin, the lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, in the concession of "Chaudières" of the township of Hunterstown.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Notre Dame des Neiges aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Notre Dame des Neiges, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby requireh to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

5494 Deputy Provincial Secretary.

NOV 6 1914

Avis du Gouvernement

1177-11

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 5 novembre 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Port Daniel ouest, dans le comté de Bonaventure, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Port Daniel, savoir:

1. La partie de terrain comprise entre les Nos 144 à 163, (Nos 18, 19, 20, 21, 22, Z et le banc, plan du département des Terres) rang ouest du Hâvre;

2. Les Nos 705 à 706 du même cadastre (Nos V et Y rang V du plan);

3. Les Nos 785, 786 et la partie connue sous le nom "Les Près" (Marches) rang VI (Nos 1819, 20 et 21 du plan, rang VI);

4. Le No 21 rang VII, même cadastre, et d'annexer tout ce territoire à celle de Port Daniel est, même comté. 5487

Government Notices

1177-11

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 5th November, 1914.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Port Daniel West, in the county of Bonaventure, the following lots of the official cadastre of Port Daniel, to wit:

1. That parcel of the land comprised between the Nos. 144 to 163 (Nos. 18, 19, 20, 21, 22, Z and the Sandy Beach, plan of the Land Department) west range of the harbour;

2. The Nos. 705 to 706 of the same cadastre (Nos. V and Y range V of plan);

3. The Nos. 785, 786 and the part known under the name of "Les Près" (Marches) range VI (Nos. 18, 19, 20 and 21 of plan range VI);

4. The No. 21 range VII, same cadastre, and to annex all the above territory to the school municipality of Port Daniel East, same county. 5488

Applications to the Legislature

Avis public est par le présent donné que Dame Charlotte Smithers, veuve de feu Joseph Bowles Learmont en son vivant de la cité de Montréal, et "The Royal Trust Company", exécuteurs testamentaires du dit feu Joseph Bowles Learmont, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi les autorisant à donner à la puissance du Canada ou à ses fidéi-commissaires, la maison de feu Major Général James Wolfe, connue sous le nom de "Quebec House", à Westerham dans le comté de Kent en Angleterre, avec les jardins, écuries et leurs appartenances.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 3 novembre 1914. 5459

Province de Québec,
District de Joliette.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte la loi 27 Victoria, chapitre 23, et les lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et notamment pour les fins suivantes: annexion de nouveau territoire, confection d'une liste pour les élections municipales, confection d'un rôle de perception, annuel de la taxe de l'eau, amendements à l'article 5680 des S. R. P. Q., 1909, et divers autres objets généralement.

LADOUCEUR & GRENIER,
Procureurs de la corporation de la ville de Joliette.

Joliette, 2 novembre 1914. 5455

Demandes à la Législature

Public notice is hereby given that Dame Charlotte Smithers, widow of the late Joseph Bowles Learmont, in his lifetime of the city of Montreal and the Royal Trust Company, executors of the last will and testament of the said late Joseph Bowles Learmont, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them to give to the Dominion of Canada or to trustees therefor, the home of the late Major General James Wolfe, known as "Quebec House", in Westerham in the county of kent in England, together with the gardens, stables and appurtenances thereunto belonging.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 3rd November, 1914. 5460

Province of Quebec,
District of Joliette.

Notice is hereby given that the corporation of thetown of Joliette will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act amending its charter act 27 Victoria, chapter 23, and amendments thereto, for the purposes of being granted additional powers and especially the following annexion of new territories, preparation of a voters list for municipal elections, the making of a collection roll for water taxes, amendments to article 5680 R. S. P. Q., 1909, and various other objects generally.

LADOUCEUR & GRENIER,
Attorneys of the corporation of the town of Joliette

Joliette, 2nd November, 1914. 5456

Avis Divers

Cour supérieure, Beauce, No 1974. Zélia Pomerleau, épouse commune en biens de Ludger Bilodeau, charron, de Sainte-Marie de Beauce,

Miscellaneous Notices

Superior Court, Beauce, No. 1974. Zelia Pomerleau, wife common as to property of Ludger Bilodeau, wheel-wright, of Sainte-Marie, has.

a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 28 octobre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 4 novembre 1914. 5403

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 141.

Dame Joséphine Trudel, de Québec, épouse de François Plante, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

François Plante, de Sant-Pierre, Isle d'Orléans, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, ce jour.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Procs. demanderesse.

Québec, 3 novembre 1914. 5385

nstituted an action in separation as to property against her husband, on the 28th October, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 4th November, 1914. 5404,

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 141.

Dame Joséphine Trudel, of Quebec, wife of François Plante, duly authorized, Plaintiff;

vs.

François Plante, of Saint Peter of the Island of Orleans, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the case, this day.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Plaintiff's Attorneys.

Quebec, 3rd November, 1914. 5386

Avis de Faillite

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 13-a-368.

Samuel Taylor, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

E. ARNOVITZ,

Montréal, 29 octobre 1914. 5421

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 350.

Frank Steinberg Reg., a, ce jour, fait cession de ses biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

S. ARNOVITZ,

Montréal, 29 octobre 1914. 5419

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 65.

Re Thomas Voyer, marchand, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a, le 2ième jour de novembre, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure, à Québec, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre.

Québec, 5 novembre 1914. 5417

In re John Englandhart, marchand, Grand Pabos,

Avis est par le présent donné que le dit insolvable nous a fait une cession judiciaire, le 31ième jour d'octobre 1914.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.

Bureau: 98, rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 4 novembre 1914. 5415

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 13-*a*-368.

Samuel Taylor, has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

S. ARNOVITZ.

Montreal, 29th October, 1914. 5422

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 350.

Frank Steinberg Reg., has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

S. ARNOVITZ,

Montreal, 29th October, 1914. 5420

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 65.

Re Thomas Voyer, merchant, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, on the 2nd November, 1914, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors ot the office of the Prothonotary of the Superior Court, at Quebec, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional Guardians.

Offices: "Dominion" building.
126, Saint Peter, street.

Quebec, 5th November, 1914. 5417

In re John Englandhart, merchant, Grand Pabos.

Notice is hereby given that the said insolvent has, made us a judicial assignment, on october 31st, 1914.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.

Office: 98, Saint Peter street, Quebec.

Quebec, 4th November, 1914. 5416

---

3 NOV 1914

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,

Abraham Nehmy, Saint-Joseph de Lévis, comté de Lévis, marchand, a, le 30 octobre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44-46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 octobre 1914. 5413

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 329.

In re Wall Bros, Montréal, Insolvables.

Avis est donné que le 4 novembre 1914, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 novembre 1914. 5433

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Joseph Oscar Authier, Maisonneuve.

Avis est donné que le 4 novembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé qui avait fait un abandon judiciaire le 26 octobre 1914.

Les réclamations doivent être produites sous trente jours.

A. TURCOTTE, SR,
J. A. TURCOTTE, JR,
Curateurs.

Bureaux de Kent & Turcotte, Montréal. 5431

District de Montréal.

Re Arthur Poitras, épicier, Montréal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 29 octobre 1914, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub. gardien provisoire.

107 rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 novembre 1914. 5429

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Joseph L. Pelletier, de la cité de Québec, marchand, a, le 2 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 octobre 1914. 5411

Superior Court.

Canada.
Province of Quebec,
District of Quebec.

Abraham Nehmy, Saint Joseph de Lévis, Levis county, merchant, has, on the 30th of October, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44-46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 4th November, 1914. 5413

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 329.

In re Wall Bros, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 4th November, 1914, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named who have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be fyled at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99 Saint James street.
Montreal, 7th November, 1914. 5434

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Joseph Oscar Authier, Maisonneuve.

Notice is hereby given that on the 4th November, 1914, we have been appointed joint curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets on the 26th October, 1914.

Claims duly attested must be fyled within thirty days from this date.

A. TURCOTTE, SR,
J. A. TURCOTTE, JR,
Curators.

Office of Kent & Turcotte, Montreal, 5432

District of Montreal.

Re Arthur Poitras, grocer, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th of October 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creitors, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub. Provisional Guardian.

107 Saint James street.
Montreal, 4th November, 1914. 5430

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Joseph L. Pelletier of the city of Quebec, merchant, has on the 2nd of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 4th November, 1914. 5412

District de Montréal.

Re Melle C. Menard, modiste, Montréal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 2e jour de novembre 1914, la dite insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub. gardien provisoire.

107 rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 novembre 1914. 5427

Province de Québec,
District de Québec.
Re Louis Picard, commerçant, Québec,
Insolvable.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure en date du 5 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

ARTHUR E. SIMARD,
Curateur.

Bureau, 64 rue Saint-Joseph, Québec.
Québec, 5 novembre 1914. 5489

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re F. Davies, marchand de Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 4ième jour de novembre 1914 par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 4 novembre 1914. 5443

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Eugène Doray, marchand de Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 26ième jour d'octobre 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 4 novembre 1914. 5441

District de Montréal.

Re Barney White, hardes faites, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le 3ième jour de novembre 1914, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub. gardien provisoire.

107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 novembre 1914. 5425

District of Montreal.

Re Miss C. Menard, milliner, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd of November, 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of her assets for the benefit of her creditors, according to law.

EUGENE PROVOST,
Sub. Provisional Guardian.

107 Saint James street.
Montreal, 4th November, 1914. 5428

Province of Quebec,
District of Quebec.
Re Louis Picard, trader, Quebec,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court bearing date the 5th November, 1914, I was appointed curator to the property of the above insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from the date of this notice.

ARTHUR E. SIMARD,
Curator.

Office, 64 Saint Joseph street, Quebec.
Quebec, 5th November, 1914. 5490

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re F. Davies, merchant of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the fourth day of November, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assest of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11 Place d'Armes.
Montreal, 4th November, 1914. 5444

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Eugène Doray, merchant of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-sixth day of October, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11 Place d'Armes.
Montreal, 4th November, 1914. 5442

District of Montreal.

Re Barney White, clothier, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 3rd of November, 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub. Provisional Guardian.

107, Saint James street.
Montreal, 4th November, 1914. 5426

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.
No 6965.

Dans l'affaire de J. Ernest Gaudet, hôtelier de la paroisse de Saint-Patrick, de Rawdon,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 29ième jour d'octobre 1914, par une ordonnance de la Cour supérieure nous avons été nommés curateurs des biens du susdit failli.

Les réclamations assermentées devront être déposées entre nos mains sous trente jours de cette date.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
& J. CONRAD PERREAULT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Robitaille & Fontaine
Comptables et liquidateurs,
24, rue Saint-Paul, Joliette.
Joliette, 3 novembre 1914. 5435

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Albert S. Kelly, marchand de Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 4ème jour de novembre 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur

Edifice: "Banque de Québec,
No 11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 4 novembre 1914. 5445

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.
In re Dme Joseph Dupré, Regtd de la ville de Saint-Ours,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 22ième jour d'octobre 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 4 novembre 1914. 5439

Cour Supérieure.

District de Montréal.
In re Paul Ethier, épicier de Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 13ème jour d'octobre 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice des créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 4 novembre 1914. 5437

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.
No. 6965.

In the matter of J. Ernest Gaudet, hotel-keeper of the parish of Saint Patrick of Rawdon, said district,
Insolvent.

Notice is hereby given, that by an order of the Superior Court, dated 29th October, 1914, we have appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed in ours hands within thirty days from this date.

ALEXANDRE ROBITAILLE
& J. CONRAD PERREAULT,
Joint curators.

Office of Robitaille & Fontaine
Accountants and liquidators,
24, Saint Paul street, Joliette.
Joliette, 3rd November, 1914. 5436

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Albert S. Kelly, merchant of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the fourth day of November, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and asset of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 4th November, 1914. 5446

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.
In re Dme Joseph Dupré, Regtd, of the town of Saint-Ours,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-second day of October, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11 Place d'Armes.
Montreal, 4th November, 1914. 5440

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Paul Ethier, grocer, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 13th day of October, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11 Place d'Armes.
Montreal, 4th November, 1914. 5438

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Mme R. Carok, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le troisième jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens de la dite insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment, dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints

Bureau de Michaud & Desrosiers,
Chambre 24, 55 rue Saint-François-Xavier.
Montréal, 5 novembre 1914. 5495

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Nap. Deguire, Plombier, de la ville d'Outremont, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 24 novembre 1914, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque Québec".
11 Place-d'Armes, Montréal.
Montréal, 7 novembre 1914. 5447

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.
No 238.

In re Robert G. Crowell, village de Sutton, P. Q., Failli.

Avis est par la présente donné, que le troisième jour de novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la succession sont priées de les produire entre mes mains sous trente jours de cette date.

G. E. MARTIN,
Curateur.

Bureau: 211, McGill, Montréal.
Montréal, 4 novembre 1913. 5449

District de Montréal.

Re Ed. Loranger, épicier, Montréal, Failli.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 23 octobre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

EUGENE PREVOST,
Curateur.

Bureau de Prévost & Bédard,
107, Saint-Jacques.
Montréal, 4 novembre 1914. 5423

In re Isaac J. Ouellette, Marchand, Papineauville, P. Q.,

Avis vous est par le présent donné que j'ai été ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyé dans les trente jours de cet avis, si elles ne m'ont pas déjà été transmises

J. P. COUTURE,
Curateur.

Hull, 3 novembre 1914. 5399

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Mrs. R. Carok, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 3rd day of November, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to fyle same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & Desrosiers,
Room 24, 55, Saint Franxois-Xavier street.
Montreal, 5th November, 1914. 5496

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Nap. Deguire, plumber, of the city of Outremont, Insolvent.

A first and final sheet of dividend has been prepared in this matter and will be open to objection until the 24th day of November 1914, after which date the dividend will be payable at my office.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 7th November, 1914. 5448

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.
No. 238.

In re Robert G. Crowell, village of Sutton, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that on the third day of November, 1914, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All parties having claims against the estate are requested to fyle same with me within thirty days from this date.

G. E. MARTIN,
Curator.

Office: 211, McGill, Montreal.
Montreal, 4th November, 1914. 5450

District of Montreal.

Re Ed. Loranger, grocer, Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 23rd October, 1914, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days from this notice.

EUGENE PREVOST,
Curator.

Office of Prévost & Bédard,
107, Saint James street,
Montreal, 4 Novembre, 1914. 5424

In re Isaac J. Ouellette, merchant, Papineauville, P. Q.

Notice is hereby given to you, that, by order of the court, I have been appointed, to day curator in this matter.

Sworn claims must be sent to me within thirty days, if they are not yet filed with me.

J. E. Couture,
Curator.

Hull, 3rd November, 1914. 5400

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé.
Re Henri Beaulieu, Marchand, Chandler,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 29ème jour d'octobre 1914, le dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure à Percé suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.

Bureaux: "Edifice Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 29 octobre 1913. 5485

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Pyke Motor & Yatch Company, Failli;
& Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, que J. Art. Pyke, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Subrogé gardien provisoire.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 3 octobre 1914. 5457

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans la Cour Supérieure de la province de Québec.
Province de Québec,
District de Montréal,
No 18*a*-371.
Dans l'affaire de J. Hershcovi, "The Ideal Ladies Cloak & Novelty Mfg. Co.", Failli.

Il est par le présent ordonné aux créanciers du dit failli de paraître devant un des juges de cette cour, dans la salle d'audience No 31, dans le palais de justice, à Montréal, le treizième jour de novembre 1914, à dix heures de l'avant-midi, afin de donner leur avis touchant la nomination d'un curateur et des inspecteurs aux biens du dit failli.

N. B. CORDEAU,
Député protonotaire, C. S.
Montréal, 4 novembre 1914. 5465

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Eli Lazarus & Charles A. Kaplan, "The Eagle Skirt & Cloak Co.", Insolvables.

Avis est par le présent donné que les susdits insolvables ont, ce troisième jour de novembre 1914, fait une cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Subrogé gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame est, Montréal, P. Q.

Montréal, 4 novembre 1914. 5461

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 18-2-371.
In re J. Hershcovici, "The Ideal Ladies Cloak & Novelty Mfg.", Montreal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, a, ce troisième jour de novembre 1914, fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du proto-

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé.
Re Henri Beaulieu, Merchant, Chandler,
Insolvent.

Notice is hereby given that on 29th day of October, 1914, the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court at Percé, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional-Guardians.

Offices: "Dominion Building",
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 29th October, 1914. 5486

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Pyke Motor & Yatch Company, Insolvent;
& Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that J.-Art. Pyke, has, this day, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Sub-Provisional-Guardian.

No. 60, Notre Dame East, Montreal.
Montreal, 3rd October, 1914. 5458

CALLING IN CREDITORS.

In the Superior Court of the Province of Quebec.
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 18*a*-371.
In the matter of J. Hershcovi, "The Ideal Ladies Cloak & Novelty Mfg. Co.", Insolvent.

The creditors of said insolvent are hereby ordered to appear before one of the Judges of this Court room No. 31 in the Court House, at Montreal, on the 13th day of November, 1914, at ten of the clock in the forenoon, in order to give their advice touching the appointment of a curator and inspectors to the property of said insolvent.

N. B. CORDEAU,
Deputy Prothonotary, S. C.
Montreal, 4th November, 1914. 5466

Superior Court.

Province fo Quebec,
District of Montreal.
In re Eli Lazarus & Charles A. Kaplan, "The Eagle Shirt & Cloak Co.", Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this 3rd day of November, 1914, made a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. Provisional Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street, east, Montreal, P. Q.
Montreal, 4th November, 1914. 5462

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 18-2-371.
In re J. Hershcovici, "The Ideal Ladies Cloak & Novelty Mfg.", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this 3rd day of November, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the

notaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal.

H. H. BEAULIEU,
Député gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame est, Montréal, Qué.,
Montréal, 4 novembre 1914. 5463

Licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, le treizième jour d'octobre et le trois novembre, dix-neuf cent quatorze, en la cité de Sherbrooke, dans une cause dans laquelle, Charles Brazzel, cultivateur du canton d'Eaton, district de Saint-François, est le demandeur; et Georges Brazzel et Bradford Brazzel, tous deux de Olympia, dans l'état Washington, un des Etats Unis de l'Amérique, dame Ruby May Frizzel, de Pittsburg, dans l'Etat de Pensylvanie, un des Etats Unis de l'Amérique, dame Nettie Mary Brazzel, épouse de Joseph F. Johnson, de Bethlehem, dans l'état du New-Hampshire, un des Etats Unis de l'Amérique, et le dit Joseph F. Johnson, pour autoriser sa dite épouse, dame Alberta C. Desruisseaux, épouse de feu Ernest Brazzel, du canton de Eaton, district de Saint-François, en sa qualité de tutrice à son enfant mineure Marie Doris Lena Brazzel, du canton d'Eaton, et Herbert E. Todd. du canton d'Eaton, cultivateur, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Ernest Brazzel, sont les défendeurs, étant le numéro 545, des dossiers de la dite cour, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Certte certaine propriété consistant en une ferme située dans le canton d'Eaton, connue et désignée sur le plan officiel et livre de référence pour le dit canton de Eaton, comme le lot No 19*a*, dans le 8ième rang du dit canton d'Eaton, contenant 210 acres plus ou moins, avec bâtisses et améliorations dessus faites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIÈME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

A. NICOL,
Procureur du demandeur.

Sherbrooke, le deux novembre 1914. 5407

Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal.

H. H. BEAULIEU,
Dep. Prov. Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street east.
Montreal, 4th November, 1914. 5464

Licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis, on the thirteenth day of October, and on the 3rd day of November, nineteen hundred and fourteen, in a cause in which Charles Brazzel, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, farmer, is plaintiff; and George Brazzel and Bradford Brazzel, both of Olympia, in the State of Washington, one of the United States of America, Dame Ruby May Frizzel, of Pittsburg, in the States of Pennsylvania, one of the United States of America, Dame Nettie Mary Brazzel, wife of Joseph F. Johnson, of Bethlehem, in the State of New Hampshire, one of the United States of America, and the said Joseph F. Johnson for the purpose of authorizing his said wife, Dame Alberta C. Desruisseaux, wife of the late Ernest Brazzel, of the township of Eaton, district of Saint Francis, in her quality of Tutrix to her minor child Marie Doris Lena Brazzel, and Herbert E. Todd, of the township of Eaton, farmer, in his quality of Curator to the vacant estate of the late Ernest Brazzel, are defendants, under the number 545, of the records of the said court, ordering the licitation of certain immoveable designated as follows:

That certain property consisting of a farm situated in the township of Eaton, known and designated as lot No. 19*a*, in the 8th range on the cadastral plan and book of reference for the said township of Eaton, said district, containing 210 acres more or less, with the buildings and appartenances.

The immoveable hereinabove described will be put to auction and adjuged to the last and highest bidder, on the NINTH day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house, in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the licitation, must be fyled in the office of the Prothonotary of the said court, at least twelve day before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be fyled with in six days after adjudication; and failing the parties to fyle such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

A. NICOL,
Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 2nd November, 1914. 5408

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.

Avis est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le deuxième jour de novembre 1914, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la ville de Longueuil, MERCREDI, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi, à raison d'une réclamation de la ville de Longueuil, pour taxes et contributions foncières dues, et pour taxes scolaires dues aux Commissaires d'école catholique de la ville de Longueuil, telles que détaillées dans la dite cédule.

No d'ordre. — No. of Order.	Quartier. — Ward.	No du cadast. — Cadastral No	Subdivision.	No de la rue. — Street No.	Rue. — Streets.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor
70	Un.....	1	62,71,72 73	.....	Metcalf.....	Succession—Estate O. Dufresne.....
82	Un.....	1	161	.....	Lisgar.....	Art. Dansereau, fils–son.....
212	Un.....	57	.....	.....	St-André....	Apolline Lamarre, épouse de—wife of J.-H. Brousseau.....
222	Un.....	Ptie 71	2	.....	St-Adolphe..	do do do do.....
226	Un.....	Ptie 71	4	.....	" ..	do do do .....
228	Un.....	Ptie 71	3	.....	" ..	do do do .....
231	Un.....	Ptie 71	1	12	" ..	do do do .....
233	Un.....	73	.....	.....	" ..	do do do .....
441	Deux.....	348	231	.....	Grant.....	Charles Marshall.....
480	Deux.....	132	.....	3	St-Alexandre	N. J. E. Beaudry.....
571	Deux.....	Ptie 142	.....	20	St-Alexandre	Dame Gert. Delorimier.....
918	Trois.....	Ptie 244	.....	43	Guilbault....	Succession—Estate A. Dragon.....
932	Trois.....	343	Ptie 11	.....	" ...	L. E. Geoffrion.....
934b	Trois.....	343	24	.....	" ...	do .....
935	Trois.....	343	A	.....	" ...	J. P. Benoît.....
1001	Quatre....	200	64 Pt. 65	.....	Labonté.....	Dlle—Miss M T. Brunet.....
1103	Quatre....	198	1,2,3,4	.....	Queen.....	M. B. J. Diamond.....
1151	Quatre....	197	½-26 N.O.	.....	Montarville .	Jack Elliott.....
1200	Quatre....	154	Ptie 28	.....	Grand-Tronc.	Succession—Estate A. Williams—Succession—Estate O. Dufresne.....
1208	Quatre....	154	Ptie 53	.....	Victoria.....	Succession–Estate S. Bonneville.....
1209	Quatre....	154	Ptie 54	.....	"	Hon. Bradley Barlow.....
1250	Quatre....	154	Ptie 114	.....	"	Alice Dessaulles, épouse de—wife of Henri Beaudry.....
1104	Quatre....	199	135, 136, 137, 138	.....	Quinn.....	M. B. J. Diamond.....

Pour être vendues à mon bureau, dans la ville de Longueuil, MERCREDI, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi. Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale suivant l'article 5763 Statuts refondus de Québec de 1909.

E. H. LEVEILLE,
Greffier.

Bureau du greffier,
Longueuil, 4 novembre 1914.

5401

NOTICE OF SALE OF IMMOVEABLES.

Public notice is hereby given that the immoveable properties mentioned and more particularly described in schedule filed in my office, the second day of November, 1914, will be sold by me, at my office, in the town of Longueuil, on WEDNESDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the town of Longueuil, for taxes and assessments due, and for school taxes due to the Board of Commissioners of Catholic Schools of the town Longueuil, as detailed in the said schedule.

Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of Claims.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Taxes scolaires. — School taxes	Total.
$20.20	Cotisat. annuelles.–Ann. assessments	$10.75	" " "	30.95
10.90	" " "	5.73	" " "	16.63
19.00	" " "	3.15	" " "	22.15
25.25	" " "	3.95	" " "	29.20
3.38	" " "	8.13	" " "	11.51
18.25	" " "	2.89	" " "	21.14
40.85	" " "	8.14	" " "	48.99
27.00	" " "	46.38	" " "	73.38
13.00	" " "	.....	" " "	13.00
77.98	" " "	.....	" " "	77.98
58.52	" " "	32.15	" " "	90.67
30.86	" " "	23.78	" " "	54.64
2.25	" " "	1.00	" " "	3.25
6.75	" " "	1.00	" " "	7.75
14.55	" " "	7.73	" " "	22.28
38.25	" " "	.....	" " "	38.25
52.00	" " "	.....	" " "	52.00
21.95	" " "	.....	" " "	21.95
21.00	" " "	.....	" " "	21.00
28.00	" " "	.....	" " "	28.00
34.00	" " "	4.90	" " "	38.90
14.00	" " "	1.20	" " "	15.20
39.00	" " "	.....	" " "	39.00

To be sold at my office, in the town of Longueuil, on WEDNESDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon. A deposit shall be exacted from the highest of bidder final adjudication, according to the article 5763 Revised Statues of Quebec, 1909.

E. H. LEVEILLE,
Town Clerk.

Town Clerk's Office,
Longueuil, 4th November, 1914.

5402

Resolution

PROVINCE DE QUEBEC

Municipalité de la seconde division du comté de Matane.

Aux habitants des municipalités de Saint-Antoine de Padoue de Kempt et de Saint-Damase.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Henri Lemarié, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que le dit conseil, à une session, tenue dans l'édifice du bureau d'enregistrement, en le village de Saint-Benoit-Joseph-Labre d'Amqui, mercredi, le neuf septembre mil neuf cent quatorze,a adopté la résolution: Que tout ce territoire situé dans le dit comté composé des lots quatre, cinq et six du rang huit du canton Cabot, faisant présentement partie de la municipalité de Saint-Damase et des lots sept et huit du dit rang et du canton susdit, n'appartenant encore à une municipalité soit, par les présentes, détaché de la dite municipalité de Saint-Damase et annexé à la municipalité de Saint-Antoine de Padoue de Kempt, laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le 31 octobre dernier.

Donné ce troisième jour de novembre 1914.

HENRI LEMARIE,
Secrétaire-trésorier

5453 S. T. C. C. de Matane No 2

Resolutfon

PROVINCE OF QUEBEC

Municipality of the second division of the county of Matane.

To the inhabitants of the municipalities of Saint-Antoine de Padoue de Kempt and of Saint Damase.

Public notice is hereby given by the undersigned Henri Lemarié, secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the said council, at a meeting,held in the registry office building, in the village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, on Wednesday, the ninth day of September, one thousand nine hundred and fourteen, has passed the following resolution: That all the territory situate in the said county composed of the lots four, five and six of the eight range of the township of Cabot, presently forming part of the municipality of Saint Damase and of lots seven and eight of the said range of aforesaid township, not presently forming part of any municipality, be and is hereby detached from the said municipality of Saint Damase and be and is hereby annexed to the municipality of Saint Antoine de Padoue de Kempt, the said resolution having been approved by the Lieutenant-Governor in Council, according to notice received at the office of the said council, the 31st October last.

Dated this third day of November, 1914.

HENRI LEMARIE,
Secretary-treasurer.

5454 S. T. C. C. of Matane No. 2.

Vente d'immeuble

Dans l'affaire de Philippe Simard, marchand, Saint-Bruno, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, vendredi, le 20 novembre 1914, à onze heures a. m., sera vendu à mon bureau: 44, rue Dalhousie, Québec, l'immeuble de cette succession, comme suit:

Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros dix-E, dix-C (10-E, 10-C), du cadastre officiel, pour le quatrième rang du canton de Labarre, dans le comté du Lac St-Jean, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 5 novembre 1914. 5409

Sale of immovable

In the matter of Philippe Simard, merchant, Saint Bruno, Insolvent.

Notice is hereby given that on Friday, 20th November, 1914, at eleven o'clock a. m., will be sold at my office: 44, Dalhousie street, Quebec, the immoveable property belonging to the above estate as follows:

Two lots of land known and designated under Nos. ten-E, ten-C (10-E, 10-C) of official cadastral for range 4th of Labarre township, in the Lake Saint John county, with buildings thereon erected.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. building.
Quebec, 5th November, 1914. 5410

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE.*

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE.*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).
Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 5347

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).
Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914 5348

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 45.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Cox vs Raycraft 2790
" Demers vs Robillard 2790
" Depairon vs Dupré 2790
" Deslauriers vs Grenier 2791
" Dubois vs Girard 2791
" Farrel vs Patterson 2792
" Fitzgerald vs Warrington 2792
" Lapierre vs Boisvert 2792
" Léveillé vs Ethier 2790

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: —Gagnon vs Dme Brown 2791

AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Saint-Pie 2758

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Julienne, 2769; Municipalité du canton de Watford-Ouest, 2768; L'Association des Employés des Postes, de Montréal, 2769; The Independent Order Sons of Israel of Canada, 2784.

AVIS:—Skye Cemetery Co., 2793; Syndics d'Ecoles:—Rivière à Beaudette, 2769; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd., 2800; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 2793.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Boisvert, Eug. Alf 2785
Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques rcmains de la cité de Québec,—Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, 2785
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.—Catholic Board of School Commission of Montreal 2789

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Marcotte vs Leblanc 2790
" Mofette vs Hamel 2789
" Nolet vs Nadeau 2790
" Perron vs Tremblay 2791
" Pomerleau vs Bilodeau 2518
" Poulin vs Syrkos 2791
" Sheheen vs Bouziane 2792
" Trudel vs Plante 2819

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD: —Gagnon vs Dme Brown 2700

AGRICULTURE:—Cooperative Agricultural Society of Saint Pie 2758

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Julienne, 2769; Municipalité du canton de Watford-Ouest,; 2768; L'Association des Employés des Postes, de Montréal, 2769; The Independent Order Sons of Israel of Canada, 2784.

NOTICE:—Skye Cemetery Co., 2793; Syndics d'Ecoles:—Rivière à Beaudette, 2769; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd., 2800; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 2793.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Exécuteurs testamentaires de feu Chs. E. Levey.—Testamentary Executors of the late Chs. E. Levey 2789
Lachute Protestant Cemetery Coy 2786
La Corporation de la paroisse de Saint-Lin. —The Corporation of the parish of Saint Lin 2700 2786
La ville de Châteaugauy.—The town of Châteauguay 2786

Corporation de la ville de Joliette.—Corporation of the town of Joliette..... 2818
Curé et marguilliers de Notre-Dame de Saint-Rosaire. — Curate and church wardens of the parish of Notre Dame de Saint Rosaire..... 2788
Ecole des Commissaires de la ville de Westmount. — School Commissioners of the city of Westmount..... 2787

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Authier..... 2820
Beaulieu..... 2825
Bellemare..... 2794
Bascatong..... 2758
Bernstein..... 2794
Boulay..... 2796
Carok..... 2823
Cosmopolitan Store..... 2796
Crowell..... 2823
Davies..... 2821
Deslauriers..... 2796
Doray..... 2821
Dupré, Enreg..... 2822
Englandheart..... 2819
Ethier..... 2822
Gagné..... 2795
Gaudet..... 2822
Gauthier & Frère..... 2795
Hershcovici..... 2824
Herschovici..... 2824
La Cie Manufacturière d'Hébertville Stat... 2700
Lamy..... 2793
Laramée..... 2794

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Bull's Head Hotel Ltd..... 2762
Central Building Coy..... 2782
Château Salaberry Limitée..... 2767
Fabien, Ltée..... 2770
Foisy, Frères Incorp..... 2771
Grand Union Hotel Coy, Ltd..... 2766
Height of Fashion Ladies Tailory Ltd..... 2760
Hôtel Sainte-Marie, Ltée..... 2780
La Cie d'Imprimerie Commerciale Ltée.... 2778
La Cie Electrique Provinciale, Ltée..... 2759
La Cie Normandeau, Ltée..... 2775
Les Abattoirs de Victoriaville, Ltée..... 2759

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE:—Port Daniel... 2818

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles:—M. James A. McManamy, cité de Québec, 2756.
Juges de Paix:—Pour assermenter les recrues, 2755.
Par nouvelle procuration:—M. John S. Rough, 2700.

ORDRE DE COUR:—Bournival vs Mill, 2801; Letellier vs Moisan *et al*, 2801.

PROCLAMATIONS:—Convocation des Chambres, 2757; La paroisse de Notre-Dame des-Neiges, 2816; Municipalité du village de Lotbinière, 2756.

RÉSOLUTION:—Municipalité du comté de Matane 2e division, 2828.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE:—Kingsey, 2768.

VENTE DE BIENS IMMOBILIERS:—La Cie de Meubles de Jonquières, 2826.

Learmont, J. D. Succession-Estate..... 2700
Marrié, Ferland *et al*,..... 2789
Municipalité du Lac Tremblant Nord..... 2787
Olivier, Chas-Frédéric *et al*..... 2788
Sakovitch, Vladimir—Joseph *et al*..... 2788
The Grande Ligne Mission..... 2788
The Eeast Side Nursery and Infants Home. 2785

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Loranger..... 2823
Menard..... 2821
Nehmy..... 2820
Nitra & Hanna..... 2795
Ouellet..... 2823
Panneton, Frères & Cie..... 2796
Pelletier..... 2820
Pelletier & Cie..... 2796
Picard..... 2821
Poitras..... 2820
P. O. Viall Lumber Co..... 2795
Pyke..... 2824
Steinberg, Reg..... 2819
Skelly..... 2700
Simard..... 2700
Taylor..... 2819
The Eagle Skirt & Cloak Co..... 2824
Thivierge & Belleau..... 2794
Voyer..... 2819
Wall Bros..... 2820
White..... 2821
Wright & Anderson, Regist..... 2794

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Montreal Press & Advertising Club Co.... 2758
Nelson, Lesage & Earl, Ltd..... 2779
Nurnberger, Ltd..... 2781
Russell Hôtel, Ltd..... 2773
Saint Charles Canning, Ltd..... 2776
Saint Charles House, Lrd..... 2764
Saint Gabriel Park House, Ltd..... 2763
Saint James Buffet Ltd..... 2765
The Campbell's Bay Rural Telephone Coy, Ltd..... 2779
The Sharpe Construction Coy, Ltd..... 2776
Welland Hotel Coy, Ltd..... 2770

SCHOOL MUNICIPALITY:—Port Daniel..... 2818

APPOINTMENTS:—

School Commissioner:—Mr. James A. McManamy, city of Quebec, 2756.
Justice of the Peace:—To administrating the oath to recruits, 2755.
For a new power of attorney:—Mr. John S. Rough, 2700.

ORDER OF COURT:—Bournival vs Mill, 2801; Letellier vs Moisan *et al*, 2801.

PROCLAMATIONS:—Parliament convoked, 2757; The parish of Notre Dame des Neiges, 2816; Municipality of the village of Lotbinière, 2756.

RESOLUTION:—Municipality of the county of Matane, 2nd division, 2828.

BREEDING SYNDICATE:—Kingsey, 2768.

SALE OF IMMOVEABLE PROPERTIES:—La Cie de Meubles de Jonquières, 2826.

VENTE, EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Canadian Pacific Railway Coy, 2803.

VENTE PAR LICITATION:—Brazzel vs Brazzel *et al*, 2825; Cook vs Dlle Hould, 2802; Porcheron (Dme) vs Porcheron *et al*, 2802.

VENTE PAR LIQUIDATEUR:—La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée, 2799; La Manufacture de chaises et Jouets de Wotton, Ltée, 2798; The King Edward Park Co., Ltd, 2797.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—La ville de Longueuil, 2700.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

BEAUHARNOIS:—Delisle (Dme *èsql et al*, vs Gray, 2700.

BEDFORD:—Choinière vs Menard *et al* 2805.

CHICOUTIMI:—Duperré vs Boulanger, 2805; The Metal Shingle & Siding Co vs La Cie du Patinoir de Chicoutimi, 2806.

JOLIETTE:—Beauchamp vs Archambault, 2806; Wodan vs Roberge, 2807.

KAMOURASKA:—Langlois vs Giguère, 2808.

MONTRÉAL:—Boyer vs Bruno, 2810; Charpentier vs Bertrand, 2809; Dorais vs Antrobus. 2808; Joanette vs Bruno, 2810; Loiselle (Dme) vs Joly, 2810 ; Moscovitch vs Sambor, 2808; Pelletier vs Martin, 2809.

QUÉBEC:—Bedard vs Gravel, 2811; Cloutier vs Gingras, 2811.

RIMOUSKI:—La Compagnie Neigette, vs John King, 2812.

SAINT-FRANCOIS:—Bédard vs Barrier, 2812;

SAINT-HYACINTHE:—Burelle vs Charron, 2813; Chaurest vs Bruno, 2813; La Banque de Montréal vs Bousquet, 2812; Leduc (Dme) vs Benoit, 2814.

TROIS-RIVIERES:—Beaulieu vs Garceau, 2815; Bédard vs Clément, 2814; Loranger vs Duchaine, 2815; Montigny vs Clément,2816.

SALE, UNCLAIMED FREIGHT:—Canadian Pacific Railway Coy., 2803.

SALE BY LICITATION:—Brazzel vs Brazzel *et al*, 2825; Cook vs Dlle Hould, 2802; Porcheron (Dme) vs Porcheron *et al*, 2802.

SALE BY LIQUIDATOR:—La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée, 2799; La Manufacture de chaises et Jouets de Wotton, Ltée, 2798; The King Edward Park Co., Ltd, 2797.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—The town of Longueuil, 2700.

SHERIFFS' SALES:—

BEAUHARNOIS:—Delisle (Dme *èsql et al*, vs Gray, 2700.

BEDFORD:—Choinière vs Menard *et al* 2805.

CHICOUTIMI:—Duperré vs Boulanger, 2805; The Metal Shingle & Siding Co vs La Cie du Patinoir de Chicoutimi, 2806.

JOLIETTE:—Beauchamp vs Archambault, 2806; Wodan vs Roberge, 2807.

KAMOURASKA:—Langlois vs Giguère, 2808.

MONTREAL:—Boyer vs Bruno, 2810; Charpentier vs Bertrand, 2809; Dorais vs Antrobus, 2808; Joanette vs Bruno, 2810; Loiselle (Dme) vs Joly, 2810 ; Moscovitch vs Sambor, 2808; Pelletier vs Martin, 2809.

QUEBEC:—Bedard vs Gravel, 2700; Cloutier vs Gingras, 2811.

RIMOUSKI :—La Compagnie Neigettu vs John King, 2812.

SAINT FRANCIS:—Bédard vs Barrier, 2812;

SAINT HYACINTH:—Burelle vs Charron, 2813; Chaurest vs Bruno, 2813; La Banque de Montréal vs Bousquet, 2812; Leduc (Dme) vs Benoit, 2814.

THREE RIVERS:—Beaulieu vs Garceau, 2815; Bédard vs Clément, 2814; Loranger vs Duchaine, 2815; Montigny vs Clément,2816.

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.